

INSTITUT D'AMÉNAGEMENT, D'URBANISME ET DE GÉOGRAPHIE

MASTER de Sciences et Technologies
mention Urbanisme et Aménagement*Parcours Aménagement culturel et stratégies territoriales en Europe (ACTEUR)*

LA VALORISATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR LA MICROARCHITECTURE

*Analyse des micro-interventions architecturales du festival
Microtopies dans la métropole lilloise*

Microtopie « Refuges », ANMA architectes © Julien Lejièvre, Villeneuve d'Ascq, 2025.

Tutrice universitaire :
Victoria SACHSÉ*Tutrice professionnelle :*
Léonie DEBRABANDÈRE*Organisme :*
WAAO - Centre d'architecture et d'urbanisme
292 rue Camille Guérin, 59000 Lille**Ilana RÉMY-RENAHY**

Année 2024-2025

Rémy-Renahy Ilana, 2025, **La valorisation de l'espace public par la microarchitecture.**
Institut d'Aménagement, d'Urbanisme et de Géographie de Lille, FaSEST, Université de Lille,
mémoire de fin d'étude du Master UA, Parcours ACTEUR, 114 p. + Annexes

Mots-clefs : microarchitecture, espace public, MEL.

Key-words : microarchitecture, public space, European Metropolis of Lille.

Résumé

L'espace public, à la fois cadre matériel de la vie collective et espace immatériel de discussion, est aujourd'hui fragilisé par la privatisation, la sécurisation et la standardisation. Ce mémoire interroge la manière dont la microarchitecture — interventions architecturales de taille modeste, et engageant la participation des habitants — peut contribuer à son activation et à son appropriation.

À partir de l'étude du festival Microtopies et de ses projets implantés dans la Métropole Européenne de Lille, il sera question de souligner les potentialités mais aussi les limites de ces microarchitectures : création de liens sociaux, activation de lieux délaissés, mais aussi difficulté à toucher tous les habitants. Ce travail propose, au moyen d'observations de terrains, d'entretiens et de mise en place d'outils de médiation, de considérer la micro-intervention architecturale non pas comme une simple intervention artistique, mais comme un levier pour repenser notre rapport à la ville et à l'espace public.

Abstract

Public space, both as the material framework of collective life and as the immaterial space of discussion, is today weakened by privatization, securitization, and standardization. This thesis explores how micro-architecture—small-scale architectural interventions involving the participation of residents—can contribute to its activation and appropriation.

Through the study of the Microtopies festival and its projects implemented within the European Metropolis of Lille, the aim is to highlight both the potential and the limitations of these micro-architectures: fostering social ties, activating neglected places, but also facing challenges in reaching all inhabitants. Drawing on field observations, interviews, and the development of mediation tools, this work proposes to consider micro-architectural intervention not merely as an artistic practice, but as a lever to rethink our relationship with the city and with public space.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de recherche, Victoria Sachsé, pour la richesse de son encadrement et de ses conseils, ainsi que pour sa disponibilité tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Je remercie également mes collègues du WAAO — Léonie, Faustine, Célestine, Lara, Stéphane, Gabin, Hugo, Victor — pour leur présence chaleureuse et leur bienveillance constante, qui font de ce stage un espace de réflexion et d'apprentissage heureux et passionnant.

J'adresse également mes remerciements à Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle pour leur disponibilité et la richesse des échanges que j'ai eu l'occasion de partager avec eux.

Je remercie également Pierre-Louis Noez et Mateo Thiery, compagnons de cabanes et collègues de la première heure, qui m'auront permis, au terme de beaucoup de tuiles, de vis, et de tuiles encore, de découvrir le monde de la conception et de la microarchitecture. J'adresse aussi mes remerciements à Timothé Maignant et Justin Engel, compagnons du devoir, qui m'ont accompagnée au long de ce processus et m'ont rendue beaucoup plus familière avec la pratique de la meuseuse.

Je tiens également à remercier mes camarades du master d'Urbanisme de Lille : Zoé, Lou-Anne, Margaux, Justine, Anna, Mateo, Hugo, Noé, Clément, Charles, Damien, Pierre, Lou, Pau. Leur présence a rendu ces deux années plus légères, plus passionnantes et plus riches. J'adresse un remerciement particulier aux deux Simon(s) pour les longues soirées passées à la Bibliothèque Universitaire de Santé.

Je remercie également mes compagnons de maison pour leur présence et leur soutien : Mathilde, Lucille, Alice, Géraldine, Clément, Victor, Jules, Daniel et Léonard.

Remerciements	3
Sommaire	4
Table des figures	6
Préambule	8
Introduction	9
I. Microarchitecture et espace public : une réponse émergente à des enjeux urbains contemporains ?	15
1.1. <i>L'espace public face aux enjeux urbains contemporains</i>	15
1.1.1. La privatisation de l'espace public : quels enjeux pour la sociabilité urbaine ?	15
1.1.2. Du besoin de réactivation des espaces publics	19
1.2. <i>Quelle place pour les enfants dans l'espace public ?</i>	21
1.2.1. L'espace public comme territoire hostile : de l'exclusion des enfants hors des rues	21
1.2.2. Quelle place pour l'imaginaire des enfants dans la ville ?	23
1.2.3. La rue, impossible terrain de jeux ?	25
1.3. <i>La microarchitecture : définition, formes et usages</i>	30
1.3.1. Origine du terme, diversité des formes (temporaire, mobile, modulable...).....	30
1.3.2. La cabane comme support de lien social.....	32
1.3.3. La microarchitecture, cabane ou mise en place de mobilier urbain ?	36
II. La microarchitecture participative : vers une reconfiguration des processus d'aménagement 40	
2.1. <i>L'importance de la participation citoyenne : entre outil et enjeu démocratique</i>	40
2.1.1. La microarchitecture comme moyen de repenser les rôles des acteurs de la ville et de la construction.....	40
2.1.2. La microarchitecture, une nouvelle forme de l'urbanisme tactique ?	43
2.2. <i>La microarchitecture, un levier architectural permettant d'ouvrir l'espace privé sur l'espace public ?</i>	48
2.2.1. Intentions des commanditaires du projet : l'Université Catholique de Lille	48
2.2.2. Intention des architectes : de la pertinence d'ouvrir l'espace privé sur l'espace public	52
2.2.3. Philosophie du projet et modification des usages : la création d'une Agora	58
2.3. <i>La microarchitecture en espace rural : dynamiser les territoires par la participation citoyenne</i>	67
2.3.1. Les ateliers pédagogiques : un levier de transformation de la commande architecturale	67
2.3.2. La création de cartes sensibles : pour une réappropriation des espaces publics par les habitants.	75
III. Microarchitectures en QPV : activer et transformer l'espace public	79
3.1. <i>La microarchitecture face aux enjeux des espaces publics en quartiers politiques de la ville</i>	79
3.2. <i>La microarchitecture, un médiateur social efficace au sein des QPV ?</i>	95

3.2.1. De la complexité d'un jeu d'acteurs multiple : le risque de la surmobilisation des habitants au sein des projets.....	95
3.2.2. Dans les QPV, des freins économiques et sociaux à la redynamisation urbaine.	98
3.3. <i>Quel bilan pour les microarchitectures ? Évaluation de leur impact sur l'espace public.....</i>	<i>100</i>
3.3.1. Retombées sociales et territoriales des microtopies.....	100
3.3.2. Redécouverte et/ou activation d'espaces délaissés.	102
3.3.3. Reprise et activation de la microarchitecture par les communes et acteurs locaux.	103
3.3.4 Quel avenir pour la microarchitecture ?	105
Conclusion.....	107
Bibliographie	109
Annexes.....	115

Table des figures

Figure 1 : Aire de jeux du jardin du Mail, Angers. © Ilana Rémy-Renahy, Angers, 2025.....	24
Figure 2 : Entrée de l'école primaire Saint-Martin, Angers. © Ilana Rémy-Renahy, Angers, novembre 2022.....	26
Figure 3 : La microtopie Tuyolo se distingue visuellement dans l'espace public et questionne les usages qui peuvent être faits. © Julien Lelièvre, Roubaix, 2024.....	29
Figure 4, 5, 6 et 7 : atelier de peinture de tuiles à l'école maternelle et primaire Jean de la Fontaine de Péronne-en-Mélantois. © Ilana Rémy-Renahy, Péronne-en-Mélantois, 2024.....	32, 33, 34
Figure 8 : atelier de peinture de tuiles sur le site de la construction de la cabane. Retour des élèves, cette fois sur le chantier au début des vacances scolaires. © Julien Lelièvre, Péronne-en-Mélantois, 2024.....	35
Figure 9 : visualisation des nouveaux usages envisagés par l'Université Catholique de Lille grâce à la mise en place d'une Agora. © Université Catholique de Lille, 2025.....	50
Figure 10 : L'Agora comme espace d'usage... ou de non-usage. ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, Lille, 2025.....	55
Figure 11 : Chantier de l'Agora au sein de la cour d'honneur de l'Université Catholique de Lille ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, Lille, 2025.....	56
Figure 12 : le matériau privilégié pour la construction de la Microtopie est la brique, déjà omniprésente sur le site. ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, 2025.....	59
Figures 13, 14, 15, 16, 17 : construction de la Microtopie avec les apprentis du CFA de Roubaix. ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, Lille, 2025.....	61, 62, 63, 63, 65
Figures 19, 20 et 21 : atelier de peinture sur tuiles avec les élèves de l'école primaire Jean de la Fontaine à Péronne-en-Mélantois. © Ilana Rémy-Renahy, Péronne-en-Mélantois, 2024...	68, 69, 70
Figure 22 : la microtopie Dessine-moi une cabane réalisée par l'atelier Fracasse lors de l'édition 2024 du festival Microtopies. © Julien Lelièvre 2024.....	72
Figure 23 : la microtopie Aestus reprend réalisée lors de l'édition 2024 du festival Microtopies. © Julien Lelièvre, Péronne-en-Mélantois, 2024.....	74
Figure 24 : la microtopie Chez Prunella souligne la biodiversité du site et invite à être attentif à son environnement. © Julien Lelièvre, Sainghain-en-Mélantois, 2024.....	74
Figure 25 : fond de carte du lieu d'implantation de la microtopie de la commune de Don. © Ilana Rémy-Renahy — WAAO, 2025.....	76
Figure 26 : fond de carte du lieu d'implantation de la microtopie de la commune de Wattignies. © Ilana Rémy-Renahy — WAAO, 2025.....	77

<i>Figure 27 : fond de carte du lieu d'implantation de la microtopie de la commune d'Erguinghem-Lys. © Ilana Rémy-Renahy — WAAO, 2025.....</i>	<i>78</i>
<i>Figure 27 : dossier de candidature de la microtopie En forme ! Réalisée lors de l'édition 2025 du festival Microtopies. © Atelier Fracasse 2024.....</i>	<i>80</i>
<i>Figure 28 : dossier de candidature de la microtopie En forme ! Réalisée lors de l'édition 2025 du festival Microtopies et montrant le projet des totems. © Atelier Fracasse 2024.....</i>	<i>82</i>
<i>Figures 29, 30, 31, 32, 33 : atelier de création de totems près de la microtopie En forme ! à Loos : enfants et parents s'approprient la microarchitecture. © Ilana Rémy-Renahy 2025.....</i>	<i>83, 84, 85, 86, 87</i>
<i>Figure 34 : foudroyage de la tour Kennedy à Loos en juillet 2025. © Actu 2025.....</i>	<i>88</i>
<i>Figure 35 : quartier du Blanc-Riez à Wattignies : les espaces publics ne sont pas aménagés et leur activation est entravée par la présence de legos de béton. © Atelier FADA, Wattignies, 2025.....</i>	<i>90</i>
<i>Figure 36 : identification d'un enjeu mettant en péril l'activation des espaces publics ; dossier de candidature de l'Atelier FADA dans le cadre de leur participation à l'édition 2025 du festival de cabanes Microtopies. © Atelier FADA, 2025.....</i>	<i>92</i>
<i>Figure 37 : la microtopie À table ! construite lors de l'édition 2025 du festival Microtopies. © Julien Lelièvre 2025.....</i>	<i>93</i>
<i>Figure 38 : inauguration de la microtopie À table ! construite lors de l'édition 2025 du festival Microtopies. Une trentaine d'habitants se sont mêlés à l'équipe lauréate afin de partager autour de la microarchitecture. L'occasion pour eux de parler de leur vie au sein du quartier. © Ilana Rémy-Renahy, Wattignies, 2025.....</i>	<i>94</i>
<i>Figure 39 : balade guidée dans le quartier des Oliveaux. © Éléa Clancier, Loos, 2025.....</i>	<i>100</i>
<i>Figure 40 : chantier public de la microtopie La Cabane vivante à Ronchin : l'équipe lauréate (Ambroise Carle, Benjamin Cuvelier, Camille Viala) a été aidée de cinq habitants du quartier, démontrant la dimension intergénérationnelle de leur projet. © Julien Lelièvre, 2025.....</i>	<i>101</i>
<i>Figure 41 : la microtopie Tuyolo à Roubaix a permis de mettre en valeur un espace public peu utilisé de Roubaix. © Julien Lelièvre, Roubaix, 2024.....</i>	<i>102</i>
<i>Figure 42 : la microtopie Palais d'été. © Julien Lelièvre, Lille, 2024.....</i>	<i>104</i>
<i>Figure 43 : les « espaces publics portatifs » conçus par le collectif Bruit du frigo permettent d'activer des espaces publics qui sont en pleine requalification. © Bruit du frigo, Lyon, 2024.....</i>	<i>106</i>

Préambule

Ce mémoire a été élaboré dans le cadre d'un stage d'une durée de 8 mois passé au WAAO — centre d'architecture et d'urbanisme de Lille. Cette structure est une association « loi 1901 » créée en 2006 et anciennement Maison de la Ville. Elle œuvre à la transmission de la culture architecturale, paysagère et urbaine — notamment par la mise en place de conférences, d'expositions et d'outils pédagogiques — et se donne pour but de rendre accessible à toutes et tous des sujets comme la ville, les territoires, leur fabrication et leur fonctionnement.

Dans ce cadre, mon stage a été réalisé auprès de Léonie Debrabandère, directrice du WAAO, et Faustine Horgnies, architecte en charge des actions pédagogiques. Les missions réalisées lors du stage s'articulaient autour de deux grands projets portés par le WAAO : l'exposition « L'Envers de la fête » réalisée dans le cadre du programme Fiesta produit par Lille3000, et le festival « Microtopies » mis en place par le WAAO pour la quatrième année consécutive. Dans ce cadre, j'avais pour mission d'accompagner la mise en place de l'exposition, notamment par le développement d'actions de médiation en lien avec les œuvres programmées. Concernant Microtopies, les tâches relevaient autant de la rencontre de partenaires locaux (centres sociaux, élus, acteurs territoriaux) que de la réalisation et la mise en place d'activités pédagogiques relatives aux constructions et destinées à activer socialement les lieux d'implantation.

Introduction

En 1970, Henri Lefebvre écrit qu'il « existe une politique de l'espace, parce que l'espace est politique¹ ». L'espace n'est jamais neutre : il est façonné par des usages et des enjeux de pouvoir. L'espace public illustre particulièrement cette dimension, puisqu'il constitue à la fois un support de la vie collective et un espace symbolique permettant la confrontation des opinions. Cette pluralité est contenue dans la notion d'espace public, qui est polysémique et renvoie tout à la fois « à deux grands projets : l'espace public comme lieu physique créateur de lien social (la place publique) et l'espace public comme ensemble des modalités participant à la formation du débat public (la sphère publique)² ». L'espace public apparaît à la fois comme un cadre matériel permettant les interactions sociales et un espace immatériel de discussion. La réflexion qui va être déroulée dans ce texte tente d'appréhender les deux dimensions contenues dans la notion d'espace public. Pour France Aubin, les recherches portant sur « l'espace public *créateur de lien social* peuvent porter sur la rue, les aires de jeux et l'architecture tandis que les recherches portant sur l'espace public *au service des délibérations collectives* s'intéressent aux questions de démocratie, de société civile et d'opinion publique³. » L'analyse ici proposée se situe à l'intersection de ces deux dimensions. D'une part, l'espace public doit être abordé dans sa matérialité, à travers des formes concrètes d'aménagement du territoire — notamment par les aires de jeux ou la microarchitecture, qui peuvent être installées dans des lieux délaissés et permettent la création de nouveaux liens sociaux. D'autre part, l'espace public doit être envisagé comme un espace immatériel, qui contient la mémoire habitante des lieux, et se fait support de la participation citoyenne. L'activation de l'espace public contemporain doit intégrer cette double dimension afin d'en faire un espace inclusif et permettant une véritable vie dans la cité.

Cet enjeu de redynamisation de l'espace public est impulsé par la constatation de sa fragmentation, ou du moins de sa perte : si

« jusqu'à maintenant, on a pu laisser entendre que l'espace public était un grand tout cohérent et singulier. Il n'en est rien, comme nous le verrons au moment d'aborder sa pluralisation. Selon Habermas⁴, la fonction de l'espace public était d'en arriver *via* la délibération à un consensus sur le bien commun, mais ce qu'on nomme délibération renvoie aujourd'hui à différentes pratiques, loin d'être universelles et souvent porteuses d'inégalités⁵. »

¹ Lefebvre, H. (1970). *La Révolution urbaine*. Paris : Gallimard, p. 36.

² Aubin, F. (2014). « Entre espace(s) public(s) et sphère(s) publique(s) : bilan des travaux francophones sur une notion », in *Canadian Journal of Communication*, Vol 39 (1), p. 2.

³ *Ibid.*

⁴ Habermas, J. (1962 ; réédition 2009). *L'espace public*. Paris : La Découverte.

⁵ *Ibid.*

L'espace public contemporain est traversé par des tensions multiples : ouverture et fermeture, accueil et exclusion, consensus et conflit. Il se pluralise en différents espaces antinomiques, certains valorisés, d'autres au contraire laissés de côté, parfois réduits à des « dents creuses » au sein de la ville. Ces espaces délaissés sont particulièrement visibles dans les quartiers prioritaires, où le manque d'équipements, ainsi que la présence de friches — créées par les projets d'aménagement parfois très lourds — accentuent le sentiment d'abandon. À ces logiques de fragmentation s'ajoutent des menaces plus globales. Mitrašinović et Mehta rappellent que « public space is critically important due to its capacity to enable forms of public discourse and social practice which are fundamental for the well-being of democratic societies⁶ ». Cette fonction démocratique, pourtant au cœur de la notion d'espace public, est affaiblie par les dynamiques de privatisation, de surveillance mais également de standardisation qui sont mises à l'œuvre au sein de ces espaces. Dans « Blurring the Boundaries : Public Space and Private Life », Margaret Crawford décrit l'émergence de « pseudopublic places » caractérisés par « consumption, surveillance, control, and endless simulation⁷ ». L'espace public reste un lieu qui doit sans cesse être réactivé et défendu, puisque

« celui-ci, à travers des lieux emblématiques (places, marchés, galeries...) puis de plus en plus multiples et diffus, n'a eu de cesse de fonctionner comme un révélateur de l'hétérogénéité sociale, des conflits et contradictions à l'œuvre au sein des sociétés, et de leurs capacités à les dépasser pour faire société, liant civilité et urbanité. Néanmoins cette forme d'espace est aussi apparue dans toute sa fragilité ainsi que les formes de détournement et de captation dont elle a pu faire l'objet. Fragilité, lorsque le mouvement moderne le proscrit au nom des impératifs d'efficacité d'une ville conçue d'abord pour habiter, circuler, travailler. Détournement et captation, de manière plus récente, à travers des formes de lissage des usages lors de rénovations urbaines, d'exclusion de certains publics voire de captation par des intérêts privés au service de logiques de consommation⁸. »

Face à ce constat, il est important d'interroger de nouvelles formes d'aménagements et d'interventions dans l'espace public, afin de redonner de la vitalité à ces espaces, tout en renforçant leur fonction sociale — notamment par la participation habitante. C'est dans cette perspective que s'inscrit cette analyse de la microarchitecture, en tant qu'intervention temporaire et participative capable d'activer l'espace public. Cette forme d'architecture convoque à la fois la dimension matérielle de l'espace public (en tant qu'elle représente un lieu de sociabilité et d'aménagement urbain) et sa dimension immatérielle (en tant qu'elle peut se faire support de mémoire et outil de médiation). Ces architectures permettent d'interroger les manières actuelles de produire la ville, tout en s'ouvrant à la co-construction et à une temporalité se rapprochant davantage de celle des habitants, éloignée de celle des grands projets d'aménagement urbain.

⁶ Mitrašinović, M. & Mehta, V. (2021). *The Public Space Reader*. Routledge, p. 2.

⁷ Crawford, M. (2008). "Blurring the Boundaries: Public Space and Private Life," in Chase, J., Crawford, M., and Kaliski, J. (eds.), *Everyday Urbanism*. New York: Monacelli Press, p. 37.

⁸ Métroforum, WAAO. (2024). *Microtopies, chantiers ouverts au public*, éditions WAAO, p. 23. Citation de Marc Dumont.

Point de départ et méthodologie

Mon analyse de terrain s'ancre dans une double posture : celle de stagiaire en urbanisme au sein du WAAO et celle de lauréate de l'édition 2024 du festival *Microtopies*, à travers la réalisation de la cabane *Aestus*. Cette immersion a offert une compréhension directe et sensible des dynamiques à l'œuvre. La réalisation de la microarchitecture m'a permis de constater à la fois l'enthousiasme des habitants suscité par l'événement — fréquentation importante, interactions spontanées autour des cabanes. Cet engouement est apparu comme posé en réaction à certaines lacunes de la pratique et de l'aménagement des espaces publics des communes qui accueillent le festival. Il m'est alors apparu que la mise en place de ces micro-interventions permettait d'améliorer l'appropriation des espaces publics, en participant à leur aménagement de manière réversible et sans engendrer un coût trop important. J'ai également réalisé que cette installation avait rendu possible l'appropriation de la structure, mais également de l'espace public qui l'entourait par différentes catégories d'habitants.

Le regard subjectif porté sur *Aestus* et sur les autres cabanes a fait émerger des questions dépassant le cadre de cette seule édition. Je me suis notamment interrogée sur la manière dont il était possible de concilier la dimension éphémère du festival avec la volonté de transformer de manière durable les usages des espaces publics. J'ai également réfléchi, avec les deux autres membres du collectif, à la place de l'enfant au sein de l'espace public, à la manière dont il était possible de l'intégrer au sein du projet lors des différentes étapes de réalisation de la microarchitecture. L'une des interrogations qui a parcouru ce projet était notamment la manière dont il fallait impliquer les habitants — et surtout les très jeunes. Comment est-il possible de *créer* un projet commun en faisant *pour* les habitants, en se centrant sur leurs envies et leurs besoins ? Comment faire en sorte que les ateliers et la co-construction ne soient pas seulement l'expression de ce que l'architecte ou l'urbaniste aimerait voir, mais qu'ils ressemblent réellement aux habitants ?

La réflexion autour de ces enjeux a débuté l'an dernier, lors de l'édition 2024 du festival *Microtopies*. Je me suis alors questionnée sur l'importance de la participation habitante : avec Mateo Thiery, autre membre du collectif, nous avons décidé de choisir un public privilégié — les enfants. L'appréhension d'un territoire peu connu est plus simple de cette façon. Les enfants, lorsqu'ils sont dans un cadre scolaire (en l'occurrence ici, dans le contexte de leur école située près du lieu d'implantation) sont très ouverts à la création ainsi qu'à la découverte de nouveaux projets. Cette dynamique s'est poursuivie lors du chantier public, puisqu'ils revenaient avec leurs frères et sœurs, parents ou grands-parents, lesquels avaient entendu parler du projet par leur biais. Cette méthodologie de travail s'est donc établie conjointement à la conception technique de la cabane. Lors de chaque étape de modélisation et de choix de matériaux, nous avons pensé aux différents usages qui pourraient être faits : l'usage de tuiles de réemploi a été décisif dans le choix d'un atelier de peinture, qui se prêtait particulièrement bien à la matière. Il a par exemple été

décidé de mettre de côté l'aspect léché et propre de tuiles vierges pour inclure la participation des enfants et donner à voir une microarchitecture davantage bariolée mais qui permettait aux participants d'associer à la cabane une valeur sentimentale.

Cette première expérience pratique de la microarchitecture a donc fortement nourri ce travail de recherche. Par la suite, mon stage au WAAO m'a permis d'analyser ces initiatives mises à l'œuvre par les candidats de l'édition 2025 d'un point de vue extérieur. J'ai également eu l'occasion de m'entretenir avec les centres sociaux et maisons de quartier des communes accueillant les microtopies, ce qui a permis de constater avec davantage de précision les enjeux qui les concernait. Après avoir suivi ces microarchitectures à différentes étapes de leur projet, j'ai mené des entretiens semi-directifs avec des membres du WAAO ainsi qu'avec deux architectes lauréats de l'édition 2025.

Ces différentes approches du festival Microtopies m'ont permis de croiser différents points de vue : à la fois ceux des usagers, des participants, architectes lauréats et des membres du WAAO. Ma méthodologie reprend donc à la fois l'expérience pratique faite en 2024, et celle, plus réflexive, de 2025. C'est l'imbrication de ces deux points de vue qui fonde l'approche de ce mémoire et oriente la réflexion sur la manière dont la microarchitecture peut favoriser l'appropriation et la valorisation des espaces publics. Cette expérience m'invite à considérer l'angle de la microarchitecture par le festival Microtopies, et donc les micro-interventions qui lui sont liées. Présentes dans différentes communes de la Métropole européenne de Lille, et même de la région du Nord, ces microarchitectures sont implantées dans des espaces publics variés — qu'ils soient urbains, ruraux — ainsi que dans des contextes socio-économiques distincts. Cette diversité permet de dresser une analyse plus complète des enjeux présents dans ces espaces publics, en mettant en avant à la fois les potentialités d'activation offertes par la microarchitecture et les limites rencontrées lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins réels des habitants ou de trouver une place dans les politiques urbaines existantes.

Enjeux

Réfléchir aujourd'hui à l'espace public revient à interroger l'une de ses dimensions fondamentales : sa capacité à rester un cadre de vie partagé et accessible à tous. Il ne s'agit pas seulement de faire de ces espaces des lieux ouverts, mais aussi de les penser comme des espaces à la fois attractifs et hospitaliers, au sein desquels il est possible de mettre en place des usages qui soient diversifiés. Cette approche doit intégrer des publics parfois mis à l'écart des concertations urbaines : d'une part, les enfants, mais aussi les habitants des quartiers prioritaires, qui subissent les temporalités longues de projets urbains structurants, à l'instar des projets rattachés à l'ANRU. Dans ce cadre, l'espace public peut devenir un révélateur d'inégalités sociales, montrant les disparités d'aménagement d'un quartier à un autre. Dans un autre temps, cette frugalité imposée peut devenir, par la microarchitecture, le terrain propice aux expérimentations. L'enjeu de ces interventions architecturales est d'abord social : elles offrent des lieux de rencontre et de convivialité dans des espaces parfois délaissés, et permettent de signaler

ces espaces aux habitants, en créant des points de repère. Sa dimension artistique ne la fige pas dans une dimension fonctionnelle, mais se fait mobilier urbain pouvant être approprié par différents publics.

La microarchitecture est aussi porteuse d'un enjeu démocratique. Par leur processus de conception et de réalisation, ces interventions s'inscrivent dans des démarches participatives qui donnent une place active aux habitants ainsi qu'aux associations locales. En créant des points de rencontre, elles donnent une nouvelle consistance à la fonction politique de l'espace public grâce à la mise en place d'espaces de dialogue et de partage de compétences.

Les micro-interventions invitent à questionner la manière dont il est possible de vivre les espaces publics lorsque ceux-ci sont en pleine transition. Comment s'approprier cet espace en changement qu'est le quartier ? Comment faire de la microarchitecture une étape de reconfiguration et d'activation de l'espace public ? Elle soulève aussi la question du rôle culturel et symbolique de l'espace public : comment devenir support de mémoire, de récits collectifs et d'identité partagée, tout en refaisant de ces espaces publics des lieux de vie ? Enfin, ces micro-interventions interrogent les pratiques professionnelles elles-mêmes : comment les architectes, urbanistes, paysagistes peuvent-ils se positionner comme facilitateurs d'usages partagés, en mettant en place un projet architectural co-construit ? Dans les quartiers prioritaires, un enjeu supplémentaire intervient : comment la microarchitecture peut-elle devenir un levier d'ancrage territorial et de cohésion sociale dans des contextes marqués par un sentiment d'incompréhension et d'attente face aux nouveaux projets urbains ?

Il s'agit donc tout d'abord de montrer que la microarchitecture peut redonner à l'espace public sa fonction première : celle d'un lieu de sociabilité, de diversité et de participation. Mais il s'agit aussi d'interroger sa portée plus large : comment ces micro-interventions peuvent-elles inspirer des pratiques urbaines plus inclusives et plus sensibles ? Peuvent-elles constituer des outils de planification à part entière ? À travers ces questions, le mémoire propose d'explorer la capacité de la microarchitecture à reconfigurer l'espace public, à la fois dans sa dimension matérielle et dans sa dimension immatérielle, et à répondre aux défis sociaux et urbains des espaces publics.

Problématique

L'évolution de l'espace public, marquée par des logiques de privatisation, de sécurisation et parfois d'exclusion, interroge sa capacité à demeurer un lieu ouvert et accueillant pour tous, en particulier pour les enfants et pour les personnes habitants dans des quartiers prioritaires. Face à ces mutations, comment repenser la ville afin d'y réintroduire des usages plus inclusifs et participatifs ? La microarchitecture, par son caractère expérimental et sa dimension collective, peut-elle constituer un outil de réactivation et d'innovation au sein des espaces publics ? Dans des contextes spécifiques tels que les quartiers prioritaires de la politique de la ville, où la temporalité des grands projets urbains accentue le sentiment de distance entre habitants et projets urbains

portés par des institutions, dans quelle mesure ces micro-interventions architecturales peuvent-elles favoriser la sociabilité, renforcer l'ancrage territorial et accompagner les transitions en cours ?

L'analyse de la microarchitecture dans l'espace public implique d'abord de comprendre les enjeux urbains contemporains auxquels elle se confronte. La première partie de ce travail se consacre ainsi à la mise en lumière des tensions actuelles qui traversent l'espace public, qu'il s'agisse de sa privatisation, de sa difficulté à accueillir la diversité des usages, ou encore de la place qu'il réserve aux enfants. Ces constats amènent à poser les bases théoriques de la microarchitecture, définie à la fois comme une forme architecturale, un outil urbanistique, mais aussi un support de lien social et de médiation. Cette première étape permet d'inscrire la conception de la microarchitecture dans un contexte de réponse aux mutations des pratiques urbaines et de transformation des usages.

La deuxième partie se propose d'approfondir la dimension processuelle de la microarchitecture en interrogeant son rôle dans la reconfiguration des démarches de projet urbain. La microarchitecture ne se limite pas à un objet construit : elle devient un outil de médiation, favorisant la participation citoyenne et ouvrant un espace de dialogue entre habitants, usagers, concepteurs et institutions. En croisant différents cas d'études, cette partie questionne la capacité de la microarchitecture à affiner les frontières entre espace public et espace privé, entre commande architecturale et appropriation citoyenne.

La troisième partie s'attache à examiner l'ancrage des microarchitectures dans des contextes spécifiques, en particulier celui des quartiers prioritaires de la ville. En mettant en regard les enjeux sociaux, économiques et politiques propres à ces territoires, il est question d'analyser la manière dont les microarchitectures peuvent activer ou réinvestir l'espace public. Leur rôle de médiateur social y est interrogé, de même que la pérennité de ces actions. Il sera ensuite question d'évaluer l'impact, les limites et les perspectives de la microtopie en tant qu'objet architectural agissant sur l'espace public.

I. Microarchitecture et espace public : une réponse émergente à des enjeux urbains contemporains ?

L'espace public occupe une place centrale dans la réflexion faite sur les enjeux de la vie urbaine contemporaine. Cet espace, pensé comme lieu d'expression et de pratiques sociales quotidiennes, concentre divers enjeux. Ceux qui seront ici mis en avant concernent surtout sa capacité à se manifester comme espace de circulation, d'appropriation, mais aussi de cohésion sociale. Dans un contexte marqué par la privatisation partielle des espaces communs se pose la question de la manière donc ces espaces publics peuvent encore accueillir des formes de sociabilité, et devenir des centres de vie importants pour les villes. La microarchitecture, par son échelle réduite, son caractère temporaire et sa propension à s'inscrire dans des interstices urbains peut apparaître comme une possible réponse à ces mutations, en renouvelant les pratiques de l'espace public et en interrogeant *de facto* la manière dont celui-ci est vécu par les habitants.

1.1. L'espace public face aux enjeux urbains contemporains

1.1.1. La privatisation de l'espace public : quels enjeux pour la sociabilité urbaine ?

L'espace public peut être défini comme le « théâtre de la vie urbaine⁹ », lieu de rencontre pour les habitants, où ils se croisent, se rencontrent et partagent des activités de la vie quotidienne sans distinction d'âge ou d'origine. On peut y croiser, comme l'écrit l'urbaniste Rodolphe Casso dans l'article « Sortons sans modération » :

« toutes les facettes des urbains : les simples promeneurs, les commerçants et leurs clientèles, les sportifs qui les traversent à petites ou grandes foulées, les familles en quête d'espace et/ou de verdure, les bandes de copains réunis sur les terrasses des cafés, les travailleurs en pause venus s'aérer, les groupes d'étudiants colonisant bancs et murets, les skateurs raclant leurs planches sur le mobilier urbain, les plus démunis en quête d'un peu de solidarité¹⁰... ».

Ces lieux de rencontre et de partage sont présentés par Rodolphe Casso comme relevant du *bien commun*¹¹, comme des espaces permettant le développement de la vie de quartier. Au XXe puis au XXIe siècle, la notion d'espace public s'élargit, dépassant le simple cadre défini par Jürgen Habermas dans sa thèse *L'espace public*, où il appelle « « espace public » la sphère intermédiaire entre la vie privée de chacun et l'État monarchique qui affectionne le secret, l'arbitraire et la délation [...]. Cet « espace public » permet aux opinions privées d'être rendues publiques, il comprend les salons, les loges maçonniques, les académies, les sociétés

⁹ Parole empruntée à la présidente déléguée de la Fnau, Catherine Barthelet, en ouverture de la 45e Rencontre nationale des agences d'urbanisme. Cité dans Casso, R. (2025). Sortons sans modération. *Urbanisme*, hors-série (81). <https://www.urbanisme.fr/dossier/espaces-publics-en-debats/>

¹⁰ Rodolphe Casso, « Sortons sans modération » in *Espace(s) public(s) en débat(s)*, *Urbanisme*, hors-série n°81, avril 2025. Article en ligne : <https://www.urbanisme.fr/dossier/espaces-publics-en-debats/>

¹¹ *Ibid.*

savantes, les regroupements philanthropiques, les clubs, les cafés, les journaux, etc¹². » Pour Thierry Paquot, l'espace public du XXe siècle désigne « les endroits réservés aux publics, quel que soit leur statut juridique¹³ ». Christian Dessouroux, dans son article « La diversité des processus de privatisation de l'espace public dans les villes européennes » parle de l'espace public comme étant

"un espace qui assure le libre déplacement des personnes dans la ville et qui la rend accessible à tous. Dans un sens plus large, c'est également un espace de circulation et d'échange de biens, de services et d'informations. Il s'agit en outre de lieux où les individus, essentiellement des inconnus, peuvent se croiser et se rencontrer sans établir nécessairement de relations. L'interaction avec l'autre est donc un trait commun aux espaces publics, qui sont ainsi soumis à un régime de sociabilité différent de celui qui prévaut dans l'espace privé et en particulier dans la cellule domestique¹⁴. »

Deux paradigmes se détachent alors de cette vision de l'espace public et de son aménagement depuis ses vingt dernières années. Le premier consiste en une vision de l'espace public comme un lieu d'innovation, au sein duquel les architectes et urbanistes créent du lien social et développent leur idée de la ville. Le second, au contraire, pointe du doigt la dimension quasi hostile de l'aménagement de l'espace public, qui fait de ces espaces des lieux peu praticables par différentes catégories de population (enfants, personnes en situation de handicap, personnes sans domicile fixe, femmes...).

Pour Thierry Paquot, l'espace public « connaît depuis une vingtaine d'années d'indéniables avancées, tant sur la qualité des matériaux utilisés pour les réaliser que par la recherche esthétique et l'écoute des habitants. Bien sûr dominant encore trop largement des modèles standardisés qui ne se préoccupent pas du tout du contexte dans lequel ils vont intervenir¹⁵. » À noter que les exemples qu'il relève et qui apparaissent comme des modèles d'aménagement sont de grandes villes européennes et américaines (Barcelone, New-York) où la consultation des habitants peut être un outil facilement mobilisable. Mais peut-on considérer l'aménagement de ces villes comme autre chose que la vitrine du pays qu'elles incarnent ?

L'espace public n'est pas aménagé de manière neutre : l'attention qui lui est portée varie considérablement selon le public que les concepteurs et décideurs « prévoient » d'y voir circuler ou s'y installer. Ainsi, l'aménagement d'un parc dans une grande métropole n'obéit pas aux mêmes logiques que celui d'un espace situé dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, où les objectifs affichés peuvent être sensiblement différents — et parfois moins tournés vers le confort

¹² Paquot T. (2009). *L'espace public*, édition La Découverte, p. 11.

¹³ *Ibid*, p. 103.

¹⁴ Dessouroux C. (2003). « La diversité des processus de privatisation de l'espace public dans les villes européennes », *Belgeo* [En ligne], 1 | 2003, mis en ligne le 01 avril 2003, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15293> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.15293>

¹⁵ *Ibid*.

ou la convivialité que vers le contrôle des usages¹⁶. Jean-Pierre Garnier écrit notamment que l'aménagement du territoire peut « [s'agir] d' » empêcher le passage à l'acte des délinquants et criminels, en modifiant les circonstances dans lesquelles les délits pourraient être commis ». Dès lors, les interventions censées « requalifier » les espaces publics ou semi-publics (entrées d'immeuble, passages...) seront conçus en fonction d'un unique critère : leur capacité à être surveillés¹⁷ ».

À Perpignan ou à Toulon, par exemple, des dizaines de bancs publics ont été retirés, officiellement pour limiter la présence de personnes sans domicile fixe la nuit. Derrière ce type de décision, l'aménagement de l'espace public cesse d'être seulement un outil de mise en valeur et d'accessibilité des lieux ; il devient aussi un instrument de régulation sociale, voire d'exclusion¹⁸. Garnier parle ainsi d'espaces

« voués principalement à la circulation des hommes... et des marchandises, les espaces publics sont eux aussi sécurisés : disparition ou modification des bancs publics, susceptibles d'encourager le séjour d'individus indésirables (clochards, zonards, ivrognes, mendiants...) au profit d'un mobilier urbain « d'avant-garde » d'abord destiné à orienter et canaliser les flux ; multiplication des passages, des passerelles et des escaliers roulants fonctionnant comme filtres à l'égard des rues populaires voisines ; mise en place, sous couvert d'« embellissement » de bacs à fleurs, de fontaines et d'escaliers à l'entrée des voies commerciales pour éviter l'irruption soudaine de véhicules « suspects »¹⁹... »

Dans ces cas, il ne s'agit plus seulement d'urbanisme au sens fonctionnel, mais d'une traduction physique de choix politiques, parfois arbitraires, qui orientent les usages autorisés et rejettent ceux jugés indésirables. Jacques Rancière évoque notamment le fait que, « faute de projet alternatif de société, la gestion territoriale de la marginalisation de masse, mise en œuvre en France sous l'appellation de « politique de la ville », tend de plus en plus à se confondre avec la *police* de la ville, dans l'acceptation large du terme²⁰ ». Cette peur de l'insécurité conduit à une forme de dérive de l'aménagement du territoire : « dans ce contexte, l'impératif ne sera plus de « changer la ville », mais de la protéger contre les criminels²¹ ». Les architectes, urbanistes et paysagistes sont ainsi présentés par Garnier comme de nouveaux acteurs de ce remodelage urbain en vue d'appliquer une politique urbaine sécuritaire.

¹⁶ Si l'on considère que l'aménagement de l'espace public d'une ville touristique ne peut être comparée à l'aménagement de quartiers perçus comme peu attractifs par les populations alentours et qui n'attire pas d'autres usagers que ceux qui habitent eux-même la ville voire le quartier.

¹⁷ Garnier J-P. (2012).« Un espace indéfendable. L'aménagement urbain à l'heure sécuritaire », article en ligne : <http://actes.cites.free.fr/images/ESPACE%20SECURITAIRE.pdf> p. 10.

¹⁸ « À Perpignan, les bancs supprimés pour "lutter contre les nuisances nocturnes » », France 24, janvier 2015, article en ligne : <https://www.france24.com/fr/20150105-perpignan-mairie-suppression-bancs-publics-angouleme>

¹⁹ Garnier J-P. (2012), art. cit. p. 13.

²⁰ Rancière J. (1995). *La Méésentente*, Galilée, Paris. Cité dans l'article de Garnier J-P. (2012).« Un espace indéfendable. L'aménagement urbain à l'heure sécuritaire », article en ligne : <http://actes.cites.free.fr/images/ESPACE%20SECURITAIRE.pdf>

²¹ Garnier J-P. (2012). Art. cit., p. 6.

On retrouve par exemple ces décisions dans une stratégie plus large, qualifiée par Mickaël Labbé d'« architecture du mépris », où l'absence ou la suppression de mobilier urbain sert à dissuader tout stationnement prolongé, tout usage non prévu par les autorités. L'aménagement devient alors un outil de régulation sociale : il ne s'agit plus seulement de façonner un cadre de vie, mais d'exercer un contrôle, d'exclure, parfois au nom d'une prétendue neutralité technique. Henri Lefebvre rappelait que :

« Tant que les intéressés ne prendront pas la parole pour dire, non pas seulement ce dont ils ont besoin, mais ce qu'ils souhaitent, ce qu'ils veulent, ce qu'ils désirent [...] il nous manquera une donnée essentielle pour la résolution du problème urbain²². »

Or, l'urbanisme du mépris ne laisse pas cette parole se déployer : il produit une ville contre ses habitants, « une ville de l'exclusion et du mépris [...] qui, en cherchant à se rendre inhospitalière pour certaines populations indésirables (SDF, migrants, jeunes, habitants qui ne veulent pas être délogés, pauvres, etc.), devient inhabitable pour tous²³ ».

Cette inhospitalité n'est pas accidentelle : elle est le fruit d'un urbanisme qui, comme l'a observé Lefebvre, réduit l'humain à « une simple portion d'espace à loger [...] un corps productif²⁴ » dont les besoins sont pensés à travers une logique de rendement et de contrôle, au détriment des dimensions créatives, symboliques et ludiques de l'existence. C'est oublier que :

« Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville²⁵. »

Dans ce contexte, le mobilier urbain – ou son absence – devient un marqueur politique. Supprimer un banc, c'est aussi supprimer la possibilité de s'asseoir, d'attendre, de rencontrer, de se reposer ; c'est nier l'idée que l'espace public puisse être un lieu d'appropriation libre. Robert E. Park décrivait pourtant la ville comme « la tentative la plus cohérente et, à tout prendre, la plus réussie pour transformer selon notre propre désir le monde dans lequel nous vivons. Mais, si la ville est le monde que l'homme a créé, c'est aussi le monde dans lequel il est désormais condamné à vivre²⁶. »

²² Lefebvre H. (1970). *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, p. 227

²³ Labbé M., (2019). *Reprendre place. Contre l'architecture du mépris*, Paris, Payot, p. 25-26.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Lefebvre, H. (1970). *Du rural à l'urbain. Op. cit.*, p. 195.

²⁶ Park, R. (1990). « La ville comme laboratoire social » in GRAPHPHEYER, Yves et JOSEPH, Isaac (dir.), *L'École de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, p. 167.

Face à cette dérive, il s'agit de plaider pour une « architecture de l'égard²⁷ », c'est-à-dire une conception qui assume sa dimension politique et éthique, qui vise à produire des environnements quotidiens accueillants, porteurs de reconnaissance mutuelle, et qui reconnaît la valeur des usages informels et des micro-appropriations. Comme le souligne John Dewey, « le local est l'universel ultime et ce qui s'approche le plus d'un absolu parmi ce qui existe²⁸ » : à l'échelle des bancs, des places, des parcs, c'est toute la qualité de vie collective qui se joue.

1.1.2. Du besoin de réactivation des espaces publics

La ville contemporaine est marquée par une tension entre deux logiques opposées : d'un côté, une gestion de l'espace public où la sécurisation et la normalisation des usages dominant ; de l'autre, des initiatives cherchant à réinventer les lieux communs, dans une perspective inclusive et démocratique. Jane Jacobs le formule dès 1961, comme l'explique Robert Kanigel dans *Eyes on the street* : la vitalité issue de la diversité des usages et des temporalités garantit davantage la sécurité et le bien-être que des dispositifs coercitifs ou une surveillance accrue²⁹. Cette politique défendue par Jacobs ont pourtant été longtemps remises en question, notamment par la politique publique dite de la vitre brisée inspirée par l'article « Broken windows: The police and neighborhood safety » écrit par James Wilson et Georges Kelling. D'après eux, "If a window in a building is broken and is left unrepaired, all the rest of the windows will soon be broken. [...] One unrepaired broken window is a signal that no one cares, and so breaking more windows costs nothing³⁰." Face à cette vitre brisée, Wilson et Kelling expliquent que les autorités ont tendance à mettre en œuvre des mesures restrictives : qu'il s'agisse par exemple d'une vitre cassée ou de tags faits sur les murs de la ville, les villes interviennent de manière préventive pour éviter que l'espace public ne soit perçu comme un lieu « criminalisé ». Les rues sont donc surveillées et nettoyées afin d'éviter une escalade de violence dans les lieux publics. En conséquence, les usages des espaces publics sont restreints afin d'être mieux contrôlés.

Dans son livre *The right to the city: Social justice and the fight for public space* publié en 2003, Don Mitchell part du même constat, celui de la normalisation et de la restriction des espaces publics. Il écrit ainsi que "The right to the city is not simply a right of access to what already exists, but a right to change it after our heart's desire. Yet, increasingly, public space is produced as space of consumption and circulation, not as space of encounter or democratic possibility³¹." Il explique que cette normalisation conduit même à une suppression des pratiques informelles dans les

²⁷ Labbé, M. (2019). *Op. cit.*, p. 36-37.

²⁸ Dewey, J. (2010). *Le public et ses problèmes*, Paris, Folio, p. 318.

²⁹ Kanigel, R. (2016). *Eyes on the street: The life of Jane Jacobs*. Alfred A. Knopf, édition en ligne : https://www.researchgate.net/publication/321691181_Eyes_on_the_street_The_life_of_Jane_Jacobs_by_Robert_Kanigel_New_York_Alfred_A_Knopf_2016

³⁰ Wilson J, Kelling G, (1982). « Broken windows: The police and neighborhood safety » in *The Atlantic Monthly*, 249, p. 31.

³¹ Mitchell D, (2003). *The right to the city: Social justice and the fight for public space*. New York, NY Guilford Press, p. 19.

espaces publics : « uses of space that do not conform to the logic of consumption are treated as suspect, if not outright criminal. Sleeping in a park, protesting in a square, or even lingering too long become acts that must be policed³². » C'est cette surveillance accrue qui cause en partie l'appauvrissement des espaces publics. Jane Jacobs parle dès 1961 dans son livre *The Death and Life of Great American Cities* de la nécessité, *a contrario*, de remettre de la vie dans les espaces publics afin de renforcer leur sécurité : elle développe notamment le concept de « eyes of the city », selon lequel la sécurité ne dépend pas de la présence de forces de l'ordre ou de politiques oppressives, mais au contraire de la présence permanente de personnes, doublée d'activités variées qui assurent la présence de personnes dans la rue, et donc d'une meilleure surveillance et sécurité. Elle écrit notamment que « a well-used city street is apt to be a safe street. A deserted city street is apt to be unsafe³³ », et que cette sécurité doit provenir des habitants eux-mêmes : « there must be eyes upon the street, eyes belonging to those we might call the natural proprietors of the street³⁴ » ; « the bedrock attribute of a successful city district is that a person must feel personally safe and secure on the street among all those strangers. If not, the district is unsuccessful³⁵ ».

Face à ce constat émerge la nécessité de réactiver les espaces publics comme communs urbains, c'est-à-dire comme des lieux ouverts et inclusifs. C'est par exemple le cas lors du festival de cabanes Microtopies : dans le cadre de celui-ci, des micro-architectures sont installées dans des espaces publics comme des parcs, mais également dans des places peu fréquentées de communes. L'installation de ces micro-architectures peut d'abord susciter de la suspicion, voire de l'inquiétude chez certains habitants. À Loos, après la construction de la microarchitecture, une mère me fait par exemple part de son inquiétude « c'est très joli la cabane qui a été faite, mais elle ne va pas tenir deux semaines... Il y a des gens qui squattent qui viennent tous les soirs ils vont la détruire. Moi j'habite dans l'immeuble à côté, alors tous les jours je regarde un peu s'il n'y a pas quelqu'un qui l'abîme». Idem à la commune de Péronne-en-Mélantois, l'année précédente. Un passant m'exprime la même inquiétude « Une cabane en tuiles, ça ne va pas tenir... Tous les soirs il y a des jeunes qui viennent boire de l'alcool dans le kiosque à côté, ils vont tout saccager ». Finalement, quelques mois après la construction de la microtopie nommée *En forme* et plus d'un an après celle d'*Aestus* à Péronne-en-Mélantois, aucun dégât n'est à déplorer... Les enfants ont occupé le site plus largement, ce qui en a fait des espaces plus animés où ils aiment se retrouver. Leur présence se devine aussi à travers l'esthétique enfantine des cabanes : les couleurs vives de celle de Loos et les peintures réalisées sur celle de Péronne. Dans ce contexte, il est difficile pour les personnes qualifiées de « squatteurs » par les autres habitants d'endommager des constructions visiblement créées par et pour les enfants. Ainsi, une présence d'ordinaire discrète dans l'espace public devient plus visible, et contribue, même inconsciemment, à des usages

³² *Ibid*, p. 30.

³³ Jacobs J, (1961). *The death and life of great American cities*. New York, NY Random House, p. 36.

³⁴ *Ibid*, p. 35.

³⁵ *Ibid*, p. 30.

davantage pensés pour eux dans les rues. La thèse défendue par Jane Jacobs est ici vérifiée, montrant que l'intensification des usages de l'espace public permet une diminution des actes de vandalisme au sein de celui-ci. La microarchitecture peut donc permettre — du moins en partie — une réactivation des espaces publics par la réappropriation par les habitants d'espaces qui leur sont ordinaires, comme des jardins, des parcs ou des places publiques. Il apparaît donc comme nécessaire de prendre en compte les enfants dans les projets d'aménagement, pour proposer des espaces qui ne soient pas seulement adaptés aux adultes mais prennent aussi en considération les besoins des jeunes.

Cette réactivation des lieux publics passe également par la microarchitecture, conçue comme une intervention temporaire. Elle permet de mettre en place des pratiques relevant de l'urbanisme tactique — qui expérimente de nouveaux usages à travers des aménagements légers et réversibles — ou de l'urbanisme transitoire, qui valorise temporairement des espaces en attente d'un projet pérenne. Elle offre ainsi une plus grande souplesse aux usages habituellement assignés à l'espace public. Ces interventions, au caractère plus ou moins éphémère, révèlent le potentiel de l'espace public à devenir un lieu de sociabilité capable de s'ancrer dans le quotidien des habitants. L'approche d'urbanisme transitoire peut par exemple se traduire par la mise en place d'expérimentations et de gouvernance partagée des espaces publics, où les associations, les habitants du quartier mais aussi les collectivités peuvent essayer de nouvelles manières d'habiter les espaces accessibles à tous. Dans ce cadre, la microarchitecture apparaît comme un instrument concret de réactivation de l'espace public. Parce qu'elle est de petite échelle, souvent temporaire et ouverte à l'appropriation par les habitants du quartier -- et particulièrement les enfants — elle rend possible une diversité des usages.

1.2. Quelle place pour les enfants dans l'espace public ?

1.2.1. L'espace public comme territoire hostile : de l'exclusion des enfants hors des rues.

Quelle place fait-on aux enfants dans l'espace public ? Peut-on aider à repenser ces espaces comme ouverts, accessibles et adaptés à leurs besoins et leurs envies, sans les enfermer dans des jeux pour enfants au périmètre très limité ou les reléguer dans des espaces cloisonnés (la cour d'école, la maison,...) ? Dans son article « Leurs enfants dans la ville. Enquête auprès des parents à Paris et à Milan », Clément Rivière constate que les parents interrogés ont le sentiment que leurs enfants sont moins autonomes et jouent moins dans la rue qu'eux au même âge. Sont mis en avant un certain nombre d'arguments, relevant à la fois d'une dimension sécuritaire et de la question pragmatique de la plus faible présence d'espace public : « moindre nécessité d'aller dehors en raison de l'évolution des infrastructures avec de nouveaux moyens de communication comme le téléphone, et des jeux d'intérieur comme la console ; accroissement des risques perçus avec la multiplication des automobiles [...] ; évolution des normes éducatives, qui préfèrent les activités encadrées aux jeux libres dans la rue, et enjoignent les parents à y accompagner leurs

enfants ; disparition d'espaces intermédiaires entre le domicile et la rue, tels que les cours d'immeuble à Milan³⁶. Manque d'espaces leur étant réservés, peur liée à leur sécurité... Nadja et Monnet et Mouloud Boukala notent que

« les enfants et les adolescent.es [...] sont présentés comme constamment entravé-es dans leur exploration en solitaire de la ville. Quand ils et elles peuvent sortir non accompagné-es d'adultes, c'est généralement pour réaliser des trajets utilitaires qui les mènent de la maison à l'école, de l'école au centre de loisir, [dans des magasins], pour ensuite se rendre chez un parent proche [...] le temps que les parents rentrent du travail³⁷ ».

Pourtant, ce rapport à l'espace public est devenu nécessaire au cours des dix dernières années : d'une part depuis la pandémie de covid en 2020, où l'espace public était devenu pour certains enfants³⁸ l'un des seuls espaces extérieurs — qui plus est de sociabilité — permettant de les extraire du cadre familial mais également de créer un lieu de sociabilité qui ne soit pas virtuel.

L'importance de ces espaces est soulignée par Kyriaki Tsoukala, qui explique que « les données concernant la ville contemporaine tendent vers la lisibilité d'un environnement étranger à l'enfant et à ses besoins de mouvement, d'action, de confrontation constante à des stimuli divers et complexes, de contact interactif avec d'autres individus et groupes mais aussi avec l'espace même³⁹ ». Tsoukala part ici d'un constat : la ville contemporaine n'est pas pensée pour les enfants, mais pour les adultes, pour s'adapter à leurs flux, que ceux-ci soient économiques ou concernent leurs activités, leurs déplacements, leur productivité. La ville devient donc étrangère aux besoins des enfants ainsi qu'à leurs envies. Sont également soulignés dans le texte les besoins spécifiques des enfants, et qui ne sont pas remplis dans l'espace public urbain actuel. Ces besoins sont multiples : bouger, faire usage de son corps dans l'espace ; être simulé sensoriellement par la diversité des espaces urbains (qu'il s'agisse de sons, d'interactions, de nouvelles formes visuelles...) ; être en contact avec d'autres personnes du quartier rencontrées dans l'espace public, qu'il s'agisse d'enfants ou d'adultes. Pour Kyriaki Tsoukala, la non prise en compte de ces besoins entraîne une *exclusion spatiale*⁴⁰ des enfants dans l'espace public, ce qui les relègue dans des espaces privés cadrés selon leurs besoins (école, maison).

³⁶ Rivière C, (2021). *Leurs enfants dans la ville. Enquête auprès de parents à Paris et à Milan*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. « Sociologie urbaine » 164 p. Texte en ligne : <https://journals.openedition.org/lectures/54148#:~:text=partagent%20l%E2%80%99impression%20que%20leurs%20enfants,entre%20le%20domicile%20et%20l>

³⁷ Boukala M., Monnet N., (2018). « Postures et trajectoires urbaines : la place des enfants et adolescents dans la fabrique de la ville » revue *Érudit*, n°30. Article en ligne : <https://www.erudit.org/fr/revues/efg/2018-n30-efg04503/1058680ar/>

³⁸ Notamment ceux habitant dans un milieu urbain, en appartement ou sans avoir accès à un jardin ou un espace extérieur privé.

³⁹ Tsoukala K., (2007). *Les territoires urbains de l'enfant*, Paris, L'Harmattan, p. 232.

⁴⁰ Je souligne.

Pour Clément Rivière, cette relégation à des espaces privés est expliquée par le fait qu' « un ensemble de recherches [...] [ait] ainsi mis en évidence un processus de retrait des enfants des espaces publics dans les villes occidentales [...]. Ce processus se manifeste notamment à travers le recul des pratiques ludiques réalisées en extérieur [...] et le début de plus en plus tardif des pratiques de mobilités autonomes⁴¹ ». Exclusion due notamment à l'omniprésence des voitures, car Rivière souligne que « comme l'a relevé Colin Ward dès 1978, « la certitude que les automobilistes ont un droit naturel à circuler n'importe où en ville, en plus du danger que cela représente pour la vie des enfants, a graduellement atténué une bonne part de ce qui faisait de la ville un environnement excitant et praticable pour les enfants⁴² » ». Cette peur contraint les enfants à n'avoir un usage que limité et raisonné de l'espace public, ne l'utilisant que partiellement et sans réussir à se l'approprier correctement. Thierry Paquot conclut que : « « rares sont les petits qui explorent leur quartier, vont pédaler à quelques kilomètres du regard parental, édifient des cabanes dans un terrain vague voisin [...]. On les parque alors dans des "aires de jeux" grillagées, aux agrès standardisés, normalisés et normalisateurs⁴³ » et parle d'*enfants intérieurs*, relégués au cadre sage et sécurisé des maisons.

Les espaces publics, en réduisant les espaces adaptés aux enfants, contribuent donc à leur invisibilisation au sein de l'espace public.

1.2.2. *Quelle place pour l'imaginaire des enfants dans la ville ?*

Pour Thierry Paquot, la rue était autrefois un lieu propice au développement des jeux des enfants. N'étant alors pas clairement pris en compte dans le cadre urbain, les enfants détournaient les objets, l'architecture et l'espace des villes pour les transformer en aires de jeux à ciel ouvert. Cette libre entreprise de l'imagination est aujourd'hui mise à mal par l'omniprésence de la voiture dans les villes ; pour Paquot, ce danger permanent restreint la dimension ludique des rues, qui deviennent des espaces hostiles⁴⁴.

Dans de nombreux espaces publics, le terrain de jeux apparaît à la fois comme une zone fonctionnelle et spatialement délimitée, comme située en dehors de l'espace public. C'est par exemple le cas à Angers, à l'aire de jeux du Jardin du Mail (figure 1). Pour Paquot, ces lieux sont l'antithèse de ce qui devrait être mis en place ; selon lui, structurer une ville qui prendrait en compte la présence des enfants « demanderait de rompre avec cet urbanisme de la ville

⁴¹ Rivière C., (2023). *Qu'est-ce qu'une "ville à hauteur d'enfant" ?* Interroger la domination adulte, *Mouvements*, (3), p. 140. <https://doi.org/10.3917/mouv.115.0139>

⁴² Ward C, (1978). *L'Enfant dans la ville*, Paris, Eterotopia France, [réédité en 2020], cité par Rivière (2023) p. 142

⁴³ Paquot T, (2023). *Les enfants dans les villes, des oubliés ? À hauteur d'enfant*, *La Géographie*, (1), 36-41. <https://doi.org/10.3917/geo.1588.0036>

⁴⁴ Paquot T. (octobre 2020). Entretien « L'urbanisme moderne prive les enfants de ce fabuleux terrain de jeux qu'est la rue », CQFD n°191, article en ligne : <https://cqfd-journal.org/L-urbanisme-moderne-prive-les>

productiviste, à l'aérer, la dédensifier, la planter, l'ouvrir au jeu, à la rêverie⁴⁵ ». La structuration actuelle des villes est bien loin de cet exemple ; cette photo l'illustre, notamment de part ses barrières fermant la zone de jeux et empêchant de facto les enfants d'explorer un espace plus large que celui leur étant réservé.



Figure 1 : Aire de jeux du jardin du Mail, Angers. © Ilana Rémy-Renahy, Angers, 2025.

La volonté de sécurité des parents est mise en avant ; toutefois, ces choix d'aménagement suggèrent qu'une partie seulement du jardin est réservée – et adaptée – aux jeux des enfants, qui n'ont pas vocation à prendre place dans tout le jardin. Les jeux répondent à des normes généralisées en France – glisser, se cacher, se balancer. Comme l'écrit James Krohne Jr. dans « Beyond Playground », « le problème est que, tout comme les hôpitaux ne sont pas élaborés pour les patients mais pour les docteurs, les aires de jeux sont conçues pour tout le monde sauf pour les enfants⁴⁶ ». L'aire de jeux du Jardin du Mail montre la dimension uniforme des jeux mobilisés, mais également la fracture des terrains de jeux qui n'invitent pas les enfants à prendre place dans la ville, mais les écarte de l'espace principal pour les reléguer à des zones leur étant

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Krohne J. (1996). « Beyond Playgrounds », in *Illinois Issues*, n°19, p. 29.

spécifiquement dédiées, les empêchant d'expérimenter l'espace public comme lieu de rencontre et, par exemple, de développement de liens intergénérationnels.

Tout comme Clément Rivière, Thierry Paquot impute en partie la responsabilité de l'éviction des enfants hors des espaces publics à la trop grande place réservée aux automobiles dans les rues. Ainsi, « l'urbanisme moderne, en consacrant l'automobile, prive les enfants de ce fabuleux terrain de jeux qu'est la rue, devenue hostile⁴⁷ ». Face à l'absence d'espaces pensés pour les enfants, il imagine une ville « où la vitesse est limitée à 20 km / h ; où les trottoirs sont élargis pour favoriser les jeux ; où les plantations sont généralisées au point de réaliser des farandoles vertes qui relient tous les parcs, jardins, espaces verts de la ville ; où les écoles sont accessibles par un vaste parvis aux couleurs joyeuses au lieu de donner sur un étroit trottoir canalisé par des potelets⁴⁸ ». Un contre-exemple, en somme, de l'urbanisme actuel.

1.2.3. La rue, impossible terrain de jeux ?

L'entrée de l'école primaire Saint-Martin, située dans le centre-ville d'Angers, près du Jardin du Mail, montre le peu de liberté laissé aux enfants dans l'espace urbain. La rue, bien que dotée d'une limitation de vitesse et d'un dos-d'âne, reste étroite et jouxte un carrefour fréquenté par de nombreuses voitures (figure 2). Les trottoirs, en partie sécurisés par des rambardes, imposent un déplacement linéaire et pragmatique, d'un point A à un point B. L'école apparaît comme un lieu d'amusement limité, clôturé et défini. La limite est ici clairement marquée : les espaces de jeux sont restreints et ne peuvent en aucun cas s'étendre ou se prolonger au-delà du cadre spatial et temporel de l'école. Les enfants peuvent s'amuser dans la zone qui leur est attribuée, mais leur présence dans la ville reste discrète ; hormis les règles de conduite appliquées aux abords d'une école primaire – panneau « attention école », barrières de sécurité – aucun aménagement spécifique ne leur est destiné.

⁴⁷ Paquot T. (2020). *art. cit.*, en ligne.

⁴⁸ *Ibid*, p. 3.



Figure 2 : Entrée de l'école primaire Saint-Martin, Angers. © Ilana Rémy-Renahy, Angers, novembre 2022.

Cette logique peut être observée aux abords de nombreuses écoles ; elle fait aujourd'hui l'objet d'aménagement dans certains quartiers afin de rendre les écoles plus agréables et accessibles aux enfants. À Loos par exemple, la désimperméabilisation ainsi que la végétalisation de la cour de l'école Sand-Daudet a pour objectif de transformer ces espaces en lieux de convivialité non seulement pour les élèves, mais aussi pour les familles. La ville met notamment en place « des limitations de zones de jeu (avec et sans ballons) afin d'offrir de nouvelles activités ludiques aux enfants, favoriser les accès au jardin et également offrir la possibilité de faire classe dehors⁴⁹ », mais accueille également le projet Time2adapt « qui consiste à ouvrir les cours des écoles cet été, tous les week-ends, afin de permettre aux habitants de trouver des espaces de fraîcheur dans la ville⁵⁰. » De la même manière, l'agence d'urbanisme Récréation urbaines a organisé à Villeneuve-d'Ascq des initiatives ponctuelles venant compléter le projet de réhabilitation de la tour Lecocq : le bailleur a travaillé avec les enfants à la refonte des pieds d'immeuble, notamment en ajoutant des assises collectives, de la végétation et des modules de jeux ouverts⁵¹.

Ces exemples montrent une volonté de dépasser une tendance qui semble avoir été rendue générale : l'espace public autour des écoles se limite souvent à sa fonction de passage sécurisé, sans offrir aux enfants d'opportunité de découverte ou de prolongement de leurs activités vers la ville. La sécurité prime sur l'ouverture, l'imaginaire relégué à l'espace privé du foyer.

Dans son article « Les enfants dans les villes, des oubliés ? » Thierry Paquot écrit que « Rares sont les petits qui explorent leur quartier, vont pédaler à quelques kilomètres du regard parental, édifient des cabanes dans un terrain vague voisin [...]. On les parque alors dans des "aires de jeux" grillagées, aux agrès standardisés, normalisés et normalisateurs⁵² ». En ce sens, la microarchitecture permet de sortir de ce cadre très standardisé du jeu pour enfants qui n'a qu'un seul usage et contraint les enfants à l'utiliser de la manière dont il a été programmé sans stimuler leur créativité. La micro-intervention peut donc être pensée comme un format venant renouveler l'aire de jeux, et par conséquent la place des enfants au sein des villes.

La microarchitecture peut-elle donc constituer la nouvelle forme du jeu pour enfants ? La présence de la micro-intervention architecturale invite à changer le regard que nous portons sur l'architecture et l'urbanisme. Les espaces urbains sont majoritairement pensés à l'échelle de l'adulte, reléguant l'enfant à des lieux marginaux, qui sont géographiquement délimités et standardisés. Dans les parcs publics par exemple – espaces de sociabilité privilégiés pour les familles – les aménagements spécifiquement conçus pour les enfants se résument souvent à quelques structures aux usages très définis : une aire de jeux fermée par une grille, un marquage au sol matérialisant une surface réduite, quelques modules colorés regroupés sur un revêtement

⁴⁹ Ville de Loos. (2024). « Plus de nature dans nos cours d'école » <https://www.loos.fr/fr/actualites/plus-de-nature-dans-nos-cours-decole>

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Récréations Urbaines. (2023). « Du jeu dehors – Pieds d'immeuble » 2023 <https://www.recreationsurbaines.coop/du-jeu-dehors/pieds-d-immeuble/>

⁵² Paquot T. (2023). art. cit., p. 42.

synthétique. L'enfant est ainsi invité à s'amuser dans un espace pensé pour lui, mais toujours circonscrit, séparé du reste du lieu, comme si son jeu constituait une activité tolérée, mais devant rester à l'écart de la vie urbaine. Lorsqu'ils sont présents dans l'espace urbain, les jeux pour enfants apparaissent comme des bulles d'usages spécifiques, rendant encore plus simple la surveillance des enfants par les parents.

À l'inverse, dans son livre *Reprendre place*, Mickaël Labbé plaide pour une intégration totale des enfants dans la ville, notamment par la réinvention des aires de jeux. Pour lui, « la cabane est hétérotopique par essence : elle est la quintessence de l'espace *autre*. Construire des cabanes, c'est là ce qu'il s'agit de faire pour inventer une autre manière de vivre, pour proposer une alternative au mode de vie capitaliste⁵³. » La forme de la cabane permet également de réinventer l'habituelle aire de jeux extrêmement cadrée et limitée : sa forme et son usage — pas toujours clairement défini — rendent possible l'appropriation du lieu par les enfants. En ce sens, la cabane s'approche davantage du *playground* donc Labbé défend l'usage que de la simple aire de jeux. Il explique notamment qu'

« il ne s'agit plus tant de formuler un horizon utopique d'émancipation systématique à-venir, mais d'inventer *ici et maintenant* d'autres manières de faire communauté, suivant d'autres valeurs que celles ayant cours dans le monde du capitalisme. Pour ce faire, il faut nécessairement en passer par l'investissement d'espaces autres. Qu'il s'agisse de lieux qui se situent effectivement en dehors de l'aliénation urbaine ou qu'il soit question de réinvestir des lieux urbains (des espaces de visibilité comme une place ou de lieux plus marginaux comme un squat) en les *déterritorialisant* et en les détournant de leur sens et de leurs usages marchands⁵⁴. »

La cabane, et plus largement la microarchitecture, permet donc de se faire *espace autre*, puisqu'elle représente une forme ouverte, qui, contrairement aux jeux pour enfants habituels, n'a pas un usage unique mais permet des appropriations multiples, qui ne sont pas explicites ni même forcément prévues par les concepteurs de la microarchitecture... Cette versatilité permet d'ouvrir la porte à des *pratiques non prévues* par les architectes : à Loos, la pente de la cabane *En Forme !* est par exemple devenue une sorte de toboggan rapidement approprié par les enfants. Les formes des cabanes, parfois ambiguës, invitent les enfants à détourner les usages de la cabane en se les réappropriant.

Par exemple, la cabane *Tuyolo* (figure 3) construite à Roubaix lors de l'édition 2024 du festival Microtopies joue sur cette dimension d'appropriation :

« Un mobilier urbain ? Un jeu pour enfants ? Une structure technique ? Un objet industriel délaissé ? Un OVNI ? Une embarcation échouée ? Si d'un premier abord la cabane Tuyolo est incompréhensible, on se rendra vite compte que l'on peut y entrer et que l'échelle de cette structure est celle de l'humain. Certains « tuyaux » se courbent étonnement parfaitement pour créer des assises, et certains emarchements peuvent être utilisés sur la plateforme en bois. Cette cabane trouvera sens avec ses usagers : simple moyen de s'asseoir, scénographie ou bien lieu de rendez-vous pour se faire un picnic en bord de l'eau.

⁵³ Labbé M. (2019). *op. cit.*, p. 153.

⁵⁴ *Ibid*, p. 144.

En cas de pluie, il est possible que l'eau apprécie son parcours dans les entrailles de la cabane qui l'y accueillera avec plaisir⁵⁵. »



Figure 3 : La microtopie Tuyolo se distingue visuellement dans l'espace public et questionne les usages qui peuvent être faits. © Julien Lelièvre, Roubaix, 2024.

À travers ces expériences, on retrouve l'idée défendue par Mickaël Labbé : il ne s'agit pas seulement de sécuriser l'enfant dans un espace clos, mais de lui permettre de « reprendre place » dans la ville. La cabane, par la microarchitecture, devient alors un outil rappelant que le jeu ne doit pas être assigné à un espace dédié, mais qu'il peut exister dans les interstices, dans les rues, les jardins publics, et plus globalement dans tous les espaces publics. En cela, la microarchitecture rompt avec l'urbanisme fonctionnel ; comme la cabane, elle se trouve dans un entre-deux : ni totalement fonctionnelle, ni complètement artistique ou décorative. Elle permet d'introduire au sein de l'espace public une échelle plus intime, à hauteur d'enfant, permettant une plus grande appropriation. Leur caractère ouvert permet de se rapprocher de la définition de la cabane telle que la définit Mickaël Labbé : des espaces « autres », qui rompent avec la stricte logique fonctionnelle de l'aménagement urbain. Elles rappellent que la ville ne doit pas seulement être un

⁵⁵ Collectif Tuyolo. (2024). Dossier de candidature au festival Microtopies 2024.

espace de circulation et de consommation, mais aussi un lieu de convivialité et de jeu. Pour les enfants, elles offrent une alternative aux aires de jeux standardisées, trop encadrées et souvent exclues du reste de l'espace public en proposant une architecture à hauteur d'enfant. Aux adultes, elles rappellent que l'appropriation spontanée fait partie intégrante de l'expérience de la ville et de l'espace public.

1.3. La microarchitecture : définition, formes et usages

1.3.1. Origine du terme, diversité des formes (temporaire, mobile, modulable...)

Face à ces constatations, j'ai choisi de présenter la microarchitecture — ou micro-intervention architecturale — comme solution à ces enjeux rencontrés dans l'espace public. Si sa réalisation ne peut agir comme un acte miraculeux permettant de résoudre toutes les problématiques et manquements de l'espace public, elle peut cependant constituer un levier d'action, d'imaginaire, changeant la perception des habitants sur son propre territoire et lui permet ainsi de s'en emparer. Et de reprendre par exemple le texte *Nos cabanes* de Marielle Macé, qui parle de l'importance de « faire des cabanes sans forcément tenir à sa cabane — tenir à sa fragilité ou la rêver en dur, installée, éternisable —, mais pour *élargir* les formes de vie à considérer, retenter avec elles des liens, des côtoiements, des médiations, des nouages. Faire des cabanes pour relancer l'imaginaire, *élargir* la zone à défendre, car 'de la ZAD', c'est-à-dire de la vie à tenir en vie, il y en a un peu partout sur notre territoire [...]. Faire des cabanes, donc, pour habiter cet élargissement même⁵⁶. »

La microarchitecture n'est pas un terme figé et défini de manière claire. Il est par exemple possible de penser à des architectes majeurs dans le domaine de la micro-intervention : Fiona Meadows et son concours de Mini Maousse destiné aux étudiants d'architecture et de design ; Yona Friedman qui parle *d'architecture mobile*, c'est-à-dire de « systèmes de construction permettant à l'habitant de déterminer lui-même la forme, l'orientation, le style, etc., de son appartement et de pouvoir changer cette forme, chaque fois qu'il le décide⁵⁷ » (p. 19). Face à des constructions urbaines qu'il est impossible de changer, Yona Friedman prône la mise en place de micro-interventions modulables, qui rendent possible l'adaptation de la ville aux différents usages des habitants dans le temps. Il explique que

« l'architecture mobile opère de deux façons : 1° par la convertibilité des formes et usages des constructions (conviennent ici les constructions permettant une réutilisation après leur déplacement, les constructions démontables, temporaires ou celles à amortissement rapide); 2° par la convertibilité des surfaces ou espaces utilisés, sans changement de la structure portante des constructions, ceci par

⁵⁶ Macé M. (2019). *Nos cabanes*, éditions Verdier, p. 30.

⁵⁷ Friedman Y. (2020). *L'architecture mobile vers une cité conçue par ses habitants (1958-2020)*, L'éclat/poche, p. 19.

le moyen d'un système de plates-formes, réseaux de voirie, d'alimentation et de canalisations qui soit transformables et déplaçables dans et sur les structures portantes⁵⁸. »

Ces définitions, bien qu'introduisant la notion de microarchitecture, la perçoivent dans un cadre légèrement différent de celui de Microtopies. De fait, je vais préciser une définition ancrée sur mon expérience de construction de microarchitecture, tout en incluant les critères qui me semblent nécessaires à la mise en place d'une telle structure.

Tout d'abord, il apparaît que la microarchitecture doit avoir un impact physique minimal sur le territoire qu'elle occupe, et se caractérise donc en grande partie par sa taille. Sa présence sur le territoire doit pouvoir évoluer, apparaître mais aussi disparaître rapidement, afin de conserver la dimension modulable et réversible de l'espace public, et garantir la liberté d'usages de celui-ci. De ce fait, les installations présentes doivent, à défaut d'être nomades, pouvoir être construites et retirées dans un délai court, en moins de quelques jours. Leur implantation dans l'environnement ne doit pas être trop contraignante : l'emprise au sol doit par exemple être limitée, notamment en apposant des socles en bois et non en utilisant une technique de forage du sol. Sa taille doit elle aussi être suffisamment réduite pour conserver un caractère peu invasif de l'espace. Dans le cadre du festival de microarchitectures *Microtopies*⁵⁹ présenté par le WAAO, la taille maximale de la cabane doit être de 6m², ou équivalent de 3m³ de bois. Outre sa dimension pratique, sa taille est également l'occasion pour les architectes, designers, urbanistes d'explorer l'échelle de la petite taille et de créer des objets architecturaux qui soient à hauteur d'enfants. De plus, la microarchitecture ne vise pas à figer un usage, mais à créer des potentialités. Son rôle n'est pas d'imposer une fonction mais d'ouvrir des possibles, en favorisant une réappropriation citoyenne des espaces publics. La microarchitecture n'a pas pour but de *contraindre les usages des habitants en imposant une manière de faire définie*⁶⁰, mais a au contraire comme horizon d'aider les habitants à inventer de nouvelles manières d'habiter l'espace et de le détourner. La microarchitecture sort donc du cadre classique de planification urbaine, puisqu'elle se veut à la fois modeste dans sa structure, réversible dans son ancrage dans le territoire et souple quant à ses usages. Elle a donc pour objectif de permettre aux habitants de réinvestir leur territoire à petite échelle.

⁵⁸ *Ibid*, p. 35.

⁵⁹ Le mot « Microtopie » créé à l'occasion du festival de cabanes organisé par le WAAO portant lui-même l'empreinte de ces deux notions, à savoir de taille (micro) et d'ancrage dans le territoire (topos), en tant que créations de petites utopies.

⁶⁰ Je souligne.

1.3.2. La cabane comme support de lien social

Dans le cadre du festival Microtopies, l'implication des habitants peut être observée dès la phase de construction de la cabane, notamment lorsque les acteurs sociaux et éducatifs sont impliqués (écoles, centres sociaux). Lors du projet de microarchitecture *Aestus* porté lors de l'édition 2024 du festival Microtopies, les tuiles de la cabane ont été peintes par les enfants de l'école maternelle située à proximité du site de construction (figures 4, 5, 6 et 7). Cette première approche, réalisée dans un cadre scolaire encadré, a ensuite permis une diffusion du projet. Lors de la construction effective de la cabane, les élèves de l'école sont revenus observer leur tuile et en repeindre de nouvelles, cette fois aidés de leurs parents et grands-parents : le glissement de la sphère et du cadre scolaire, public au cadre privé, familial s'est opéré de façon naturelle (figure 8).



Figure 4, 5, 6 et 7 : atelier de peinture de tuiles à l'école maternelle et primaire Jean de la Fontaine de Péronne-en-Mélantois. © Ilana Rémy-Renahy, Péronne-en-Mélantois, 2024.





Dans l'article « Urbanités inattendues - petites fabriques de l'espace public » de Enrico Chapel , il est mis en avant que la microarchitecture permet, en

"privilégiant les interventions de petite échelle, l'expérience du terrain, l'implication dans l'exécution des travaux et la relation avec autrui, [pour les] professionnels [de se glisser] dans des interstices spatiaux, réglementaires, administratifs et économiques. Ils y développent des stratégies multiples dans un souci de démocratisation des procédures urbanistiques. Ils ne produisent pas des projets architecturaux et urbains au sens propre, mais des événements construits le temps d'une action pour révéler les potentialités d'usage des lieux et pour sensibiliser les habitants à la définition de leur cadre de vie⁶¹. »

Dans le cadre de *Microtopies*, ces interventions peuvent prendre place de manière plus pérenne dans l'espace public — à raison d'au moins 5 mois après la construction de la cabane, voire de façon permanente si la commune concernée par le projet décide d'entamer un processus de pérennisation.

⁶¹ Chapel E. (2012). « Urbanités inattendues - petites fabriques de l'espace public », in *Espace public*, n°111, p. 56. Article en ligne : <https://id.erudit.org/iderudit/66645ac>



Figure 8 : atelier de peinture de tuiles sur le site de la construction de la cabane. Retour des élèves, cette fois sur le chantier au début des vacances scolaires. © Julien Lelièvre, Péronne-en-Mélantois, 2024.

Lors du festival *Microtopies*, la réalisation des cabanes peut être le support de mobilisation des structures socio-culturelles des quartiers. En créant des activités et des événements autour de la cabane, elle permet de sensibiliser à différents thèmes : aux enjeux climatiques, à la faune et la flore présentes, mais aussi d'avoir accès à des informations sur les différents métiers de la construction et de l'aménagement (architecte, menuisier, charpentier, paysagiste, urbaniste...). L'édition 2025 des *Microtopies* a permis d'activer plus en profondeur ces dynamiques. Par exemple, l'atelier FADA, constructeur de la microarchitecture *À table !* a, en parallèle de sa construction, animé plusieurs ateliers sur leur métier d'architecte et de charpentier. L'occasion de travailler avec les collégiens de la section SEGPA du collège Jean Moulin de Wattignies, situé à proximité de la cabane. Ce lien, mis en place avant la phase de construction de la microarchitecture, a permis de rassembler des collégiens lors du chantier public.

En ce sens, les *Microtopies* n'ont pas pour objectif de se percevoir uniquement comme geste architectural ou comme démonstration technique : sa volonté est plus large, se pense à l'échelle du territoire en intégrant les habitants qui vivent à proximité. La microarchitecture rejoint donc la posture d'Enrico Chapel, pour qui « les interstices constituent en quelque sorte une réserve de disponibilité, le moyen d'assouplir les formats de temps (les horaires habituels d'activité, les temps de la ville) et de limiter les emprises institutionnelles. Du fait de leur caractère transitoire et mobile, ils laissent deviner ou entrevoir d'autres conceptions possibles dans la conduite d'une activité ou d'autres processus de fabrication de la ville, plus ouverts et collaboratifs, plus réactifs et transversaux. C'est effectivement sur ce plan-là, à la fois méthodologique (une modalité de l'agir) et politique (une conception de l'agir), que se vérifie l'importance d'une expérience interstitielle⁶² ».

1.3.3. La microarchitecture, cabane ou mise en place de mobilier urbain ?

Dans le cadre du festival *Microtopies*, les cabanes ont un statut d'œuvres d'art. Pourtant, leur forme tend à évoluer au fur et à mesure des éditions, pour se faire davantage micro-architectures que cabanes. Dans le cadre de la *Microtopie L'Agora c'est le site*, réalisée sur le parvis de l'Université Catholique de Lille, la construction a pris la forme d'un banc ainsi que d'un revêtement en concassé de briques, soulignant l'architecture du lieu tout en modifiant les usages de manière très légère, sans impacter le paysage. La *microtopie À table !* présentée à Wattignies, est quant à elle une présentation de quatre aménagements autour de tables, permettant aux habitants ainsi qu'aux commerçants situés autour de la place de disposer de davantage de mobilier urbain.

La microarchitecture permet en effet de s'extraire du cadre urbanistique institutionnel en opérant à une échelle réduite, qui la rend à la fois plus souple et plus réactive que les démarches classiques portées par les pouvoirs publics. Son caractère ponctuel et souvent temporaire lui

⁶² *Ibid.*

confère un statut particulier : n'entrant pas toujours dans les catégories réglementaires lourdes de l'urbanisme traditionnel, elle échappe aux procédures complexes et chronophages qui encadrent habituellement l'aménagement du territoire. Par la simplicité de ses formes, la modestie de ses dimensions et le faible coût de sa mise en œuvre, elle se distingue des grands projets urbains en offrant un champ d'expérimentation accessible, réversible et adaptable.

Cette spécificité rejoint ce que certains chercheurs décrivent comme la capacité « d'agir par l'intérieur et de l'intérieur », à travers des pratiques micrologiques qui relèvent d'un véritable agir interstitiel. « L'agir dans et par les interstices est assez exemplaire [et] permet de jouer avec et sur un terrain imposé (les formes urbaines dominantes, par exemple) tout en préservant une dynamique critique, tout en restant mobile dans la situation⁶³. » Dans cette perspective, les espaces où s'inscrit la microarchitecture — friches, terrains vagues, marges urbaines — peuvent être compris comme des « réserves de disponibilité⁶⁴ », permettant d'assouplir les formats de temps et de limiter les emprises institutionnelles. Là où l'urbanisme officiel suppose des études longues, des concertations complexes et des validations administratives multiples, la microarchitecture propose des interventions légères qui, par leur seule présence, transforment immédiatement la perception et les usages d'un lieu.

Jean-Pierre Garnier évoque également la volonté de surveillant de l'espace public comme facteur menant à sa privatisation. L'espace public devient des jardins privés, les parties communes des immeubles deviennent semi-privées, dans un processus que Garnier nomme résidentialisation. Tout est fait pour limiter les recoins, les zones pouvant « inciter » au délit. Il explique ainsi que cette appropriation des espaces publics vise à limiter l'accès aux « résidents « extérieurs », perçus comme des étrangers voire des ennemis virtuels⁶⁵ ».

Il explique notamment que

« le résultat est une privatisation partielle de l'espace public qui devient résiduel, dans la mesure où les surfaces qui échappent à « la sectorisation » se trouvent réduites à la fonction de circulation. Autrement dit, la « résidentialisation » a pour effet d'éliminer, ou, au moins de restreindre l'espace véritablement commun (cours, pelouses, terrains libres...) ⁶⁶. »

Pour Christian Dessouroux, si la privatisation de l'espace public est en partie due à « la prolifération de centres commerciaux en périphérie des villes, l'installation de caméras de télésurveillance sur des places publiques, la construction de lotissements résidentiels sécurisés, l'aménagement d'un parc appartenant à une société privée et ouvert au public, la multiplication de terrasses de café ou de panneaux publicitaires dans le centre-ville⁶⁷ » dont nous avons parlé plus

⁶³ Nicolas-Le Strat P. (2015). « Arts de faire micropolitiques » *Inter*, (120), p. 4.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Garnier J-P. (2012). art. cit., p. 11.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Dessouroux C. (2003). art. cit., p. 2.

tôt, elle concerne également la gestion de l'entretien du mobilier urbain à des entreprises privées. « la concession de l'entretien du mobilier urbain à une entreprise privée⁶⁸ ». Cette remarque met en évidence que la privatisation de l'espace public ne passe pas que par son contrôle sécuritaire ou par son délaissement, mais aussi par une délégation progressive de ses fonctions et son entretien à des services extérieurs, ce qui tend à réduire l'espace public à une addition de services encadrés et standardisés. Les dispositifs installés répondent davantage à des logiques de gestion et d'efficacité qu'à une véritable réflexion sur les pratiques habitantes. Cette distance produit un espace public fragmenté, conçu comme une somme de prestations techniques plutôt que comme un lieu de vie collective. Dans ce contexte, les besoins et les imaginaires des habitants se trouvent relégués au second plan, tandis que s'impose une vision souvent aseptisée de la ville.

Cette logique de gestion par strates successives contribue également à la multiplication d'objets urbains hétérogènes, posés sans cohérence d'ensemble. L'espace public apparaît alors moins comme une composition réfléchie que comme un réceptacle de mobiliers ajoutés au fil du temps, sans véritable projet commun. C'est ce que souligne François Tomas lorsqu'il présente le mobilier urbain dans son article « L'espace public, un concept moribond ou en expansion ? » comme un assemblage de mobiliers urbains disparates, accumulés au fil du temps et qui contreviennent au bon usage de l'espace public. Il cite ainsi un article de la Communauté urbaine de Lyon, qui explique que

« à la prédominance de l'automobile sur le piéton s'est ajoutée une juxtaposition de mobiliers différents implantés au coup par coup. Privé de sens, vécu comme coupure, l'espace public, perçu comme un vide entre les pleins du bâti, a souvent été rempli au gré des besoins de la vie moderne, en l'absence de réflexion globale. Il a ainsi perdu l'identité propre qui, au XIXe s. et avant, le caractérisait, pour devenir une organisation complexe d'éléments hétéroclites dans laquelle les espaces s'interpénètrent et les fonctions se confondent⁶⁹. »

Cette superposition du mobilier urbain s'accompagne d'une vision fonctionnaliste de la ville et de ses espaces publics : ceux-ci sont considérés comme des espaces faits pour se déplacer d'un point A à un point B, reléguant en arrière-plan la nécessité pour les espaces publics d'être des lieux au sein desquels la population prend place et se rencontre. Le mobilier et services urbains n'apparaissent pas comme étant pensés en cohérence les uns avec les autres : pour François Tomas, on peut encore constater dans de nombreuses villes « une juxtaposition de services spécialisés (circulation, voirie, eau, assainissement, éclairage, mobilier urbain, espaces verts, etc.) intervenant chacun dans leur domaine de manière autonome sous la responsabilité d'un adjoint⁷⁰ ». De ce fait, il est nécessaire de voir la microarchitecture comme une structure n'arrivant pas *ex nihilo* dans un territoire, mais prenant au contraire en compte les besoins et envies des habitants, tout en même temps que les contraintes du territoire. Dans le cadre de la microtopie *À table !*, cette réflexion a été poussée par la réalisation, lors du diagnostic territorial, du manque de

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Communauté Urbaine de Lyon, Service Espace Public, (sans date, 1995 ?) *Le vocabulaire des espaces publics Les références du Grand Lyon*, Lyon, p. 43.

⁷⁰ Tomas F. (2001). « L'espace public, un concept moribond ou en expansion ? » In: Géocarrefour, vol. 76, n°1, p. 81.

mobilier urbain permettant aux habitants et familles du quartier de se retrouver. Il est alors souligné dans le dossier de participation des candidats leur volonté de

« développer une microtopie permettant aux habitants de réinvestir le site en famille, entre voisins et amis. La population du quartier, à caractère familial et peu mobile nous invite à développer des usages permettant de se réunir en nombre. Nous proposons alors de mettre en œuvre trois modules différents autour d'un thème : La convivialité. Et au vu des caractéristiques du site et de ses habitants, il nous semble alors essentiel que les microtopies permettent de se réunir, de s'abriter et de prendre soin des ressources⁷¹. »

La mise en exergue de ces besoins a été réalisée après la visite du site d'implantation par l'équipe, ainsi qu'à la suite de leur rencontre avec la commune de Wattignies et la MEL. La Microtopie vient donc révéler ces besoins en permettant de les solutionner de manière plus ou moins pérenne.

Toutefois, la microarchitecture n'a pas pour objectif et ne *doit* pas se substituer à des projets d'aménagements urbains. Elle n'a pas pour vocation ni pour but de devenir du mobilier urbain à moindre coût afin de combler le manque d'aménagement d'un espace. Elle doit le prendre en compte sans devenir une commande de la part de la ville, ayant pour but d'aménager des espaces publics peu attrayants. Le but des microarchitectures ne peut être non plus la mise en avant de ces espaces manquant de dispositifs urbains comme relevant d'une forme d'acceptation relevant de l'abdication. Marielle Macé évoque cette ambivalence dans son texte — aussi poétique que politique — intitulé *Nos cabanes* :

« Faire des cabanes sans pour autant se contenter de peu, se résigner à une *politica povera*, s'accommoder de précarités de tous ordres, et encore moins les enchanter — sans jouer aux nomades ou aux démunis quand justement on ne l'est pas. Mais pour braver ces précarités, leur opposer des conduites et des convictions⁷². »

En somme, créer des cabanes ayant un lien avec les *problématiques rencontrées dans les lieux de construction, sans pour autant se substituer aux politiques publiques*, qui doivent intégrer ces constructions à leur projet de mise en valeur des espaces publics. Plus qu'un but, la microarchitecture doit être un outil, un moyen de recréer des interactions dans l'espace public.

⁷¹ Atelier FADA. (2025). Dossier de présentation des candidats de la Microtopie « À table ! » au festival Microtopies édition 2025.

⁷² Macé M. (2019). *op. cit.*, p. 29.

II. La microarchitecture participative : vers une reconfiguration des processus d'aménagement

La microarchitecture, si elle peut donc être considérée comme un outil de réactivation des lieux publics, peut également redonner une place dans la ville à un public souvent oublié lors de la mise en place d'espaces publics — en l'occurrence, les enfants. Si ces micro-interventions architecturales mettent en avant la capacité des habitants à modifier leur cadre de vie, elles interrogent également le processus de conception de la ville. Penser la microarchitecture ne peut pas se limiter à questionner sa création de manière esthétique ou simplement fonctionnelle. Ce processus doit également engager une participation citoyenne afin de fabriquer différemment l'espace public. C'est dans cette perspective que la microarchitecture peut être analysée, afin d'étudier la manière dont elle peut reconfigurer l'aménagement urbain plus traditionnel et institutionnel.

2.1. L'importance de la participation citoyenne : entre outil et enjeu démocratique

2.1.1. La microarchitecture comme moyen de repenser les rôles des acteurs de la ville et de la construction.

Dans l'article «Microtopies 2025 : des projets radicaux pour repenser l'espace public » accordé à l'Ideat, Faustine Horgnies résume les trois grands principes des microarchitectures construites dans le cadre du festival Microtopies

« premièrement, le recyclage : elles doivent fortement privilégier le réemploi de matériaux, comme des rebuts de chantier. Deuxièmement, le côté participatif : leur construction doit impliquer des structures socio-éducatives présentes sur le territoire de la MEL ainsi que les habitants du quartier. Troisièmement, l'ancrage paysager : l'écosystème, certes humain, mais aussi végétal et animal, dans lequel elles sont implantées doit être pris en considération⁷³ ».

L'intégration des habitants du quartier dans le processus de construction permet de remettre en question à la fois la posture du sachant et celle de l'habitant, qui n'est bien souvent que peu consulté lors des projets d'urbanisme et/ou d'architecture. En effet, les procédures d'aménagement classiques, même lorsqu'elles sont annoncées comme étant participatives, se heurtent souvent à la complexité des dossiers d'urbanisme, au nombre important de réunions, et à la difficulté de rassembler une quantité représentative d'habitants afin de parler du projet. Dans son article « Fabrique urbaine et réappropriation citoyenne : l'urbanisme transitoire comme

⁷³ Gaboriaud B. (2025). « Microtopies 2025 : des projets radicaux pour repenser l'espace public », IDEAT, <https://ideat.fr/microtopies-2025-des-projets-radicaux-pour-repenser-lespace-public/#:~:text=Petites%20par%20la%20taille%20%E2%80%93,fondements%2C%20une%20mat%C3%A9riaux%20%C3%A9t%C3%A9%20a%20%C3%A9t%C3%A9>

ruse ? », Cécile Diguët explique que le « projet urbain descendant⁷⁴ » a du mal à créer un « génie du lieu⁷⁵ », car il mobilise peu de leviers concrets pour les citoyens. Les démarches d'architecture — mais surtout d'urbanisme — mettent plusieurs années à se réaliser, ce qui contraint largement l'implication constante des habitants dans les processus de décision. Cette temporalité particulièrement longue des projets peut également donner le sentiment d'une participation inaboutie — et donc vaine — de la part des habitants, qui peinent à percevoir la réalisation de leurs propositions au sein de leur quartier.

À cela s'ajoutent les volontés politiques et les contraintes budgétaires, qui finissent d'éloigner les désirs des habitants de la matérialisation du projet. La complexité des documents techniques présentés (plans d'architecture et de paysagisme) peut également créer un fossé entre le « sachant » et l'habitant. Pour travailler ce lien entre l'habitant et le sachant, le commanditaire, il semble donc important d'aller puiser dans d'autres manières de faire, plus sociales, comme l'explique Cécile Diguët : « les notions d'urbanisme social, d'urbanisme solidaire ou encore d'urbanisme des communs, nous semblent être ici d'une grande utilité pour redéfinir une fabrique de la ville qui répond d'abord aux besoins sociaux légitimes et préoccupations environnementales⁷⁶ ». Cette mise en avant de l'urbanisme social a déjà fait ses preuves dans d'autres espaces urbains, par exemple dans la ville de Medellín en Colombie. Sa transformation, commencée en 1990 avec un projet social et urbain a été orienté par des interventions à petite échelle, à l'instar de terrains de jeux, puis de places publiques : « ces actions étaient publiquement détaillées chaque semaine dans l'émission *Arriba mi barrio* (« En avant mon quartier »), qui montrait les habitants et les problèmes des quartiers, et la manière dont ces derniers étaient petit à petit transformés. En 1994, la transformation s'est poursuivie avec la place San Antonio, au sud du centre-ville. [...] Ce nouvel espace public est devenu un lieu de repos et de rassemblement très fréquenté. Ces deux lieux ont servi de référence à tous les projets qui ont suivi⁷⁷ ».

La microarchitecture permet de travailler à une échelle géographique mais aussi temporelle réduite : le temps de conception et de réalisation est particulièrement court — seulement quelques mois — et permet de mettre en place des chantiers ouverts et participatifs dans l'espace public. Rapidement, ces micro-interventions deviennent des espaces de vie pour les habitants.

La microarchitecture permet également de modifier le rôle du sachant, en lui permettant de sortir du cadre traditionnel de commande publique et de concours propre à l'architecture. Dans l'article « La microarchitecture pour comprendre, révéler et faire l'espace public », Geneviève

⁷⁴ Diguët C. (2020). « Fabrique urbaine et réappropriation citoyenne : l'urbanisme transitoire comme ruse ? », in *Revue Sur-mesure*, article en ligne : <https://www.revuesurmesure.fr/contributions/fabrique-urbaine-et-reappropriation-citoyenne-urbanisme-transitoire-comme-ruse>

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ González Escobar L.F. (2019). « Medellín, le par de l'urbanisme social » in *Métamorphoses*, les Cahiers n°176 *Les villes changent le monde*, article en ligne : https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_2058/C176-Medellin.pdf

Vachon, Érick Rivard et Alexandre Boulianne expliquent ce changement de paradigme opéré lors de la construction de microarchitectures :

« L'approche tactique permet conséquemment de révéler et d'ouvrir de nouvelles occasions de pratique professionnelle pour les architectes, urbanistes et designers urbains. Plutôt qu'être soumis à une commande publique, le professionnel est lui-même associé au processus de recherche du projet urbain. Son regard permet de définir le meilleur lieu d'intervention pour atteindre le but recherché et, ultimement, pour définir le projet. [...] Ainsi, le rôle du professionnel ne se résume pas à solutionner un problème, mais bien à soulever de nouvelles occasions⁷⁸. »

Dans le cadre du festival *Microtopies*, le collectif d'architectes, paysagistes, urbanistes, designers... n'apparaît plus seulement comme un ensemble d'exécutants répondant à une commande, mais comme des acteurs présents à chaque étape du projet, de la conception à la réalisation. De la même manière, la microarchitecture ne se pose pas comme moyen de répondre à un problème défini de manière stricte, mais est davantage présentée comme une *opportunité* pour le territoire, permettant de passer d'une logique de simple résolution — fréquente dans les projets d'urbanisme — à une logique d'innovation et d'expérimentation. Dans l'ouvrage *Microtopies, chantiers ouverts au public*, Pierre-Louis Noez, de l'équipe de construction Aestus, explique ce nouveau rapport découvert lors du processus de création de la cabane :

« L'échelle permettait d'expérimenter des choses qu'on avait découvertes de manière embryonnaire à l'école, l'atelier échelle 1:1 à l'ENSAPL. Travailler les assemblages avec de la matière concrète... Nous n'avons pas forcément la possibilité de le faire dans le monde professionnel... Trouver ce lien entre l'esquisse, le petit coup de crayon jusqu'au travail d'assemblage valorisant. On sort d'un cadre théorique que ce soit à la fac ou dans le monde professionnel, on est plus sûr.e.s du dessin ou des choses... Pouvoir renouer avec la matière c'est le grand avantage de ce festival et aussi travailler avec des habitants⁷⁹... »

Cette appréhension globale du projet — du crayon à la réalisation — implique de nouvelles compétences pour les architectes, allant au-delà de la simple conception technique. Dans l'entretien réalisé avec Faustine Horgnies le 28 août 2025, elle explique que certains lauréats lui ont communiqué que cette expérience leur avait permis

« d'ouvrir les yeux sur toute la chaîne des acteurs du territoire, parce qu'il y en a des fois qui ne parlent jamais aux habitants ou aux habitantes ou qui n'ont pas l'opportunité de prendre conscience qu'il y a des maisons de quartier, des centres sociaux... Enfin, bref, il y a plein d'archi et de collectifs qui n'ont jamais travaillé avec ce genre d'acteurs. Et ça déjà, ça permet de faire rencontrer les gens⁸⁰. »

⁷⁸ Vachon, G., Rivard, É. & Boulianne, A. (2015). « La micro-intervention pour comprendre, révéler et faire l'espace public. » *Inter*, (120), 8–13.

⁷⁹ Métroforum, WAAO, (2024). *Microtopies, chantiers ouverts au public*, op. cit., p. 76.

⁸⁰ Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.

À cette dimension sociale s'ajoute une réflexion sur leur propre travail en tant qu'architecte, habituellement cantonné à leur rôle de concepteur :

« les concepteurs et conceptrices qui font ça, tout ce qu'ils dessinent, ils sont obligés de le construire eux-mêmes [...]. Tu n'as pas le même contact avec la matière [...] : le trait que tu fais là c'est pas juste un trait c'est des cales, des boulons, des serre-joints que tu dois planifier dans tes faces pour pouvoir faire ça parce que si t'as pas fait ça avant tu pourras pas mettre ce baston là⁸¹... »

La réalisation de ces microtopies peut devenir un véritable défi de construction ; Faustine Horgnies note ainsi la présence de plus en plus importante des artisans et artisanes dans les projets. Leur habitude de travailler la matière permet une réalisation plus simple du projet. Lorsqu'un partenariat est fait avec les Compagnons du devoir, ceux-ci repensent parfois la conception de la microarchitecture avec les architectes, comme cela a été le cas à Péronne-en-Mélantois pour l'édition 2024 ou à Marquette-Lez-Lille cette année. Pour les architectes, la construction est donc un défi supplémentaire, auquel s'ajoutent parmi leurs nouvelles compétences une nécessité d'observation des dynamiques sociales et locales du territoire, ainsi que la nécessité d'expérimenter une forme de médiation auprès des habitants.

2.1.2. La microarchitecture, une nouvelle forme de l'urbanisme tactique ?

Dans son document technique réalisé sur la notion d'urbanisme tactique, l'ADEME reprend le terme d'*urbanisme tactique*⁸² développé par l'urbaniste américain Mike Lydon pour parler d' « actions à court terme pour un changement à long terme⁸³ ». Elle se distingue de la notion d'urbanisme transitoire par sa propension à « s'appréhender comme une méthode de projet par l'expérimentation, visant à transformer des espaces publics, de façon progressive⁸⁴ ». Il est notamment expliqué que l'urbanisme tactique peut intervenir de deux façons distinctes : par des initiatives citoyennes à petite échelle (et donc une approche dite *bottom-up*), ou par l'initiative des pouvoirs publics institutionnels afin d'initier des projets utiles aux habitants (approche dite *top-down*). L'ADEME explique notamment que l'approche tactique privilégie l'aménagement par les usages à l'aménagement par l'infrastructure. Dans ce cadre, « l'urbanisme tactique a d'abord consisté en une mobilisation rapide d'expérimentations urbaines telles que les marquages au sol, la fabrication de mobilier urbain non-pérenne ou la réappropriation d'espaces publics⁸⁵ ». Les

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Lydon, M., & Garcia, A. (2015). Tactical urbanism: Short-term action for long-term change. *ResearchGate*. <https://www.researchgate.net/publication/303728799>

⁸³ ADEME L'Institut Paris Region. 2024. Approche tactique – Pour aménager les espaces publics autrement, ouvrage en ligne : <https://librairie.ademe.fr/> p. 9.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 10.

⁸⁵ Douay, N., & Prévot, M. (2016). L'urbanisme tactique, une autre manière de faire la ville. *projeturbain.net*. <https://projeturbain.net/2017/10/31/lurbanisme-tactique-une-autre-maniere-de-faire-la-ville/>

auteurs Douay et Prévot remettent eux aussi la question des usages au centre de la mise en place de projets relevant de l'urbanisme tactique, puisqu'ils indiquent que ces projets sont « à vocation citoyenne⁸⁶ » et visent « à replacer l'espace public au cœur de la vie urbaine, dans l'idée que la ville est produite et révélée par les usages⁸⁷ ». L'urbanisme tactique apparaît donc comme un moyen de mettre en avant le pouvoir d'agir citoyen à l'échelle des projets d'aménagement urbains. Ce passage de l'aménagement orienté sur la mise en place d'infrastructures à celle tournée vers les usages est expliquée par la propension de l'urbanisme tactique à

« être perçue comme une sorte d'assouplissement du processus classique d'aménagement des espaces publics [...]. Elle porte en elle un changement dans la manière de concevoir les espaces publics passant d'un traitement en termes d'infrastructure au traitement par les usages⁸⁸ ».

Dans ce cadre, la microarchitecture permet de s'inscrire dans une dynamique d'urbanisme tactique grâce à la taille de son échelle — réduite — et de la faiblesse de son coût de réalisation. Les microarchitectures permettent de mettre en place des dispositifs légers valorisant l'espace public dans lequel il est installé. Elles permettent également de s'ancrer dans une temporalité modulable en fonction des usages : sa réalisation peut être éphémère, tout comme se pérenniser si les usages développés par la Microtopie se prêtent à l'aménagement et/ou à la dynamisation du lieu. De fait, elles représentent une « conception urbaine qualifiée d'agile et flexible construite à partir de démarches plus ascendantes afin d'assurer en théorie une meilleure confiance, participation et acceptation des habitants⁸⁹ ».

Ces interventions, *a priori* légères et ayant peu d'impact sur le territoire — d'un point de vue social, contrairement aux aménagements de grande envergure — peuvent permettre d'initier une forme d'urbanisme de gestion transitoire afin d'amener à la connaissance des habitants des projets plus importants. La MEL constate notamment cette difficulté de faire circuler les informations quant aux projets développés dans le quartier aux habitants des Oliveaux à Loos ; dans le cadre de la mise en place de jardins solidaires, il est expliqué que « l'objectif était de réunir [les habitants] ce qui est toujours compliqué [...] et de parler de ce projet pour que les habitants sachent que c'est en cours et qu'ils vont pouvoir se réapproprier ces terres⁹⁰ ». Dans le cadre de ce projet, La Fabrique de l'Emploi a été mobilisée pour la mise en place de jardins participatifs. Cette entreprise à but d'emploi est issue du dispositif national « Territoire zéro chômeur de longue

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ ADEME (2024). Guide d'aménagement des espaces publics. Document technique en ligne : https://www.fnau.org/wp-content/uploads/2022/02/gaep_volet_2_web.pdf p. 22.

⁸⁹ Burger C., Gagnol L., Mortelette C. (2022). « L'urbanisme tactique : outil d'émancipation ou de neutralisation des pratiques habitantes dans les espaces urbains ? » in *L'Espace Politique*, article en ligne : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/9483?>

⁹⁰ Lille Métropole. (2025). « Découverte des jardins solidaires des Oliveaux à Loos ». <https://www.lillemetropole.fr/actualites/decouverte-des-jardins-solidaires-des-oliveaux-loos>

durée », dont bénéficie notamment le quartier des Oliveaux, déjà classé quartier prioritaire de la politique de la ville. Son rôle est d'offrir des contrats de travail à des personnes éloignées de l'emploi et habitant dans le quartier. Dans le cadre du festival Microtopies, l'installation a été réalisée sur le site de la Cantine verte, à proximité d'un jardin participatif. La Fabrique de l'emploi a suivi le projet, projetant d'être davantage impliquée dans l'édition 2026 du festival. Dans ce cadre, Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au sein du WAAO, explique cette nouvelle dynamique mise en place :

« Nous, WAAO et initiateurs de Microtopies, les avons rencontrés pour 2026, car nous souhaitons rester sur Loos et aux Oliveaux. Avec le responsable, on a discuté d'un partenariat : la création d'un conseil d'habitants/habitantes au sein de la Fabrique pour qu'ils soient à l'initiative et fédèrent la prochaine Microtopie, avec leur regard et leur savoir-faire (construction, communication, etc.). La Fabrique compte un vivier d'environ 90 personnes ; l'idée est de les impliquer dans la construction et le développement de la future Microtopie, avec les lauréats/lauréates et d'autres habitants, pour un ancrage territorial fort⁹¹. »

Cette approche illustre la manière dont les projets architecturaux artistiques et de petite échelle peuvent servir de catalyseurs pour renforcer l'appropriation collective du territoire. Il s'agit dans ce cadre d'impliquer directement les habitants dans la conception ainsi que dans la mise en œuvre de la microarchitecture. Sa réalisation n'implique pas seulement l'intégration de nouveaux équipements ou événements au sein du quartier, mais participe également de la création d'un processus de co-construction, où chacun peut devenir acteur du développement de son quartier. Le rôle de la Fabrique de l'Emploi est ici important, non seulement comme employeur local, mais aussi comme vecteur de mobilisation des habitants. La mise en réseau de ces différents acteurs autour de la Microtopie permet de formaliser cette participation et d'assurer un suivi pérenne des projets, tout en favorisant l'émergence de nouvelles initiatives économiques et sociales dans le quartier concerné par l'aménagement. À terme, ces démarches participatives peuvent servir de modèle pour d'autres initiatives du quartier, en démontrant qu'un urbanisme transitoire et inclusif ne se limite pas à des interventions ponctuelles, mais peut devenir un levier durable de transformation sociale et culturelle.

Dans le cadre du quartier des Oliveaux à Loos, cet événement intervient dans le cadre d'un événement à la fois important et sensible pour les habitants : celui de la démolition de la tour Kennedy, immeuble d'habitation emblématique du quartier, et détruit pour cause d'insalubrité — notamment de présence d'amiante⁹². Cette démolition, qui doit mener à un projet de réaménagement du quartier, n'a pas reçu un très bon accueil de la part des habitants des Oliveaux. Au sein du quartier, les habitants évoquent la tristesse de voir cet emblème du quartier disparaître « « À Paris, ils ont la tour Eiffel, nous on a la Tour Kennedy. On la voyait de partout,

⁹¹ Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

⁹² Ville de Loos. (2025). « La tour Kennedy est foudroyée : Retour sur l'opération » : <https://www.loos.fr/fr/actualites/la-tour-kennedy-est-foudroyee-retour-sur-l-operation>

donc on n'aura plus de repère », confie à l'AFP Ludovic Mortelec, un habitant du quartier⁹³ ». Sur place, lors des ateliers socio-éducatifs menés dans le cadre de Microtopies, les familles évoquent notamment la difficulté d'avoir accès aux informations quant au nouvel aménagement du quartier. Prévu à la place de la tour, un réaménagement global du quartier :

« le nouveau quartier s'articulera autour d'une centralité repensée, avec des commerces de proximité, des services de santé, une maison de l'emploi et des équipements publics. Une Cité des Enfants et des Parents rassemblera crèche, halte-garderie, PMI et relais Petite Enfance, pour accompagner les familles au quotidien⁹⁴ ».

Dans ce cadre, la SPL Euralille a organisé des « cafés-chantier » afin de partager les projets d'aménagement aux habitants : certaines de ces réunions pourront par la suite prendre place autour de la Microtopie, située à Loos près de jardins partagés. La microarchitecture pourra agir comme relai entre les habitants (habitués à s'y rendre, à la pratiquer avec leurs enfants) et les acteurs plus institutionnels du territoire afin de faire connaître les différents projets d'aménagement, notamment par le relai de la Maison du projet présente sur le territoire à proximité de la micro-intervention.

De fait, la Microtopie peut devenir un élément d'urbanisme tactique, lequel « recouvre des interventions urbaines incrémentales, temporaires et souvent expérimentales, à petite échelle, mobilisées pour tester des configurations spatiales avant d'envisager des transformations d'ampleur⁹⁵ ». Le travail de mobilisation des publics réalisé par le festival Microtopies (qui entre en contact avec des familles, des adolescents ou enfants, des personnes âgées, nouvelles arrivantes sur le territoire, en situation de handicap, allophones...) permet de les rapprocher d'une forme d'urbanisme ludique et participative, avant de les mettre en relation avec d'autres acteurs du territoire. Cette prise de contact permet ensuite à ces habitants de se rapprocher d'acteurs du territoire et de l'aménagement, et donc d'avoir accès aux lieux mettant en avant les projets urbains (par exemple au sein de la Maison du projet à Loos). De fait, la microarchitecture permet de rendre visible les transformations à venir. Les microarchitectures peuvent être utilisées pour montrer aux habitants les projets à venir : cela permet de les familiariser avec ces projets, et donc de réduire les résistances. Comme l'explique l'ADEME, l'expérimentation induite par l'urbanisme tactique « permet de tester un aménagement en soumettant son fonctionnement et son acceptabilité à l'épreuve des usagers⁹⁶ ». Pour Faustine Horgnies, les microtopies peuvent amorcer la reconversion d'un quartier et de ses usages, même si leur potentiel n'est pas toujours exploité comme il le pourrait :

⁹³ Batiweb. (2025). « Loos dit au revoir à sa tour Kennedy... et bonjour à un nouveau chantier urbain ». <https://www.batiweb.com/actualites/urbanisme/loos-dit-au-revoir-a-sa-tour-kennedy-et-bonjour-a-un-nouveau-chantier-urbain-46950>

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Lydon M., Garcia A. (2015). « Tactical urbanism: Short-term action for long-term change » article en ligne : https://www.researchgate.net/publication/303728799_Tactical_urbanism_Short-term_action_for_long-term_change

⁹⁶ ADEME, 2024, *art. cit.*, p. 11.

« en fait, dès qu'on conçoit une microtopie, ça préfigure déjà des usages : selon où elle est placée, ça va changer les parcours, les arrêts, si on s'y pose ou si on traverse. Le problème, c'est que souvent les projets d'aménagement sont déjà décidés avant, alors que ces dispositifs sont hyper malléables et pourraient vraiment servir à observer comment les habitants s'en emparent. Là, ça devient un vrai levier⁹⁷. »

Les micro-installations architecturales peuvent ainsi créer des espaces de dialogue, notamment en donnant aux habitants l'occasion d'expérimenter de manière concrète les changements effectués dans l'espace public et de formuler des retours ponctuels sur les usages qui y sont faits. Ainsi, en reprenant les

« concepts d'aliénation, de critique de la vie quotidienne mais aussi de créativité, de détournement et d'expérimentation comme moyens par lesquels la démocratie pourrait se frayer un chemin et une place dans les fissures ou les interstices de la planification, qu'elle soit matérielle, financière, technocratique ou économique. [Il est possible de] remettre le regard humain et les habitants au centre des débats et de l'action de reconquête d'une centralité et d'une vie sociale urbaine harmonieuse⁹⁸ ».

Dans un projet transitoire — par exemple transformation d'une friche ou requalification de l'espace public d'un quartier — la microarchitecture permet de tester en conditions réelles la manière dont les habitants s'approprient un futur usage. Dans le cadre de Loos, il est possible d'observer les usages de la microarchitecture, par exemple en appréhendant la réaction et l'usage des enfants sur l'installation. Ainsi, contrairement au temps long de l'urbanisme, l'urbanisme tactique se déploie sur des temps longs. La microarchitecture, elle, offre une temporalité plus courte et agile. Elle peut donc servir de première étape : tester une idée, installer une ambiance, préparer le terrain avant d'engager les travaux plus lourds. Comme l'explique Lina Naoroz Bråten, ce sont des « small-scale actions serving a larger purpose⁹⁹ » : des actions modestes qui servent un objectif urbain plus vaste. De manière concrète, la Microtopie *En forme !* réalisée à Loos au sein du parc de la Cantine verte aux Oliveaux permet de noter les usages des enfants, et la manière dont ils investissent l'espace, afin de préparer l'intensification de leurs usages suite à l'aménagement du projet « Cité des enfants » en passant d'un parc fréquenté par un public mixte à un espace largement utilisé et connu des enfants. La dimension artistique des microarchitectures — et non uniquement fonctionnelle à l'instar du mobilier urbain plus traditionnel, comme les bancs — permet une plus grande liberté d'usages. C'est dans ce cadre que la dimension transitoire de son aménagement peut être observée :

⁹⁷ Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.

⁹⁸ Douay N., Prévot M., (2016). Art. cit. p. 3.

⁹⁹ Braten N. L. (2024). « Temporary temporariness? The (mis)use of tactical urbanism from the 'open city' framework », article en ligne : https://www.researchgate.net/publication/383310794_Temporary_temporariness_The_misuse_of_tactical_urbanism_from_the_'open_city'_framework

« L'art fait partie de l'espace public comme d'autres fonctions et usages, l'art vient apporter un plus, il dépasse l'espace public comme un lieu fonctionnaliste pour révéler d'autres choses. Ça aussi dépend de ce qu'on entend par art? Art public? Performance? Le designer urbain s'intéresse à faire des lieux qui peuvent accueillir ces appropriations artistiques, laisser les choses émerger de façon spontanée. Donner le droit d'évoluer dans le temps¹⁰⁰. »

2.2. La microarchitecture, un levier architectural permettant d'ouvrir l'espace privé sur l'espace public ?

La microarchitecture, si elle peut être envisagée comme un outil de médiation, est également capable de redessiner les usages et les frontières entre espaces publics et privés. Elle ne se limite pas à l'activation de l'espace urbain, mais agit aussi comme un levier qui interroge la manière dont un lieu est pratiqué, approprié ou traversé. C'est dans cette logique que certaines microtopies investissent des espaces privés, dans une volonté d'ouverture partielle ou totale sur l'espace public, en proposant de nouvelles modalités d'appropriation collective.

2.2.1. Intentions des commanditaires du projet : l'Université Catholique de Lille.

Lors de l'édition 2025, le festival Microtopies s'est ouvert à un nouveau type d'espace : l'espace privé universitaire. Un nouveau partenariat a été réalisé, intégrant l'Université Catholique de Lille comme nouvel espace recevant une Microtopie. Cette collaboration avait déjà été initiée en 2023 avec l'installation d'une cabane, le *Barrioptère*, réalisée par les Saprophytes avec la participation des étudiants du campus, et située au croisement de la rue du Port et du boulevard Vauban.

L'objectif de cette édition était de créer un espace à la fois singulier, ouvert et permettant de créer du lien entre les étudiants. L'idée de construire une Agora a donc été retenue, sous la forme d'une microarchitecture obéissant à un cahier des charges particulier, rendu exceptionnel notamment par son budget qui était deux fois plus élevé que pour les autres Microtopies. Le site retenu au sein de l'Université Catholique de Lille a été la cour d'honneur, espace emblématique de l'Université, espace de passage central pour les étudiants, et coupé de la rue par un imposant portail. Le personnel de l'Université souhaitait, à l'occasion des 150 ans de l'Université, préfigurer une sorte de futur incubateur citoyen, en inaugurant un espace ouvert, pédagogique, accessible à toutes et à tous — que l'on appartienne ou non à l'Université. Un document intitulé « La Place du village : fédérer 150 ans d'histoire » a été produit par l'Université Catholique de Lille afin d'établir un cahier des charges de cette Agora et de montrer les atouts qu'elle pourrait ajouter au sein de

¹⁰⁰ Entretien avec une des fondatrices de l'Association de Design Urbain du Québec (ADUQ) le 2 août 2013 - cité dans Douay et Prévot. (2016), art. cit., p 19.

l'établissement. Le projet est présenté comme une « installation éphémère d'un lieu de festivités et d'échanges culturels sur la Cour d'Honneur ».

« L'émergence de nouveaux lieux fait partie de ses enjeux permet tant l'épanouissement de la communauté, particulièrement des étudiants afin qu'ils deviennent des acteurs humanistes et résilients. La Vision 2030 est une opportunité pour mettre en réseau les lieux participatifs et prospectifs, une stratégie gagnante pour connecter l'Université à son environnement interne et externe. Cette Vision représente une valeur ajoutée pour continuer l'oeuvre des fondateurs de l'Université et continuer à remplir sa mission au coeur du quartier, du territoire, au plan national et international. « Le présent contient l'avenir et l'éclaire. Le passé révèle sa signification » (Newman). L'Agora est un symbole pour marquer les 150 ans de l'Université. Un symbole qui répond aux enjeux d'une place du village. Dans toute grande Université, il existe une place du village qui représente son marqueur social. La place du village est le coeur battant du campus, elle est l'accès privilégié à un point d'accueil. L'agora est l'un des lieux de vie et de rencontre mobilisant et invitant l'ensemble de la communauté universitaire et du quartier. L'ambition de ce projet est de faire de l'agora un outil au service d'un campus vivant, durable et participatif. Un outil au service de faire cité apprenante et d'être à l'écoute. Cette agora engage à cet effet plusieurs écosystèmes internes et externes et remplit les principaux objectifs de la vision 2030 cités ci-dessus. L'enjeu est de taille puisque l'Université Catholique compte plus de 40 000 étudiants et le périmètre ciblé est un lieu tourné vers la cité. »¹⁰¹ »

À partir de ce cahier des charges ont été déclinés sept objectifs : « 1. Faire évoluer le lien au quartier ; 2. Élaborer une programmation par le canal des écosystèmes internes et externes ; 3. Valoriser la qualité de la vie du campus ; 4. Réaliser une oeuvre artistique impliquant les acteurs de l'Université, les habitants, les acteurs du quartier ; 5. Permettre aux étudiants de vivre une expérience de l'engagement ; 6. Intégrer l'éducation populaire dans la démarche d'apprentissage ; 7. Se tourner vers l'avenir¹⁰² » (figure 9).

Cette construction souhaitait soulever des réflexions sur la capacité des universités à s'ouvrir sur leur quartier. Comment rendre accessibles les espaces fréquentés par des milliers d'étudiant·e·s aux habitant·e·s, aux autres habitants du quartier ? Comment, dans le cadre du projet de l'Agora, référencer et ancrer la cour d'honneur comme véritable espace public ?

¹⁰¹ Université Catholique de Lille. (2025). La place du village : Fédérer 150 ans d'histoire. *Cahier des charges*, p. 1.

¹⁰² *Ibid.*

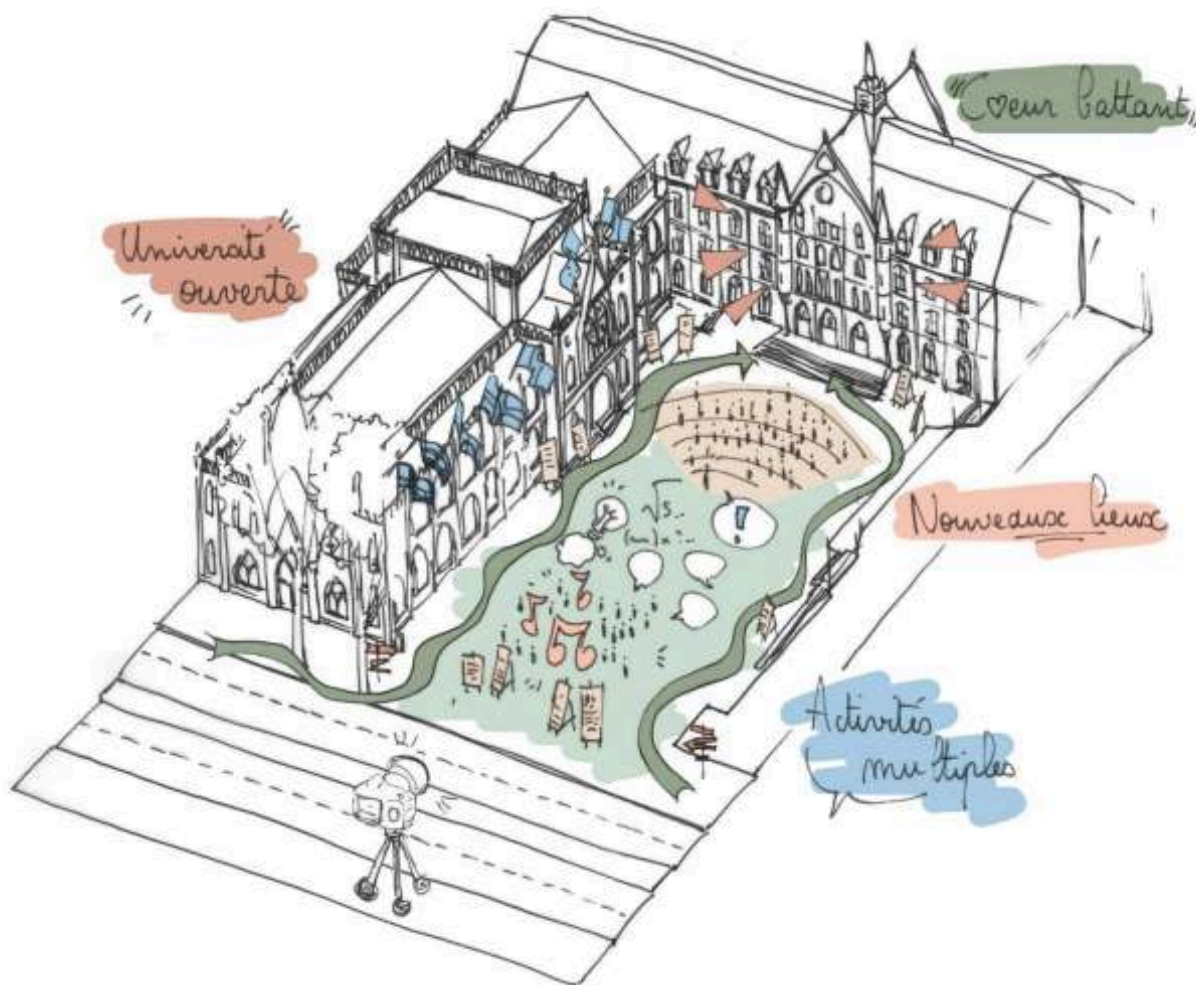


Figure 9 : visualisation des nouveaux usages envisagés par l'Université Catholique de Lille grâce à la mise en place d'une Aqora. © Université Catholique de Lille. 2025.

L'Université Catholique de Lille est un acteur foncier majeur du quartier Vauban-Esquermes, mais également — de façon beaucoup plus globale — de la ville de Lille. Elle possède un patrimoine immobilier très importante, puisqu'elle concentre un ensemble de 22 résidences étudiantes (soit environ 2000 logements), de 9 établissements de santé (parmi lesquels 3 hôpitaux) et de quelque 22 établissements de formation, pour un total de 42 000 étudiants¹⁰³. Cette forte emprise foncière de l'Université Catholique de Lille sur le quartier pousse à questionner la possibilité de concilier ouverture citoyenne et dynamique de gentrification étudiante. La situation immobilière de l'Université Catholique de Lille est exceptionnelle : avec ses près de 2000 logements étudiants — largement insuffisants pour le nombre d'inscrits à l'année — l'Université repousse une partie de sa population vers le parc locatif privé. Cette répartition, inégale et

¹⁰³ Rapport de l'ADULM, (février 2025) « L'Université Catholique de Lille et son territoire – Impacts et contributions » étude en ligne : <https://www.adu-lille-metropole.org/productions/luniversite-catholique-de-lille-et-son-territoire-impact-et-contributions/>

particulièrement importante au sein de certains quartiers situés à proximité des bâtiments universitaires principaux (on observe une augmentation de la population des 18/24 ans de 9,1 % à Cordonnier, +8,4 % à Colson et +15,5 % à Vauban-Esquermes en dix ans¹⁰⁴) participe de la dynamique de *studification*¹⁰⁵ qui modifie les équilibres résidentiels ainsi que les usages de l'espace public. Dans ces quartiers est observée une baisse de la population « familiale » plus âgée au profit d'une population plus jeune et sociologiquement homogène¹⁰⁶. Cette emprise foncière alimente la hausse des loyers de ce quartier — on y constate une augmentation des prix de 70 % entre 2000 et 2012, bien au-delà de la moyenne nationale. À Vauban, les loyers médians atteignent 12,7 à 13,4 €/m², et dépassent 16 €/m² pour les studios. Comme le souligne un vice-président de l'Université de Lille, "louer à 3–4 étudiants est infiniment plus rentable que louer à un ménage. Ça crée une inflation dramatique et ça a un impact sur la vie en ville, sur la manière de vivre l'espace public¹⁰⁷". L'Université Catholique de Lille agit donc comme un véritable agent de reconfiguration urbaine. Elle façonne la composition démographique du quartier et transforme donc l'accès à l'espace public, lequel est majoritairement pratiqué par la population estudiantine de l'Université Catholique de Lille.

Le projet de l'Agora s'inscrit donc dans ce contexte : elle n'est pas seulement présentée comme un objet architectural éphémère, mais comme un moyen d'ouvrir les espaces de l'Université Catholique de Lille sur la rue. En modifiant l'espace de la cour d'honneur jusque-là réservé à ses étudiants, elle questionne la capacité de l'université à s'inscrire dans son quartier.

La volonté de créer une programmation de rencontres et d'usages communs, montre le désir d'amorcer une transformation symbolique — et temporaire — de la cour d'honneur, de *propriété privée académique*¹⁰⁸ en espace plus ouvert, qui relèverait presque d'une forme d'espace semi-public. On peut donc y déceler le souhait de proposer une nouvelle manière de penser l'Université privée, ainsi que les espaces qui y sont associés : après avoir façonné le quartier Vauban depuis 150 ans, l'Université Catholique de Lille expérimente désormais des modalités d'ouverture de son espace sur le quartier.

Suite à l'appel à projets, c'est la Microtopie « L'Agora c'est le site » de Tom Bigo-Balland et de Louis Ducancelle qui a été retenue. Le projet a été réalisé avec la participation des apprentis du CFA BTP de Roubaix. Pensée sous la forme d'un banc en briques et d'un concassé de terre cuite reliant le banc aux marches de l'entrée de la cour d'honneur, l'Agora est pensée comme un espace polyvalent : on peut y organiser un débat, s'y reposer, écouter un concert ou partager un moment convivial. Véritable « scène pour la vie », elle offre un support d'appropriation multiple, appelé à être investi librement par les étudiant·e·s, habitant·e·s et visiteur·euse·s.

¹⁰⁴ Alamel, A. (2022). Les contours d'un processus de studentification dans un quartier de Lille. *Urbanités*, (16), p. 7.

¹⁰⁵ Terme employé par Alexis Alamel dans son article « Les contours d'un processus de studentification dans un quartier de Lille », (2022).

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ Je souligne.

2.2.2. Intention des architectes : de la pertinence d'ouvrir l'espace privé sur l'espace public

L'entretien réalisé avec Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle a permis de mettre en lumière leurs intentions projetées au sein de cette architecture. L'Agora, qui se place — par sa forme — davantage du côté de la micro-intervention que de la cabane, a été pensée comme une architecture venant faire face à un espace architectural déjà imposant : les marches de la cour d'honneur de l'Université Catholique de Lille.

L'Agora apparaît comme un espace dépassant la simple fonction utilitaire pour se concentrer sur sa fonction symbolique, c'est-à-dire d'espace de parole, pouvant être approprié par les usagers. D'après Louis Ducancelle,

« La seule chose qui a eu du poids, c'est construire une agora. Qui dit agora dit un nombre de personnes qui va venir s'asseoir. Il y a les marches de [l'Université Catholique de Lille], on sait que c'est un endroit de passage. Se placer ici a du sens pour un tas de raisons, et dans leur usage du site. On a pas besoin de savoir le nombre de personnes qui va passer. Il y a les usages conscients (podium, assis, debout, par terre, allongé), et l'inconscient : ça crée une limite, un petit muret, ça scinde, ça séquence la profondeur de la cour, c'est quelque chose que tu contournes. Avant tu longeais le parc pour rejoindre l'axe d'entrée ; là tu contournes 3 000 briques¹⁰⁹. »

On peut retrouver la marque de ces usages du quotidien, particulièrement simples dans les textes de Michel de Certeau : l'idée que ces actions, si minimes soient-elles, participent peu à peu à la construction d'un espace, à sa délimitation. Qu'il permette, même dans sa forme la plus sobre, de créer les limites d'un espace, puis son histoire.

« Pour [Michel de Certeau] « Habiter » c'est investir l'espace, socialement et affectivement, créer des liens avec des individus, des lieux, des bâtiments, des formes urbaines, une mémoire individuelle ou collective. La vie ordinaire ou quotidienne est à la base de la pratique de l'habiter. Celle-ci recouvre les relations sociales de base, les plus simples et les plus variables : relations de voisinage, marcher, aller et venir dans la ville pour travailler ou se distraire¹¹⁰. »

Les usagers de l'Agora réinventent peu à peu les usages de cet espace. Son but n'est pas fonctionnel ; c'est un dispositif pouvant créer de nouveaux usages, faire venir de nouvelles personnes, amplifier les comportements déjà existants près de la cour d'honneur — s'asseoir, échanger, observer. Pour Tom Bigo-Balland, la volonté mise en place

« [se place] dans un autre cadre intellectuel : on ne cherche pas un instantané. On est contre le temps proche. On veut mettre des objets au monde ; écologiquement, ils doivent durer le plus longtemps possible. On croit dans le temps qui fait les choses. C'est peut-être

¹⁰⁹ Entretien avec Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle, architectes, 27 août 2025, Lille.

¹¹⁰ Vidal F. (2010). « Michel de Certeau et l'anthropologie historique de la modernité » in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, p. 100.

une logique peut-être anti-efficace, non marchande, non dans la rentabilité immédiate. On aime des éléments qui ont la capacité d'encaisser le temps et de devenir meilleurs¹¹¹. »

Cette vision met de côté la rentabilité de l'usage du site « même si ce n'est pas utilisé, ce n'est pas grave¹¹² ». On peut cependant noter que cette économie de l'usage peut être plus spécifique à l'Université Catholique de Lille, qui, en sa qualité d'espace privé et fort fréquenté, ne souffre pas d'un défaut d'usage, mais d'ouverture sur le reste du quartier.

Quels peuvent être les avantages à décroiser les espaces privés ? D'apporter de la mobilité, de plus grands espaces pour les habitants du quartier ? Pour l'Université Catholique de Lille, cela remplit plusieurs dimensions : une dimension indéniable d'attractivité et de rayonnement pour leur établissement scolaire, qui peut montrer son patrimoine architectural, et faire de la promotion pour ses enseignements. Mais peut-être, aussi, voir cette Université fermée comme un lieu de convivialité au sein du quartier. Pour Tom Bigo-Balland, l'agora permet une forme de reconfiguration urbaine au sein du quartier ; il explique qu'« il y a une ambition de déplacer du projet qui était de modifier le centre de gravité de la ville, de ramener le point chaud de la ville¹¹³ ». En ce sens, l'agora peut agir comme un point de rencontre de l'espace privé et de l'espace public du quartier.

Lors de l'entretien, Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle ont exposé leur perception actuelle de l'espace public et mis en lumière les enjeux que celui-ci implique dans l'approche d'un territoire en construction. Pour Tom :

« Plus que la voiture, c'est le capitalisme qui a détruit l'espace public. On voit une incohérence croissante : vélos et trottinettes en libre-service, etc. On est passé d'un dispositif pour habiter ensemble à une accumulation d'usages individuels séparés. Il n'y a plus de friction. C'est le premier problème. Le capitalisme en engendre un autre : la société des loisirs, tout devient marchand ; tous les rez-de-chaussée deviennent commerciaux. À Périgueux, à Nantes, en Bretagne, on retrouve les mêmes commerces. Le but est de créer du loisir partout : ça détruit l'espace public. Le troisième problème, c'est la voiture, liée au capitalisme : gestion du temps, de l'énergie, de l'efficacité. [...] Ne plus phaser : produire dans la ville, consommer dans la ville, vendre dans la ville. La ville est un outil de vivre-ensemble. Quand elle devient un outil de consommation, le vivre-ensemble disparaît. On vivait de ses récoltes, de son travail ; il y avait des zones marchandes : le Quai du Wault est la trace des échanges marchands à Lille¹¹⁴. »

Il souligne la nécessité de dépasser une société de consommation et de contrôle de la population pour revenir à des usages plus simples. De ce point de vue, l'Agora permet de revenir à une forme ancienne de la conception de l'espace public, c'est-à-dire un espace d'ouverture et de participation citoyenne, qui ne soit pas contrôlé par des usages marchands, mais se régule autour

¹¹¹ Entretien avec Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle, architectes, 27 août 2025, Lille.

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*

de besoins apparaissant comme non-nécessaires dans une société capitaliste — parler, se retrouver, se reposer, observer (figure 10).

L'espace public — de par sa surveillance fréquente par des dispositifs de sécurité, ainsi que par l'omniprésence de la voiture — apparaît comme un espace restreint. Pour Tom Bigo-Balland,

« L'espace public est hyper contraint à la répartition des flux. C'est Deleuze qui parle de ça : c'est un espace où tu n'es pas libre : tu as des portiques, des passages piétons, ça devient presque labyrinthique. Le corps humain ne peut pas se mouvoir comme il le souhaite. Ça arrive petit à petit depuis deux siècles : l'être humain est de plus en plus contraint, caméras, etc. L'espace public est plus contraint que le privé¹¹⁵. »

L'espace public apparaît comme étant aujourd'hui soumis à une hyper-réglementation qui vise à organiser et contraindre la circulation et les usages des individus. On y retrouve le développement de la société de surveillance (qui se retrouve notamment dans la mise en place de caméras, mais aussi de barrières, et même de signalétique venant réguler et organiser l'espace public). Dès 1975, Michel Foucault développe dans *Surveiller et punir* l'idée selon laquelle la naissance d'une société disciplinaire serait fondée sur la surveillance, la normalisation ainsi que la gestion des corps. L'espace public n'apparaît donc plus comme un lieu de liberté ouvert à tous, mais fonctionne au contraire comme un dispositif disciplinaire à ciel ouvert, au sein desquels les usagers apparaissent comme des flux devant être organisés et surveillés en permanence. Paradoxalement, c'est donc l'espace privé qui ne représente plus un espace contraint, mais est plus libre et détaché de ces normes et réglementations. Dans ce contexte, l'espace de l'Université Catholique peut devenir un lieu plus ouvert, incitant davantage à l'usage... ou au non usage des espaces mis à disposition. Le fait de ne « rien faire » semble relever d'un luxe dont l'espace public n'a aujourd'hui plus l'usage, sinon de façon particulièrement parcimonieuse. Dans l'espace clos de l'Université Catholique de Lille (figure 11), rendre possible le développement d'architectures et d'espaces qui apportent davantage de liberté dans la pratique des espaces.

¹¹⁵ *Ibid.*



Figure 10 : L'Agora comme espace d'usage... ou de non-usage. ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, Lille, 2025.

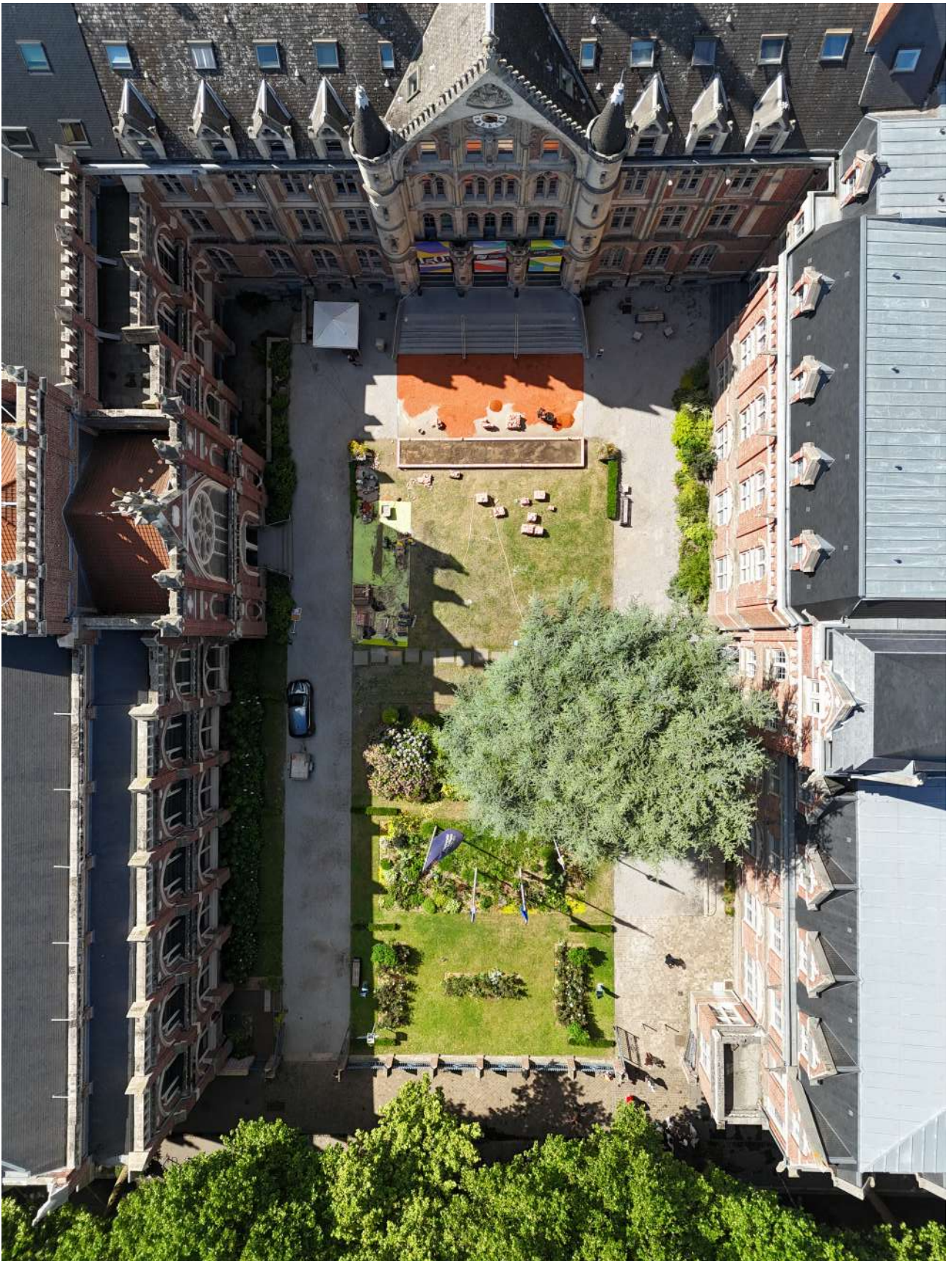


Figure 11 : Chantier de l'Agora au sein de la cour d'honneur de l'Université Catholique de Lille ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, Lille, 2025.

L'espace privé apparaît ici comme un espace de plus grande liberté ; plutôt que de l'ouvrir pour ne faire de l'espace privé et de l'espace public un espace continu et mixte, Louis Ducancelle défend l'idée de clore davantage les espaces publics pour leur octroyer une liberté d'action plus grande. Il explique notamment que :

« mettre des grilles, fermer tout : l'être humain a besoin de clore pour s'accompagner du monde, avoir un cadre appropriable, dire "je suis entre ça et ça", "je suis là au monde". La théorie moderne de dire " on ouvre tout" ne définit pas assez les espaces. Les crises en banlieue sont liées aussi à ça. Le manque de définition fait que des gens se définissent au monde par la violence. Si tu redivises et tu leur permets de dire "ça c'est ton petit lieu", et tu es emboîté dans d'autres lieux, ça permet d'être plus apaisé et serein dans ton appréhension du monde. »

Par là, il défend l'idée qu'un espace donné, clôturé — que celui-ci soit privé ou public — permet *in fine* une meilleure appropriation. En somme, rendre l'espace public plus attractif suppose de ne pas le concevoir comme une ouverture indéfinie de la rue, mais plutôt de développer des espaces à échelle réduite, où architectures et usages puissent être expérimentés, permettant ainsi aux habitants de s'approprier véritablement leur environnement.

Ces deux concepts, en apparence contradictoires, permettent de créer des espaces interstitiels entre les espaces publics et privés ; et peut-être, de cette manière, permettre de créer des lieux urbains de convivialité et de partage. Cette idée appelle notamment la notion d'*in between* défendue par Aldo Van Eyck, et dans laquelle il défend le fait qu'« établir l'*in-between*, c'est réconcilier des polarités conflictuelles ; offrir le lieu où elles peuvent s'échanger et où l'on rétablit les phénomènes-duaux originels¹¹⁶ ».

Au cours de l'entretien mené, Louis Ducancelle et Tom Bigo-Balland expliquent que cette ouverture de l'Université Catholique de Lille s'est ouverte sur l'espace public, mais dans un geste relevant davantage de la symbolique : « la démarcation privé/public est hyper symbolique. Elle est dans nos têtes¹¹⁷ » ils expliquent notamment que

« factuellement, la Catho n'a rien fait : ce n'est pas comme s'ils avaient décidé d'ouvrir le portail tous les jours. Le portail était déjà ouvert. De base on aurait pu aller dans la cour. C'est juste que là y a une tolérance du fait qu'on installe pour que les gens viennent. Ils étaient peut-être choqués de voir un habitant assis sur leur banc ; là, un peu moins. C'est idéologique, c'est symbolique. La barrière était déjà ouverte avant¹¹⁸. »

La microarchitecture s'inscrit dans la démarche d'ouverture de l'espace privé sur l'espace public : de par sa petite échelle elle agit comme une médiation. Installée sur une place, dans un parc ou au pied d'un immeuble, elle transpose dans l'espace collectif des éléments du cadre privé

¹¹⁶ Sack O. (2024). « A symbol with what architecture means as such and should accomplish » in *ARENA Journal of Architectural Research*, 9(1): 4, DOI: <https://doi.org/10.55588/ajar.395> p. 8.

¹¹⁷ Entretien avec Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle, architectes, 27 août 2025, Lille.

¹¹⁸ Entretien avec Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle, architectes, 27 août 2025, Lille.

– une cabane, une pergola, un kiosque – et introduit ainsi une familiarité, une intimité partagée. Dans l'espace privé, elle renoue au contraire avec les grands principes faisant de l'espace public un espace de parole et de développement de la pensée politique en s'inspirant de place publique que représente l'agora. On retrouve ici en germe la pensée de Cornelius Castoriadis d'après laquelle « instituer, c'est réaliser la liberté à l'intérieur d'un réseau de nécessités imposé par les conditions objectives où se situe le sujet politique, celles-ci étant aussi bien d'ordre naturel que social¹¹⁹. » En reprenant la théorie de la liberté instituante, Louis Ducancelle suggère que c'est dans un cadre clair que les pratiques peuvent émerger librement. L'espace public n'est pas « plus libre » parce qu'il est ouvert, mais parce qu'il est appropriable par les habitants, et pensé pour eux. Dans cette veine, il explique qu' « un cadre permet un foisonnement de libertés plus fort que 'tout ouvert'. Il faut que les libertés soient travaillées dans un cadre où les gens connaissent les bords¹²⁰ ».

Là où les grands espaces publics peuvent paraître peu attractifs, trop contrôlants, trop contraints par la voiture, la microarchitecture recompose des sortes "pièces" urbaines, lesquelles rappellent la conception de Camillo Sitte¹²¹ pour qui la ville devait être pensée comme une succession de salles et de séquences. Elle rejoint aussi Aldo van Eyck, qui voyait dans l'*in-between* la condition de la rencontre : ni tout à fait public, ni tout à fait privé, mais un espace intermédiaire où l'on peut s'asseoir, jouer, attendre, échanger. En ce sens, la microarchitecture humanise l'espace public, en le rendant habitable, appropriable, et en ouvrant à chacun la possibilité de vivre le collectif comme une extension de son chez-soi.

2.2.3. Philosophie du projet et modification des usages : la création d'une Agora

Pour répondre à ces ambitions, Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle ont proposé le projet « L'Agora c'est le site ». La microtopie s'articule autour d'un banc en briques — parallélépipède de 13 mètres de long et d'1 mètre 20 de large — et d'un concassé de briques qui relie le banc aux marches de la cour d'honneur dans une forme de continuité visuelle. Dès le dossier de présentation, il est expliqué que

« le projet permet l'usage de la place en son centre. Il invite à repenser nos usages de la cour, à s'y arrêter, à l'utiliser comme une «pièce supplémentaire» de l'université. Sa position permet de définir clairement le site : d'un côté le jardin planté et de l'autre le paysage architecturé. Le parvis n'est plus un simple élément de circulation, il redevient espace. Le projet assume une forme d'autonomie par la forme, une morphologie banale. Car il se sait contextualisé et situé par la matérialité¹²² ».

¹¹⁹ Tranchant T. (2021). « Le peuple instituant et les nouveaux mouvements sociaux : actualité de la théorie du sujet politique de Cornelius Castoriadis », in *Politique et Sociétés*, volume 40, numéro 2, p. 170.

¹²⁰ Entretien avec Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle, architectes, 27 août 2025, Lille.

¹²¹ Cf. Sitte C. (1889). *L'Art de bâtir les villes*, seuil (réédition 1996).

¹²² Bigo-Balland T., Ducancelle L. (2025). Dossier de candidature de la microtopie *L'Agora c'est le site*, p. 3.

À partir de cet axe, trois éléments centraux sont dégagés : la matière (de la brique, en écho aux matériaux de construction du bâtiment de l'Université Catholique de Lille, et plus globalement à ceux du Nord de la France [figure 12]) ; la position de la microtopie (près des « escaliers d'entrée, en face du jardin, légèrement en surplomb, contemplant tout le site. Les usagers s'y installent déjà, au soleil, ensemble, dans la cour¹²³ » modifier un usage donc, sans le transformer radicalement. Enfin, le dernier point est celui de la forme, laquelle est pensée d'après « les qualités du site¹²⁴ », et qui vient souligner la potentialité de nouveaux usages au sein de cet espace : « ce prisme de terre cuite devient une scène pour la vie, un support d'appropriation. Les usages sont multiples. On peut autant y organiser une agora, qu'y faire une sieste ou encore y organiser un concert d'étudiants. Les habitants s'empareront de l'espace¹²⁵ ».



Figure 12 : le matériau privilégié pour la construction de la Microtopie est la brique, déjà omniprésente sur le site. ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, 2025.

¹²³ *Ibid.*, p. 11.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 13.

¹²⁵ *Ibid.*

Lors du chantier, l'équipe d'architectes a été aidée des apprentis du CFA de Roubaix. Pendant plusieurs jours, ils ont aidé à la pose du concassé de briques ainsi qu'à la réalisation du banc en briques (figures 13, 14, 15, 16, 17). Lors de la réalisation du dossier de candidature, la dimension participative du chantier a été pensée : "la simplicité de [la mise en œuvre du projet] ouvre les perspectives d'un chantier participatif : élèves de l'université, habitants et intéressés - chacun est en mesure d'aider et de prendre part au dessin du projet par le jeu de l'appareillage des briques¹²⁶ ».

La Microtopie s'adapte à cet espace qui est contraint par ses barrières et ses bâtiments : « le banc, [...] on n'a pas assez pour faire un espace clos, donc on construit du vide. On construit des espaces : végétal, minéral de scène, etc. Il n'y a aucune paroi, c'est du vide¹²⁷ ». Contrairement aux intentions de l'Université Catholique de Lille qui pensait mettre en place une Microtopie sur le modèle d'une cabane, la Microtopie « L'Agora c'est le site » relève davantage d'une installation peu visible, que l'on aperçoit une fois que l'on rentre dans l'enceinte du bâtiment, et que l'on ne peut pas réellement observer depuis l'extérieur. L'ouverture sur l'espace public se fait donc légère, par l'ouverture des usages — venir manger sur le banc par exemple, venir observer le bâtiment, échanger avec d'autres personnes. Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle relèvent une partie de ces nouveaux usages : « des étudiantes [...] l'ont utilisé comme scène pour des photos [...] globalement les gens n'ont pas peur de monter et s'asseoir¹²⁸ ». L'Agora ne peut ici être réduite à un usage fonctionnel, mais est réinventée par la pratique des usagers. Cette architecture garde en cela une forme d'autonomie, puisque les usages peuvent facilement dépasser les intentions initiales : elle garde sa valeur d'usage même lorsque sa fonction change.

Pour faire de l'espace privé un espace ouvert sur l'espace public — voire un espace semi-public — l'ouverture matérielle doit être accompagnée d'une ouverture sociale pour favoriser une appropriation réelle. Dans le cadre de l'Université Catholique de Lille, la barrière psychologique générée par le sentiment de non-appartenance au lieu peut restreindre la propension des habitants du quartier à venir en son sein. Les ateliers organisés autour de la Microtopie — comme le chantier participatif, ou atelier « pose ta Brik » au sein duquel les habitants peuvent venir installer une brique du banc — permettent de signaler le lieu comme étant ouvert et prêt à accueillir les habitants du quartier. Il est donc important d'accompagner de manière claire et lisible les usages des habitants, afin de signaler la liberté dont ils pourront faire preuve dans l'espace en y revenant ultérieurement. L'atelier « Pose ta brik » a été l'occasion de découvrir cet espace, à la fois pour les élus, les étudiants de l'Université et les personnes du quartier (figure 18). Ce sentiment de familiarité ouvre le champ des possibles pour les usages à venir et permet de rendre plus fine la barrière psychologique qui empêche de venir observer et pratiquer la Microtopie. Ainsi, si l'Université Catholique de Lille a souligné sa volonté que « la Cour d'Honneur se transforme

¹²⁶ *Ibid*, p. 17.

¹²⁷ Entretien avec Tom Bigo-Balland et Louis Ducancelle, architectes, 27 août 2025, Lille.

¹²⁸ *Ibid*.

donc en place du village ouverte sur la rue, lieu de passage apprécié et recherché pour son cadre architectural, espace de bienvenue invitant à se poser ou à se rencontrer, lieu de connaissance et d'information notamment dans son kiosque¹²⁹ », l'efficacité du projet est entravée par les grilles de l'Université, qui instaurent une barrière psychologique importante. Faustine Horgnies explique ainsi que l'ouverture de l'espace privé sur l'espace public a été limitée par la présence des portails : « les grilles, elles sont impressionnantes. Pour moi, le franchissement, déjà, s'il n'y avait pas de muret ni de grille, ça changerait tout. Mais ça, on ne peut pas demander à l'Agora d'en faire un mur d'enceinte. Et ça se trouve, ce n'est pas à faire¹³⁰. » Le travail sur la frontière et sur la notion de limite au sein du quartier reste donc un enjeu de taille.

L'Agora apparaît comme une expérimentation à l'échelle du quartier ; elle questionne la porosité entre espace privé et espace public, mais également la capacité de la microarchitecture à transformer de manière symbolique les usages d'un lieu. Si elle ne peut pas radicalement bouleverser les logiques profondes et anciennes de ces espaces, elle peut peu à peu modifier l'appropriation de l'espace par les habitants ainsi que par les personnes qui fréquentent habituellement ces lieux. Elle résulte d'une volonté de réconcilier les notions d'ouverture et de clôture, lesquelles peuvent, de prime abord, apparaître comme étant profondément antinomiques. La micro-intervention architecturale peut donc être utilisée comme levier d'activation afin de donner plus de sens et d'ouverture aux espaces collectifs, que ceux-ci soient privés ou publics.



¹²⁹ Université Catholique de Lille (2025). « La Place du village : fédérer 150 ans d'histoire » document cité, p. 3.

¹³⁰ Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.









Figures 13, 14, 15, 16, 17 : construction de la Microtopie avec les apprentis du CFA de Roubaix. ©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, Lille, 2025.



Figure 18 : Participation du maire de Lille, Arnaud Deslandes, à l'atelier « Pose ta brik » pendant le chantier de l'Agora.
©Tom Bigo-Balland, Louis Ducancelle, Lille, 2025.

2.3. La microarchitecture en espace rural : dynamiser les territoires par la participation citoyenne.

Les espaces ruraux offrent une approche différente de l'espace public. Celui-ci peut être plus diffus, puisque couvrant des espaces libres de passage présent de manière étalée dans le territoire — par exemple un bois ou le bord d'un lac ou d'une rivière. Les dynamiques à l'œuvre dans la dynamisation de ces territoires sont alors différentes. Il s'agit moins de repenser les usages que de créer des espaces pensés pour les habitants, de leur offrir des lieux de rencontre dans des espaces qui sont déjà pratiqués et vécus. L'un des enjeux du projet est donc de faire comprendre aux habitants un projet qui s'inscrit dans un territoire déjà familier. Leur montrer l'apport de ce projet sur ce territoire, et leur donner les clefs pour qu'ils s'approprient et profitent de ce nouvel espace architectural.

2.3.1. Les ateliers pédagogiques : un levier de transformation de la commande architecturale.

Lors de la construction de la cabane *Aestus* en juillet 2024, certaines réticences ont été remarquées sur le territoire. Certains habitants exprimaient leur incompréhension vis-à-vis du projet, de même que leur inquiétude à l'idée que celui-ci puisse être « parachuté » et réalisé par un collectif ne venant pas du territoire et n'ayant pas conscience de ses enjeux. Face à ces réserves, il a été important de penser le projet comme intégrant les habitants lors de sa conception et de sa réalisation. La micro-intervention architecturale doit également être la représentation d'une autre manière de concevoir l'espace — notamment par l'idée de co-construction et de celle d'un apprentissage partagé.

Dans un premier temps, l'intégration des habitants dans le projet leur permet d'être sensibilisé aux enjeux de la construction de la micro-intervention, et de ne plus voir celui-ci comme étant détachés de leur territoire. Dans le cadre de la mise en place de la microarchitecture *Aestus*, cet enjeu a été abordé par l'intégration des classes de petite section, moyenne section, grande section et CP à des ateliers de peinture de tuiles. Les ateliers commençaient par une description du projet, ainsi que des questions posées aux enfants sur la compréhension de la cabane et du projet qui allait être réalisé. Il s'agissait également de les questionner sur le rapport qu'ils entretenaient avec le lieu d'implantation — le marais de la Marque. Les réponses ont permis de cerner aux mieux leur usage du lieu : il s'agissait pour la plupart de promenades dominicales avec leurs parents, qu'ils complétaient parfois d'un passage à l'aire de jeux située à proximité du lieu d'implantation d'*Aestus*. Nous leur parlions ensuite des tuiles utilisées et de leur précédent usage — couvrir le toit d'un particulier — afin qu'ils puissent être sensibilisés à la notion de réemploi. Lors des ateliers, la liberté des enfants devait être centrale : aucun sujet n'était imposé, afin qu'ils puissent représenter quelque chose qu'ils aimaient, qui les représentaient ou qu'ils trouvaient simplement esthétique (figures 19, 20 et 21).







Figures 19, 20 et 21 : atelier de peinture sur tuiles avec les élèves de l'école primaire Jean de la Fontaine à Péronne-en-Mélantois. © Ilana Rémy-Renahy, Péronne-en-Mélantois, 2024.

La participation des enfants leur permet une appropriation de la cabane. Elle est aussi pour eux l'assurance de ne pas la découvrir lors de sa réalisation, mais de retrouver en son sein des éléments qui leur sont déjà familiers. En tant que constructeurs, cette participation permettait également de faire revenir sur site les enfants ainsi que les parents de l'école, et donc de faire connaître l'installation. Cette démarche a permis de

« valoriser les liens avec des acteurs locaux, l'école notamment. Au-delà du cadre scolaire, ça a permis de fédérer avec les habitants, créer du lien avec les enfants la semaine où on a animé les ateliers, ça a été un grand plus pour la cabane et pour le projet. Il y avait un vrai engouement, ils ont parlé de tuiles pendant une semaine, ils ont compris comment ça allait fonctionner. [...] Les enfants sont venus pendant la période de construction, en juillet les enfants sont repassés retrouver leur tuile dans la cabane. La première semaine il y avait déjà de l'effervescence, j'y suis retourné, 3 semaines après, sur un week-end, c'était les oncles, les tantes, les papys, les mamies qui venaient voir les œuvres des enfants, tout le monde était super enjoué¹³¹ ».

Cette participation de l'école primaire a permis de faire connaître le projet par le bouche-à-oreille, et donc de limiter les craintes qui avaient été soulevées par certains habitants. Cela a également permis de faire sortir les enfants du cadre de l'école, notamment en leur proposant un atelier de découvert du prototype présent dans la cabane — un système de cuve activé par la présence de pluie. Par cet atelier, ils ont pu découvrir différemment l'espace public qu'ils ont l'habitude de fréquenter, notamment en échangeant autour de leur pratique de ce lieu.

Lors de l'édition 2024, la microtopie *Dessine-moi une cabane* (figure 22) a elle aussi décidé de travailler sur l'implication des pré-ados dans la conception de la cabane. *Microtopies, chantiers ouverts au public* détaille cette attention portée aux adolescents dans le projet : « Le collectif a proposé et fait de la participation en amont en plus d'inclure des activités après pour la vie de la Microtopie. Elles ont donc co-élaboré et co-construit avec des enfants, qui représentent un public souvent éloigné des concertations. Ce cas de figure est aussi lié à une commune engagée qui a souhaité une telle participation¹³² ».

¹³¹ Extrait de l'entretien mené avec Pierre-Louis Noez, cité dans le livre *Microtopies, chantiers ouverts au public* (2024), *op. cit.*, p. 98.

¹³² Métroforum, WAAO. (2024). *Microtopies, chantiers ouverts au public*, *op. cit.*, p. 100



Figure 22 : la microtopie *Dessine-moi une cabane* réalisée par l'atelier Fracasse lors de l'édition 2024 du festival *Microtopies*. © Julien Lelièvre 2024.

Le constat de départ est celui d'un manque d'espaces publics appropriables pour ces enfants, lesquels

« se plaignent du peu d'intimité et de tranquillité qui en découlent et souhaiteraient donc vraiment avoir un espace qui leur soit dédié. Cette cabane pourrait être l'espace approprié et identifié comme le lieu repère pour les pré-ados lors des temps de centre aéré. Hors de ces temps périscolaires et extrascolaires, la cabane deviendra un lieu abrité de rencontres et de retrouvailles pour tout âge et tout type de public dans ce parc si fréquenté¹³³ ».

Les préadolescents ont donc participé à un tour de table fin de sélectionner les cinq adjectifs qui devaient définir l'ambiance de la cabane. Le second atelier a consisté en une analyse du site du parc en questionnant leur perception de celui-ci. Le postulat de cette expérience se rapproche de celui de la cabane *Aestus* : « Les jeunes en s'investissant dans la réflexion et la construction de leur cabane se sentiront légitimes à se l'approprier¹³⁴ ». Pour Faustine Horgnies, la présence des

¹³³ Atelier Fracasse (2024). Extrait du dossier de candidature de la microtopie *Dessine-moi une cabane*, p. 11.

¹³⁴ *Ibid*, p. 12.

microarchitectures dans l'espace public rural est aussi importante que celle dans le milieu urbain, puisqu'elle soulève des enjeux propres à ces territoires :

« en milieu rural, les microtopies ont d'autres enjeux : elles préservent, elles marquent un repère, un point de rendez-vous. Comme il y a moins d'offres et moins de passage, parfois l'activation est même plus forte. L'avantage, c'est que ces dispositifs s'adaptent partout, et même si on ne les "active" pas officiellement, les gens finissent toujours par se les approprier. Elles marquent aussi le critère de la préservation des milieux, [mais aussi] les critères d'identification et de fréquentation. Et parfois, c'est encore plus fort dans l'activation, parce qu'il y a [...] rien parfois autour ¹³⁵. »

La microarchitecture, lorsqu'elle est accompagnée d'ateliers participatifs, prend une résonance particulière dans les territoires ruraux. Là où les espaces publics sont moins nombreux, plus diffus et parfois réduits à quelques places de village, équipements municipaux ou espaces de nature, la microtopie peut créer du lien à l'espace et aux autres en devenant un nouveau point de centralité. La micro-installation s'inscrit dans un espace naturel déjà familier, mais peu investi comme lieu de sociabilité : par le biais des ateliers menés avec les enfants et leurs familles, les lieux sont redéfinis comme espaces de rencontre et de partage. Dans le cadre rural comme dans le cadre urbain, les microarchitectures permettent de disposer de lieux repères accessibles et identifiables. Elles valorisent également les spécificités des territoires, en mettant en avant le cadre parfois exceptionnel des sites au sein desquels sont implantées les microtopies. À Péronne-en-Mélantois, à proximité du marais de la Marque, la microtopie reprend en partie l'esprit de l'observatoire à oiseaux situé un peu plus loin sur le site (figure 23). Grâce à son système de tuiles mobiles, qui s'ouvrent ou se rabattent, elle invite les habitants à poser un regard neuf sur un environnement qui leur est familier. À Sainghin-en-Mélantois, la microtopie *Chez Prunella* souligne la biodiversité du site en mettant en avant les haies ainsi que la faune et la flore présentes (figure 24). Faustine Horgnies souligne l'importance de ces ateliers dans l'appropriation de l'objet architectural par les habitants :

"Les microtopies, si elles ne sont pas activées par les habitants, ça reste juste des objets. Notre rôle, c'est d'accompagner, de transmettre, d'adapter le vocabulaire pour que les gens se les approprient. Sinon, on retombe dans une architecture-objet, un peu "star", qui n'a pas vraiment de sens. Ce qui nous importe, c'est de travailler avec les gens, à une échelle plus large que celle du simple objet¹³⁶. »

¹³⁵ Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.

¹³⁶ Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.



Figure 23 : la microtopie Aestus reprend réalisée lors de l'édition 2024 du festival Microtopies. © Julien Lelièvre, Péronne-en-Mélantois, 2024.



Figure 24 : la microtopie Chez Prunella souligne la biodiversité du site et invite à être attentif à son environnement. © Julien Lelièvre, Sainghain-en-Mélantois, 2024.

2.3.2. La création de cartes sensibles : pour une réappropriation des espaces publics par les habitants.

Les expériences de microarchitectures participatives en milieu rural mettent en avant la capacité de gestes modestes à transformer la perception et l'usage des espaces publics, que ces derniers soient urbains ou ruraux. Elles montrent aussi l'importance d'intégrer les habitants dès les premières étapes du projet, afin que l'objet architectural devienne un support d'appropriation collective. Cette question de l'appropriation renvoie directement à un autre outil de médiation mis en avant lors de l'édition 2025 du festival *Microtopies* : la cartographie sensible. Là où les chantiers publics invitent les habitants à prendre part au projet pour modifier leurs espaces communs, la carte sensible propose de co-construire et de repenser la représentation partagée du territoire.

Elle permet aux habitants de réfléchir autour leur vécu de l'espace public — que celui-ci soit positif ou négatif — pour les inviter à repenser leur appréhension du lieu, à le voir sous un jour différent, dans un mouvement impulsé par la mise en place des microarchitectures. Là où les espaces publics sont perçus comme des lieux de passage ou d'usages définis — surveiller son enfant dans un parc, aller s'asseoir sur un banc... — la cartographie sensible permet une appréhension différente du lieu, par le prisme de l'environnement ainsi que des sensations. En ce sens, elle peut contribuer à la réappropriation des espaces publics.

La cartographie sensible permet de faire émerger la perception sensible des espaces vécus, sans se focaliser sur ses usages « classiques » et attendus. On s'attarde ici davantage sur les sons, les odeurs, les souvenirs convoqués par l'espace public. Elle est donc « pensée comme une alternative aux modalités de représentation objectivante de l'espace. Elle leur préfère une approche incarnée et située dans le corps de la personne qui les produit, et sa signification émerge d'une recherche plastique¹³⁷ ». Lors de l'édition 2025 du festival *Microtopies*, un kit pédagogique commun à toutes les cabanes a donc été pensé. L'idée était de partir de cette idée de *territoire vécu* en mettant l'emphase sur le lien que les habitants — et notamment les enfants — entretenaient avec l'espace public qui accueillait la microarchitecture. Le kit a donc été centré autour de trois activités (une histoire, une activité manuelle de découpe de formes ainsi qu'une carte sensible) toutes réunies par le même thème : celui des sensations. Ces trois activités permettent de mettre en place des promenades autour de la microtopie, tout en s'appuyant sur l'exploration guidée de sa perception du territoire. Afin de s'adapter au mieux aux spécificités de chaque territoire, chaque site dispose d'un fond de carte distinct (figures 25, 26 et 27). Le but est de provoquer une forme de réappropriation de l'espace de la part des habitants : la carte devient un moyen de médiation qui rend tangible l'espace vécu et les souvenirs et sensations qui les lient à des espaces qu'ils traversent parfois tous les jours. Pour l'anthropologue Tom Ingold, la cartographie sensible (au sens de sensorielle mais également d'émotionnelle) permet d'une part de mobiliser les habitants, et d'autre part de susciter une implication, notamment en rendant

¹³⁷ Performascope (2021). « Cartographie sensible », Lexique interdisciplinaire des performances et de la recherche-création, Grenoble : Université Grenoble Alpes, [en ligne] : <http://performascope.univ-grenoble-alpes.fr/fr/detail/177603>

compte de « la manière dont des habitants d'un territoire utilisent et vivent dans un environnement donné¹³⁸ ». La cartographie devient forme de dialogue entre les habitants et ces espaces ; là où l'espace public se fait superposition de volontés politiques, parfois détachées des volontés des habitants, la carte permet de mettre en forme l'appartenance à un lieu, jusqu'à mettre en place une forme de langage venant compléter la parole. Comme l'explique Gilles Deleuze, la carte est alors un objet à la fois matériel, social et politique¹³⁹, et permet de changer, de manière symbolique, la valeur que l'on accorde aux espaces publics. Ce changement de paradigme permet d'amorcer un changement d'usage prolongé par la mise en place de la microarchitecture :

« l'intérêt de cette production cartographique, c'est qu'elle n'est pas conçue comme une représentation de savoirs déjà acquis mais comme une occasion d'apprentissage et d'observation qui affûte les sensibilités concrètes - des émotions, des ressentis, des peurs, des désirs - qui s'éveillent dans nos traversées quotidiennes ou exceptionnelles de l'espace¹⁴⁰. »

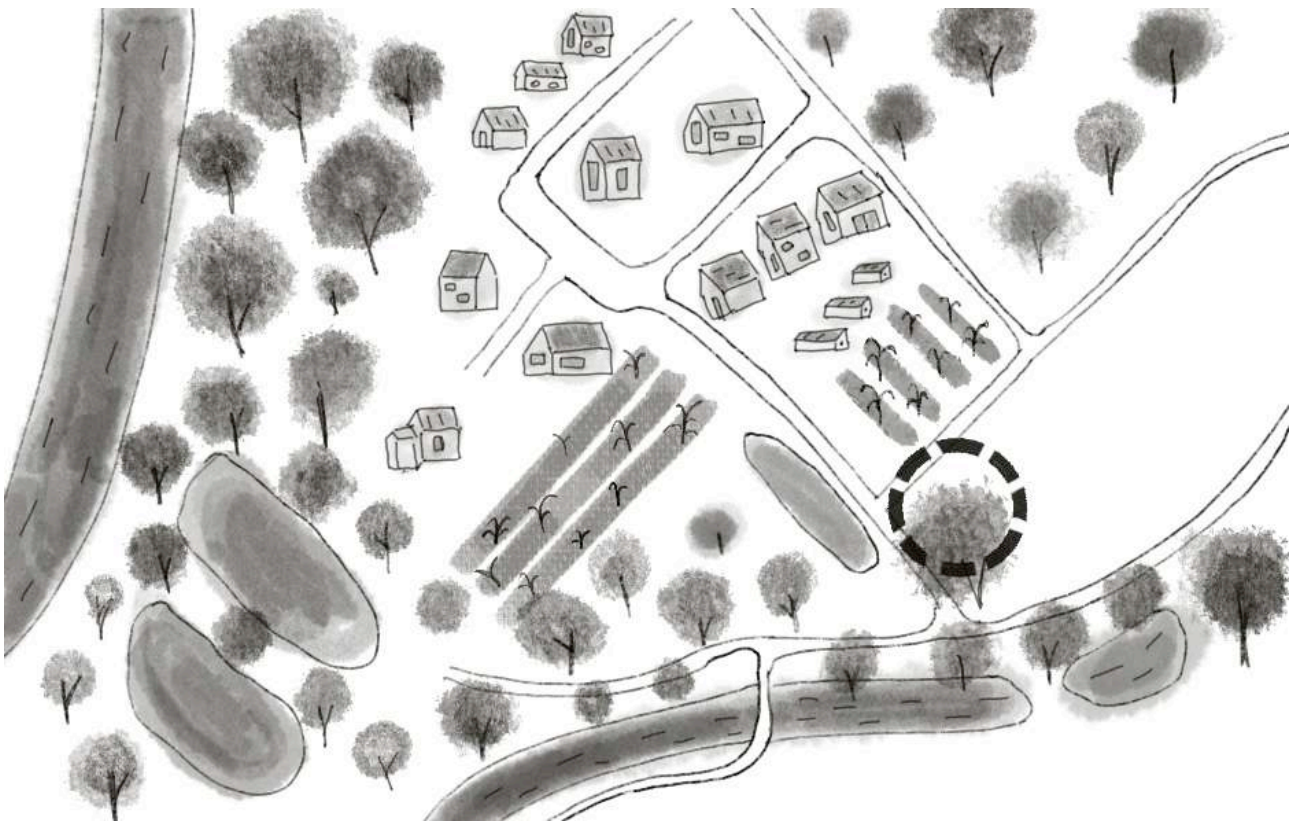


Figure 25 : fond de carte du lieu d'implantation de la microtopie de la commune de Don. © Ilana Rémy-Renahy — WAAO, 2025.

¹³⁸ Ingold T. (2013). *Marcher avec les dragons*, Bruxelles, Zones sensibles, p. 217.

¹³⁹ Deleuze G., Guattari F. (1980). *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Les Éditions de Minuit, p. 20.

¹⁴⁰ Performascope (2021). « Cartographie sensible », : Lexique interdisciplinaire des performances et de la recherche-création, Grenoble : Université Grenoble Alpes [en ligne] : <http://performascope.univ-grenoble-alpes.fr/fr/detail/177603>

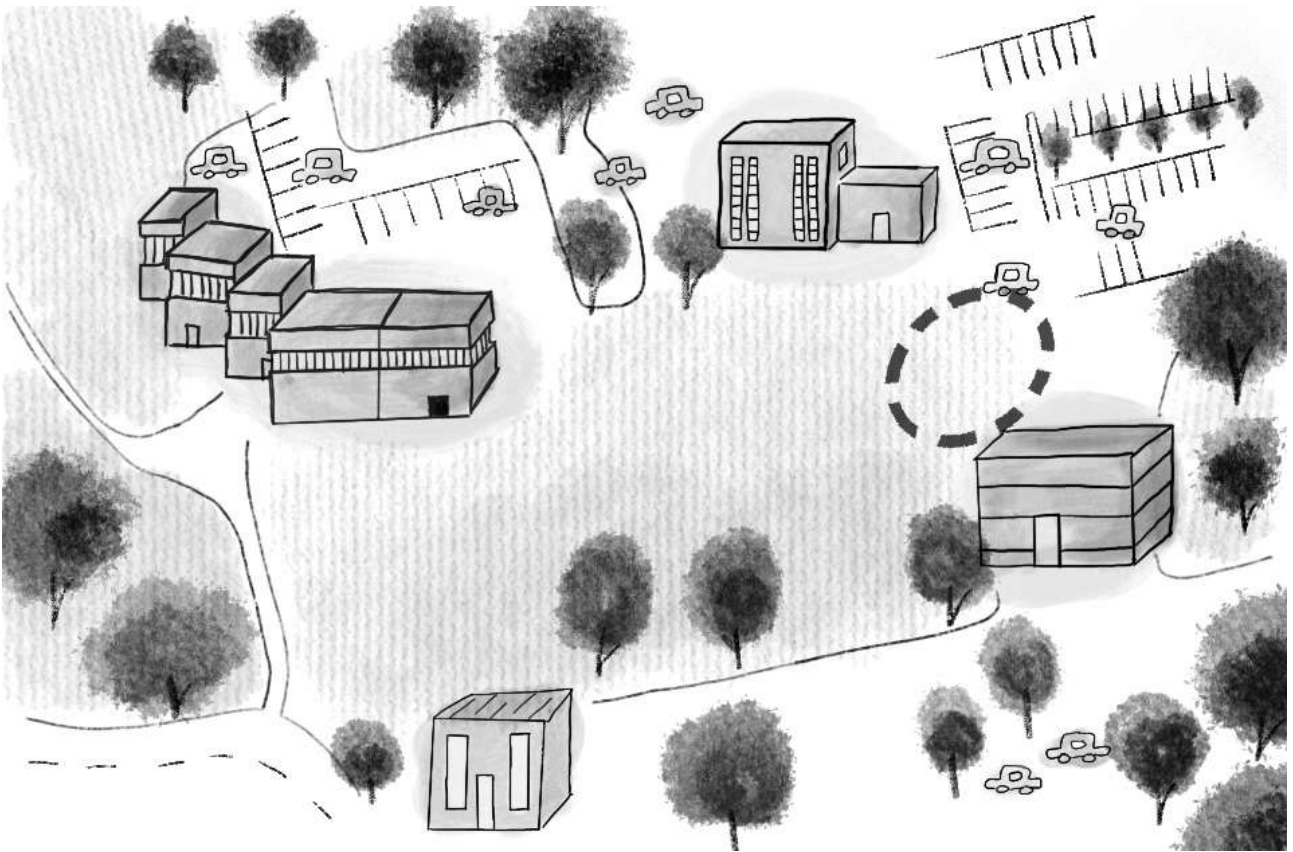


Figure 26 : fond de carte du lieu d'implantation de la microtopie de la commune de Wattignies. © Ilana Rémy-Renahy — WAAO, 2025.



Figure 27 : fond de carte du lieu d'implantation de la microtopie de la commune d'Erguinghem-Lys. © Ilana Rémy-Renahy — WAAO, 2025.

III. Microarchitectures en QPV : activer et transformer l'espace public

Les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (aussi appelés QPV) sont définis comme des territoires urbains caractérisés par des difficultés socio-économiques plus marquées que la moyenne, notamment en termes de chômage, de pauvreté et d'accès aux services publics¹⁴¹. Depuis la loi de 2014 relative à la politique de la ville et à la cohésion urbaine, ils constituent les territoires d'action du contrat de ville, signé pour six ans, qui vise à réduire les inégalités sociales et territoriales. Ce contrat mobilise divers acteurs – collectivités, État, bailleurs sociaux, associations – autour de sujets tels que l'éducation, l'emploi, le cadre de vie et la cohésion sociale. Dans ce cadre, le festival Microtopies porté par le WAAO intervient dans trois communes de la Métropole Européenne de Lille classées comme Quartiers Prioritaires de la Ville : Wattignies, Loos et Villeneuve-d'Ascq. On retrouve dans ces communes des quartiers avec des taux de pauvreté importants (45% des habitants du quartier du Blanc-Riez à Wattignies¹⁴² vivent sous le seuil de pauvreté, tandis que 26% des habitants du quartier des Oliveaux à Loos sont au chômage¹⁴³). Ces difficultés sont couplées à des projets de requalification urbaine lourds, comme dans le quartier des Oliveaux. Ces enjeux peuvent mener les habitants à une perte de repères et de liens sociaux au sein de leur propre quartier. Dans ce cadre, le festival Microtopies a été intégré au contrat de ville, permettant d'être intégré en tant que projet urbain au sein de ces quartiers.

3.1. La microarchitecture face aux enjeux des espaces publics en quartiers politiques de la ville.

Dans les quartiers prioritaires de la ville, la microarchitecture occupe un rôle relevant de l'urbanisme transitoire (par des actions rapides, peu coûteuses, qui tentent de nouveaux usages et occupent des lieux destinés à être réaménagés) voire de l'urbanisme tactique. L'action de la microarchitecture, intervenant sur un temps court, rompt avec la longue temporalité des projets d'aménagement de ces quartiers. À Wattignies par exemple, la reconfiguration lourde du quartier des Oliveaux met en avant l'importance d'apporter de manière rapide des points de repère pour la population, ainsi que pour les enfants des espaces de liberté et d'ouverture qui rompt avec l'omniprésence des travaux dans l'espace public. L'entretien mené avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au sein du WAAO permet d'analyser ces dynamiques mises à l'œuvre. Elle confirme au cours de cet entretien cette temporalité intermédiaire, puisque la microarchitecture représente au sein des QPV un objet éphémère — bien que pouvant être pérennisé selon les désirs et besoins de la mairie — inséré, en QPV, dans un cycle plus long d'actions et de médiation, initié notamment par le contrat de ville d'une durée de six ans : « les Microtopies sont quand même des micro-architectures à vocation éphémère, on est sur une

¹⁴¹ ANCT, « Quartiers prioritaires - Réduire les écarts de développement entre les territoires » rapport en ligne : <https://anct.gouv.fr/quartiers-prioritaires>

¹⁴² ANCT, SIG Ville, « Les quartiers prioritaires : leur cartographie et leurs données - Wattignies » : <https://sig.ville.gouv.fr/territoire/QN05987M?>

¹⁴³ ANCT, SIG Ville « Les quartiers prioritaires : leur cartographie et leurs données - Loos » <https://sig.ville.gouv.fr/territoire/QN05975M>

temporalité, on va dire, techniquement parlant, de six mois. Mais justement, dans les quartiers prioritaires de la ville, le projet dure normalement une année complète¹⁴⁴. » Cet allongement temporel permet d'accroître l'ancrage territorial, notamment en permettant d'approfondir l'activation de la microarchitecture par les acteurs du quartier. Cela permet de faire de l'installation la première étape d'une démarche de préfiguration. À Loos par exemple, l'appropriation par les enfants de la microtopie *En forme* permet de préfigurer la reconfiguration du quartier des Oliveaux, destiné à devenir la Cité des Enfants (figure 27).



Figure 27 : dossier de candidature de la microtopie *En forme* ! Réalisée lors de l'édition 2025 du festival *Microtopies*. © Atelier Fracasse 2024.

Dans le cahier de conception de leur microtopie, le collectif Atelier Fracasse analyse les enjeux du site : « héritage des politiques de construction des grands ensembles des années 1950 et 1960, le quartier des Oliveaux [...] souffre d'un isolement et d'un enclavement urbain important. Il a cependant de nombreux atouts, comme ses espaces verts, son tissu associatif et sa proximité immédiate du cœur métropolitain. C'est un quartier calme où il est difficile de mobiliser les habitants¹⁴⁵. »

L'enjeu du site a donc été de mobiliser les acteurs du territoire — notamment socio-culturels, par le centre social Mosaïque, la Maison du projet ou la Fabrique de l'emploi — afin que ceux-ci puissent intégrer les habitants au projet. Ce relai était indispensable afin de pouvoir profiter de la

¹⁴⁴ Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

¹⁴⁵ Atelier Fracasse, cahier de conception de la microtopie *En forme* ! Réalisée lors de l'édition 2025 du festival *Microtopies*, p. 3.

mise en relation déjà établie entre les habitants et ces structures. Le cahier de conception met en avant la vision d'habitants impliqués dans l'associatif au sein du quartier ; pour Nathalie Ficheux, qui fait partie de l'AREFEP, de l'association sur les jardins partagés de Loos, et de l'association des Nattes vertes,

« les atouts du quartier sont les nombreux et divers espaces verts. Les contraintes sont liées au grand chantier de reconversion du quartier. La circulation est devenue très compliquée. Ce projet est pour moi un projet de gentrification. Au début, on ne comprenait rien à la transformation du quartier, aujourd'hui c'est beaucoup plus clair. C'est très compliqué pour les habitants de vivre dans la déconstruction de leur habitat. Des temps forts sont quand même prévus pour célébrer la disparition des tours avec un vrai travail de mémoire et de deuil. Aujourd'hui, on a compris que le quartier allait être plus agréable à vivre, plus dynamique, mais beaucoup moins mixte¹⁴⁶... »

Face à cette violence symbolique de destruction de leur quartier, les habitants doivent trouver des lieux de rencontre et de partage afin de retrouver une forme de centralité. En ce sens, la microtopie peut constituer un point de rendez-vous pour ces habitants, notamment pour les enfants qui sont évoqués ici. Nathalie Ficheux explicite également la forme qu'elle souhaite projeter pour la cabane : « Pour moi, la cabane doit être fonctionnelle ou multifonctionnelle et doit mobiliser les gens en incluant notamment les enfants pendant les vacances ou les weekends. Elle doit viser la convivialité, s'asseoir, se poser simplement pour se retrouver, pique-niquer ou même être ludique pour les enfants car il manque d'infrastructures dans le quartier pour eux¹⁴⁷. » Myriam Audesson, qui fait partie de la Maison du Projet de Loos, partage cette vision ; d'après elle, « la cabane doit être utilisée par les jeunes une fois construite, être un réel espace de jeu car c'est un cruel manque dans le quartier, surtout pour les jeunes de 8/12 ans¹⁴⁸ ». Une habitant partage, quant à elle, la constatation d'un manque d'activation de l'espace public :

« ce parc est sale et jamais utilisé, du moins pour y rester, en même temps il n'y a aucune infrastructure, pas de bancs, de tables pour se retrouver, ce qui aurait pu être utile pour tous les adultes qui doivent surveiller leurs enfants dans les jeux juste à côté du parc. Aujourd'hui, c'est juste un lieu de passage et encore... Dommage, parce qu'il pourrait avoir du potentiel dans ce parc, avec ces collines et ces arbres¹⁴⁹. »

Pour l'Atelier Fracasse, cette activation de l'espace public passe par la mise en place d'objets symboliques : des totems. À l'instar des cartes sensibles, ils permettent de faire réfléchir les habitants sur leur vécu près de ce quartier, et interrogent ce qu'ils souhaitent conserver de cet endroit : « ces totems reprendront les couleurs de la cabane et seront apposés sur le haut des

¹⁴⁶ *Ibid*, p. 4.

¹⁴⁷ *Ibid*.

¹⁴⁸ *Ibid*, p. 5.

¹⁴⁹ *Ibid*, p. 6.

quatre poteaux de la structure. Il s'agit d'impliquer les enfants du quartier, les parents et autres participants à ce projet, qu'ils se l'approprient et en fasse un lieu de réunion¹⁵⁰ » (figure 28).

Se retrouver autour d'un objet symbolique

Dans cette même dynamique de faire participer les habitants au projet de la cabane, des ateliers de création de totems seront réalisés durant la semaine de chantier. Ces totems reprendront les couleurs de la cabane et seront apposés sur le haut des quatre poteaux de la structure. Il s'agit d'impliquer les enfants du quartier, les parents et autres participants à ce projet, qu'ils se l'approprient et en fasse un lieu de réunion. Nous avons choisi d'établir ces temps de création autour du totem car c'est un objet symbolique, qui sert d'emblème à un groupe de personnes comme une famille, un clan ou une tribu.

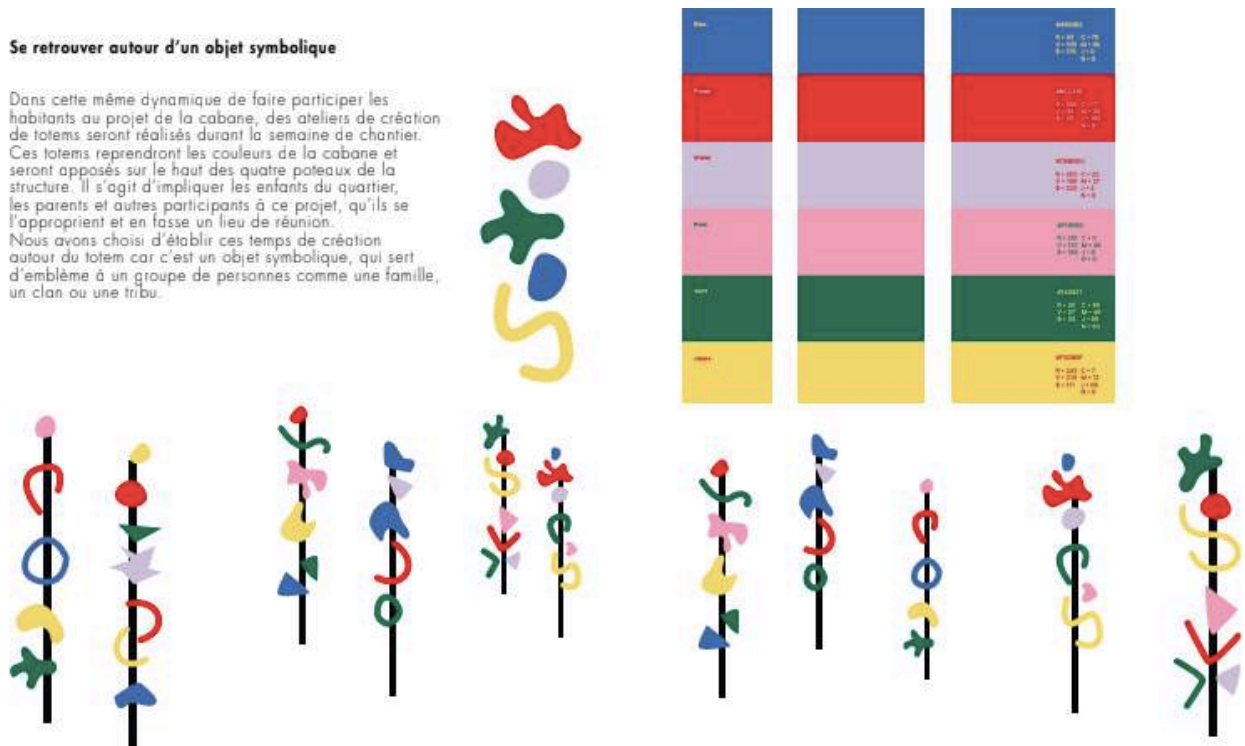


Figure 28 : dossier de candidature de la microtopie En forme ! Réalisée lors de l'édition 2025 du festival Microtopies et montrant le projet des totems. © Atelier Fracasse 2024.

Le WAAO a donc mis en place la réalisation de ces ateliers de fabrication de totems, en lien avec le centre social Mosaïque. Ce partenariat a permis d'intégrer des familles au projet, avec un nombre de participants important et joué à chacune des étapes de création. Les trois ateliers ont permis de développer les usages des habitants de la microtopie, certains expliquant qu'ils se rendaient régulièrement à la microarchitecture après l'école — *En forme !* étant située à proximité de l'école primaire Sand-Daudet (figures 29, 30, 31, 32, et 33). La microarchitecture permet de créer de nouveaux usages au sein de l'espace public, activation nécessaire à la suite du foudroyage de la tour Kennedy (figure 34) qui a laissé un trou dans le paysage du quartier.

¹⁵⁰ Ibid.



Figures 29, 30, 31, 32, 33 : atelier de création de totems près de la microtopie En forme ! à Loos : enfants et parents s'approprient la microarchitecture. © Ilana Rémy-Renahy 2025.











Figure 34 : foudroyage de la tour Kennedy à Loos en juillet 2025. © Actu 2025.

Ces microarchitectures peuvent devenir des ressources partagées par les habitants — à Loos, elle enrichit le jardin partagé du site de la cantine verte en donnant aux enfants un espace de jeu supplémentaire. À Wattignies, la microarchitecture *À table*, située sur une place peu aménagée — entourée de commerces mais ne disposant d’aucun mobilier urbain par exemple — permet de convertir des lieux résiduels et peu attractifs en espaces d’hospitalité accessibles pour les habitants, car situés à deux pas de chez eux. Pour Lara Häger, la microarchitecture permet de transformer des « espaces en creux » en espaces publics activés : « la microarchitecture [...] permet de se poser, de se rassembler, de déjeuner, ensemble [...] de dynamiser cet ancien mont de terre qui était laissé à l’abandon après la destruction du centre commercial¹⁵¹ ». À Loos, l’efficacité du changement d’usage impulsé par la construction de la microtopie a prouvé son efficacité, puisqu’aujourd’hui, Lara Häger souligne que :

« la chargée de politique de la ville [...] disait qu’il y avait beaucoup de familles qui se permettaient maintenant de pique-niquer, qui se permettaient aussi juste de se poser. Et ça rendait le passage de la Cantine Verte dynamique. Et les espaces aussi, notamment l’Espace Mosaïque qui exploite maintenant tout seul, sans notre intervention, cette cantine verte¹⁵² ».

Les usages du parc, qui étaient auparavant ponctuels, peuvent s’intensifier et être marqués visuellement par la présence de la microarchitecture, qui vient marquer l’usage dans l’espace, dans une sorte d’activation spatiale. Cette activation va de pair avec le développement d’une

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² *Ibid.*

identité narrative relative au quartier. À Wattignies par exemple, la microarchitecture À *table* est l'occasion pour les habitants de raconter l'histoire de leur quartier, ce qui renforce leur appropriation du lieu : « lors de l'inauguration, il y a eu beaucoup de dialogues faits avec les habitants, habitantes et dont des personnes d'un certain âge qui racontaient l'histoire du quartier du Blanc-Rilliers et qui disaient que c'était hyper innovant, cette micro-architecture qui permet de se poser, de se rassembler, de déjeuner ensemble¹⁵³ ». La microarchitecture n'est plus alors simplement perçue comme un objet architectural, mais participe de la création d'un lieu et de la construction de l'espace public du quartier grâce à l'appropriation des habitants. Cette appropriation est d'autant plus nécessaire que les microarchitectures interviennent dans des espaces qui sont souvent méconnus — voire ignorés : cette intervention permet de relier cet espace au reste du quartier, comme l'explique Lara Häger : « on permet une sorte de redynamiser un *no man's land* qui n'est pas nommé par les communes, mais qui en ont besoin¹⁵⁴ » ; et ce, « autant aux villes métropoles qu'aux villes plus communales, que ça soit en milieu urbain, en milieu semi-rural¹⁵⁵ ». La microarchitecture permet de révéler des usages, et donc d'activer les espaces publics qui accueillent ces microinterventions. Cette activation se poursuit à l'échelle du quartier, puisque comme l'explique Lara Häger, « l'espace Mosaïque [...] exploite maintenant tout seul, sans notre intervention, cette Cantine Verte¹⁵⁶ ». La réussite du projet se mesure donc également à la capacité des acteurs locaux à poursuivre l'usage de la microarchitecture sans la présence du WAAO ou de l'équipe d'architectes lauréats. La microarchitecture se place, à Loos, dans une coproduction d'usages répartie entre les habitants et les acteurs locaux.

La mise en place de la microarchitecture au sein des quartiers politique de la ville nécessite d'ajuster la temporalité aux besoins du territoire, afin que les effets de la microintervention puisse être efficace et durer dans le temps. En terme de calendrier, le festival de microarchitectures démarre en même temps dans les quartiers politique de la ville et les autres communes ; en amont, le lien avec les associations et acteurs du quartier est néanmoins plus approfondi. Sont organisés des ateliers avec différents publics présents sur la commune — enfants, adolescents, familles... l'idée est de les intégrer tout au long du festival, afin qu'ils puissent s'approprier au mieux cet espace par la suite. Lara Häger explique que le festival débute « en juillet, avec des phases de préparation en juin et août. Dans les QPV, le projet dure normalement une année complète [après la finalité de la construction, il s'agit de voir] comment faire vivre cette microtopie¹⁵⁷ ».

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 6.

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

¹⁵⁷ Atelier Fracasse. (2025). Cahier de conception de la microtopie *En forme !* Réalisée lors de l'édition 2025 du festival Microtopies, p. 5.

La microtopie *À table !* réalisée par l'atelier FADA s'inscrit dans une démarche similaire. Il se place aussi dans un entre-deux urbanistique compliqué à appréhender par les habitants, entre destructions et reconfiguration du quartier. Dans leur dossier de candidature, le collectif explicite cette difficulté :

« marqué par ses barres et ses tours d'habitation, le quartier du Blanc Riez est aujourd'hui en pleine transformation. Les opérations d'aménagement d'espaces publics et d'espaces verts viendront compléter les nouvelles opérations en cours. Entre déconstruction et futur construction, le quartier laisse peu de place à l'investissement des extérieurs par les habitants en attendant de faire peau neuve¹⁵⁸. »

Sur place, les espaces publics sont délaissés ; à la place du mobilier urbain, on retrouve des blocs de béton qui viennent entraver l'appropriation ainsi que les usages de la place. Le collectif note que : « les blocs Legos en place (figure 34), matérialisant l'emprise de la barre maintenant disparue, créent une barrière mentale ne permettant pas de se réapproprier cet espace. Ce site est alors désinvesti de ses habitants durant l'année. Qui plus est, le peu de plantation de haute tige et l'étendue du site génère un no man's land se développant en longueur¹⁵⁹. »



Figure 35 : quartier du Blanc-Riez à Wattignies : les espaces publics ne sont pas aménagés et leur activation est entravée par la présence de legos de béton. © Atelier FADA, Wattignies, 2025.

¹⁵⁸ Atelier FADA. (2025). Dossier de candidature à l'édition 2025 du festival Microtopies, p. 3.

¹⁵⁹ *Ibid.*

Face à ces constatations, l'atelier FADA dresse plusieurs volontés : créer un espace ouvrant les usages, tout en remplissant les besoins de la population d'avoir accès à davantage de mobilier urbain. Autour du site d'implantation prennent place des commerces — notamment type fast-food — qui ne disposent pas de terrasses. La microarchitecture, en transformant les blocs de béton en tables, permet d'ajouter du mobilier appropriable par les commerçants comme par les habitants. Le constat de départ est le suivant :

« Ces blocs de béton ont été originellement conçus pour servir de mur de soutènement afin de stocker des marchandises telles que les graviers, des sables, des sels de déneigement dans les travaux publics, ou encore pour construire des hangars agricoles rapidement. Leurs facilités d'assemblages permettent de monter un mur à sec, sans mortier, d'une grande résistance. Mais si on les voit si souvent dans nos villes aujourd'hui c'est qu'ils ont été détournés de leurs fonctions premières. C'est pour leur masse qu'ils servent désormais de dispositifs anti-attentats et qu'ils sont logés à l'entrée de bons nombres d'espaces publics lors de grands rassemblements et de manière presque permanente. Leur apparition génère un délaissement quasi systématique des espaces que nous pouvons investir¹⁶⁰. »

Leur proposition fait de la microarchitecture un moyen de répondre à un besoin urbain :

« Notre proposition consiste alors à détourner/réemployer à nouveau ce dispositif pour l'arracher à sa fonction de coercition et servir de base à un espace public retrouvé. Sa masse nous permet de proposer un projet qui n'a pas besoin de fondations : un portique vient chevaucher le plot béton qui est ensuite sanglé afin d'assurer sa stabilité. Les sites et leurs sols ne seront alors pas dénaturés¹⁶¹. »

Cette micro-intervention porte en elle la volonté plus globale de trouver une solution pour tous les espaces publics touchés par ces blocs. Elle peut donc être perçue, au-delà de sa capacité à répondre à un problème ponctuel et localisé, comme une solution pérenne concernant un enjeu urbain fréquemment rencontré dans les espaces publics (figure 36). L'Atelier FADA explique ainsi que « si ces plots bétons se sont répandus à grande vitesse dans l'ensemble de la Métropole de Lille, nous imaginons que notre proposition puisse à son tour coloniser tous ces blocs de béton et rendre nos espaces publics plus accueillants, plus conviviaux, plus solidaires¹⁶². »

Cette activation de l'espace public est pensée sur la durée par l'Atelier FADA, qui a déjà envisagé des manières de reconfigurer leur microarchitecture :

« La commune de Wattignies nous ayant déjà fait part de sa volonté de vouloir récupérer la microtopie, nous proposons de les accompagner pour définir les nouvelles implantations sur la commune. Les modules proposés, ne présentant pas de fondations sont alors démontables et remontables ou déplaçables sur d'autres blocs Legos de la commune afin de

¹⁶⁰ *Ibid*, p. 2.

¹⁶¹ *Ibid*.

¹⁶² *Ibid*.

permettre aux habitants de réinvestir d'autres espaces délaissés ou d'effectuer des opérations d'occupation transitoire pour les prochaines transformations à venir¹⁶³. »

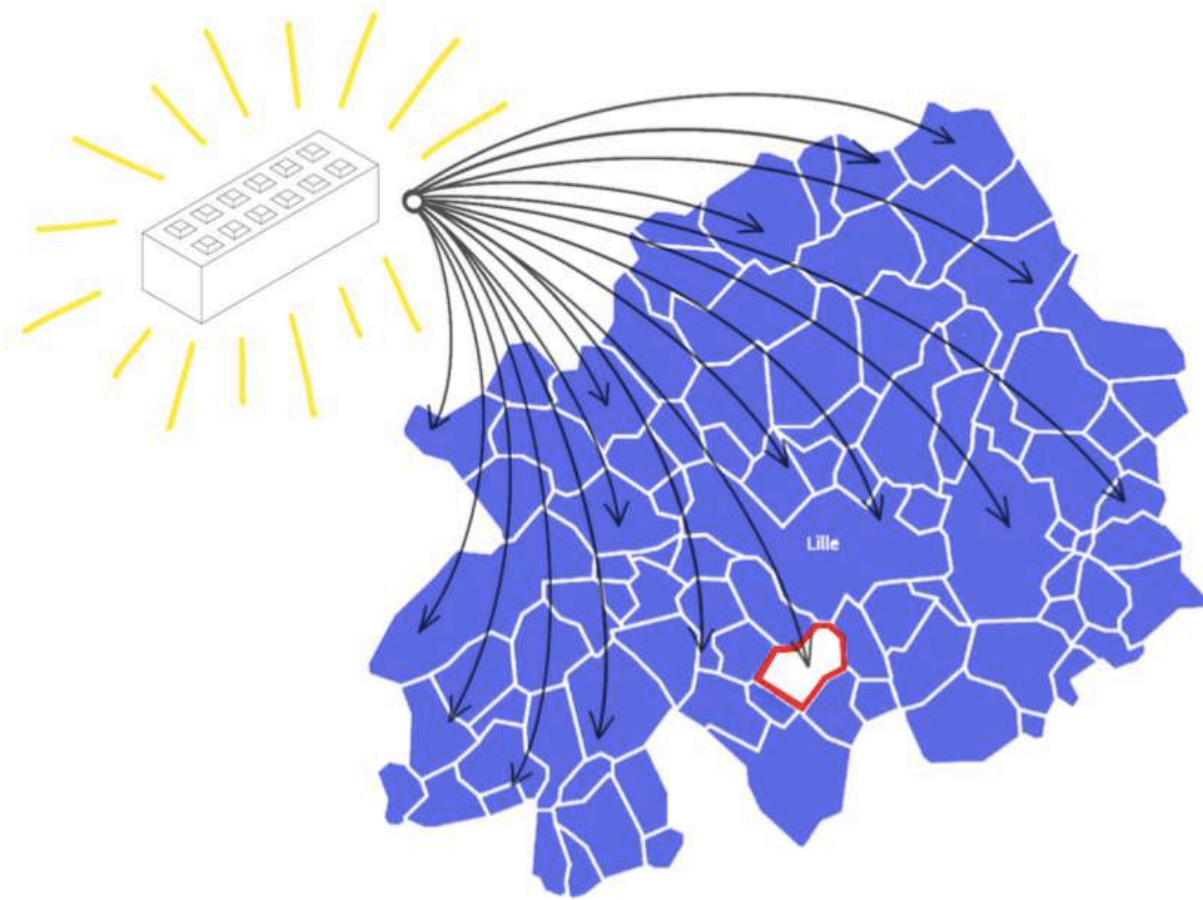


Figure 36 : identification d'un enjeu mettant en péril l'activation des espaces publics ; dossier de candidature de l'Atelier FADA dans le cadre de leur participation à l'édition 2025 du festival de cabanes Microtopies. © Atelier FADA, 2025.

La construction de la microtopie a rencontré un succès immédiat auprès des habitants. Lors du week-end de construction, des jeunes du collège Jean Moulin ont pris part au chantier. L'un des adolescents m'a fait part de son enthousiasme lors de l'inauguration de la microarchitecture : « on a jamais eu ça à Wattignies ! » Sur place, les commerçants du quartier ont rejoint les habitants qui s'étaient installés autour des tables. Les adultes ont partagé avec les enfants les gâteaux qu'ils avaient apportés de chez eux, partageant les souvenirs de leur vie dans le quartier. En quelques minutes, la microtopie s'est chargée de vie, transformant l'espace public auparavant très peu pratiqué (figures 37 et 38). Lara Häger témoigne elle aussi de cet engouement lors de la construction des microarchitectures :

¹⁶³ *Ibid.*

« Lors de l'inauguration, il y a eu beaucoup de dialogues faits avec les habitants, habitantes et dont des personnes d'un certain âge qui racontaient l'histoire du quartier du Blanc-Rilliers et qui disaient que c'était hyper innovant, cette micro-architecture qui permet de se poser, de se rassembler, de déjeuner ensemble et d'avoir une certaine... de dynamiser cet ancien mont de terre qui était laissé à l'abandon après la destruction du centre commercial. Et ensuite, après, à Loos, il y a beaucoup d'habitants qui exploitent la Cantine Verte ou la micro-architecture est actuellement¹⁶⁴. »

Les installations mises en place, à Loos comme à Wattignies, ont permis, en quelques semaines, une activation visible de l'espace public, notamment grâce à l'appropriation rapide des installations par les habitants.



Figure 37 : la microtopie À table ! construite lors de l'édition 2025 du festival Microtopies. © Julien Lelièvre 2025.

¹⁶⁴ Ibid, p. 5.



Figure 38 : inauguration de la microtopie À table ! construite lors de l'édition 2025 du festival Microtopies. Une trentaine d'habitants se sont mêlés à l'équipe lauréate afin de partager autour de la microarchitecture. L'occasion pour eux de parler de leur vie au sein du quartier. © Ilana Rémy-Renahy, Wattignies, 2025.

3.2. : La microarchitecture, un médiateur social efficace au sein des QPV ?

3.2.1. De la complexité d'un jeu d'acteurs multiple : le risque de la surmobilisation des habitants au sein des projets.

Au sein des QPV, les projets de microarchitectures s'inscrivent dans une logique de gouvernance territoriale rassemblant de très nombreux acteurs. On retrouve parmi eux les acteurs de structures socio-éducatives (parmi lesquelles des centres sociaux ou des maisons de quartier), des institutions publiques (comme les maisons de quartier), ainsi que des collectivités territoriale (comme les communes et les mairies). La diversité de ces acteurs ne renforce par leur efficacité au sein des sites. Au contraire, leur diversité peut freiner la mise en place ainsi que l'efficacité des projets de microintervention. Lara Häger souligne cette difficulté, en expliquant que les liens entre ces structures restent « quand même relativement [cloisonnées] à chaque fois. [Ce sont] des groupes d'acteurs distincts. Elle note également que cette difficulté est notamment due à leur accessibilité : « ce qui est le plus compliqué à avoir, c'est les institutions publiques. [...] Donc vraiment du coup les représentants et représentantes politiques et type élus. Mais sinon, en fait, en termes d'approche [...] les acteurs et actrices des établissements socio-éducatifs ont été [...] hyper acteurs, actrices, proactifs¹⁶⁵. »

La dimension proactive des centres sociaux, si elle peut apparaître comme une aubaine pour les instances mettant en œuvre les microarchitectures, peuvent à terme rendre plus difficile la mise en place du projet. En cause, la surmobilisation des acteurs du secteur socio-culturel, mais également du public utilisant ces structures. Lara Häger explique qu'

« il y a un exemple très concret sur toutes les— notamment sur les trois projets pilotes Microtopies en QPV qui sont Loos-Wattignies et Villeneuve-d'Ascq, où on a un champ d'action des acteurs locaux et des associations locales qui sont tellement larges, qui visent l'inclusivité des personnes. Mais au final, il y a tellement de propositions et de surmobilisations qu'on— que surtout les usagers usagères, ils perdent un sens d'y participer à des actions telles que Microtopies¹⁶⁶ ».

Dans ce cadre, ce sont les quartiers en politique prioritaire de la ville qui se trouvent davantage concernés. Lara Häger explique que cette constatation dépend des enjeux des communes concernées :

« Il y a deux typologies de communes sur Microtopie. Il y a la QPV et les non-QPV. Les non-QPV, il y a de la proposition, ce n'est pas de la sollicitation, c'est plutôt de la proposition d'actions culturelles et éducatives au sein des habitants et habitantes. Et donc c'est plutôt une démarche, on va dire, indépendante des usagers de choisir. Tandis que dans les QPV, c'est vraiment, vu qu'on a cet aspect de se dire que c'est un public fragilisé, ce n'est pas « on propose », c'est « on fait »¹⁶⁷. »

¹⁶⁵ Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

¹⁶⁶ *Ibid*, pp. 2 et 3.

¹⁶⁷ *Ibid*, p. 3.

Au sein des centres socio-culturels, certains publics — comme les adolescents — sont mobilisés sur de nombreuses activités. La prise en compte des habitants dans la demande de participation qui leur est faite est donc nécessaire, afin que celle-ci demeure agréable pour eux. Lors de l'atelier totem, les familles ont par exemple pu partager un moment de détente avec leurs enfants, s'asseoir un peu à l'écart et discuter avec d'autres parents, ou au contraire prendre part à l'activité en fonction de leur volonté. Dans le quartier de Loos, il aurait été difficile de demander une implication forte et constante lors du chantier public. Dans un contexte de quartier où 48% des familles se trouvent sous le seuil de pauvreté et où 76% des logements sont sociaux¹⁶⁸, il est compliqué de demander aux familles une présence constante lors d'ateliers pédagogiques. Ces moments doivent rester ludiques et adaptés aux impératifs extérieurs des habitants.

La mise en place d'une mobilisation des habitants efficace est partiellement entravée par la multitude d'acteurs présents au sein des quartiers prioritaires de la ville. Lara Häger explique cette multitude d'acteurs du quartier de Loos :

« je pense qu'il y a trop d'acteurs mobilisés dans ces QPV et du coup, les habitants ne s'y retrouvent plus et ne savent pas quelle personne est référente de tel projet ou quoi que ce soit. On est sur un petit quartier, reprenons l'exemple de Loos, au sein des quartiers même des Oliveaux. Il y a, en termes de centres socio-éducatifs, il y a l'espace Mosaïque, il y a l'ancienne Cité des enfants, il y a la Maison du projet, il y a aussi au sein de cette Maison du projet, il y a [...] une antenne de la SPL Euralille, il y a la Fabrique de l'emploi, il y a trois jardins partagés autour du jardin des Oliveaux. Donc c'est aussi de se dire qui est qui et qui fait quoi¹⁶⁹. »

L'accumulation d'acteurs et d'associations peut se faire au détriment des habitants, qui se trouvent perdus dans cette profusion de propositions et de mobilisation. De ce point de vue, les territoires sont inégalement dotés de des structures et de ressources permettant une véritable coordination. Certains quartiers disposent d'une forte densité associative, d'équipements et de projets divers, mais cette abondance peut paradoxalement engendrer une forme de compétition entre structures ou, du moins, une dispersion des énergies. Dans d'autres territoires — notamment les zones rurales — au contraire, la proposition faite par le tissu associatif local est moindre, souvent trop insuffisante, ce qui limite la capacité des habitants à créer des lieux et des moments de rencontre et de partage. Faustine Horgnies explique que ce manque de propositions au sein des zones rurales souligne la présence de la microarchitecture, lui permettant de rassembler davantage dans son territoire. Elle permet également de souligner le caractère remarquable de certains sites : « tu réalises le cadre dans lequel tu es donc rien que ça c'est c'est un enjeu aussi de sensibilisation, de se dire, « on marque une attention », « on marque quelque chose », sans

¹⁶⁸ ANCT, SIG Ville « Les quartiers prioritaires : leur cartographie et leurs données » <https://sig.ville.gouv.fr/territoire/QN05975M>

¹⁶⁹ Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

empiéter sur les écosystèmes, il n'y a rien justement en les préservant, mais on marque quelque chose¹⁷⁰. »

Ce déséquilibre ne réside pas seulement dans le volume d'acteurs présents, mais également dans leur articulation et leur lisibilité auprès des habitants. Les habitants des QPV, déjà confrontés à des contraintes sociales et économiques fortes, peuvent difficilement s'engager dans des démarches collectives si l'accès à l'information et aux bonnes personnes est trop complexe. Ce brouillage des responsabilités contribue à renforcer un sentiment d'opacité institutionnelle, où la multiplication des initiatives n'aboutit pas forcément à une amélioration tangible du quotidien. Par exemple, les habitants du quartier des Oliveaux ont exprimé leur difficulté à identifier les commanditaires ainsi que les représentants des Microtopies, comme l'explique Faustine Horgnies :

« ce qui est hyper dur, c'est qu'on n'est pas la mairie, on n'est pas dépendant de ce qu'ils font et il ne faut pas que les microtopies elles soient liées ça peut servir carrément parfois à des ateliers à des points de rassemblement, de discussion etc. Mais nous on n'est pas on est là pour poser des questions, on n'est pas là pour donner des réponses et pour dire exactement ce qui va se passer moi ça m'avait un peu perturbée parce que c'est tout le degré de là où on se place dans toute cette... encore plus dans les QPV... dans toute cette chaîne d'acteurs... On était à la fête du 17 mai à Wattignies avec Rémi et César. Il y a des gens qui venaient nous voir, il y avait un stand de la MEL à côté. Il y a des gens qui venaient nous voir en disant "qu'est-ce qu'il va y avoir ?". Nous-même,... après on ne s'était peut-être pas non plus renseignés... mais ce n'était pas clairvoyant. Je veux dire, on ne sait pas. Et même là, on a fait l'inauguration il y a deux semaines, la semaine dernière, je ne sais pas. Sur les panneaux, on ne sait pas. C'est hyper vaste et hyper important. C'est une particularité qui nous dépasse même nous en tant que, entre guillemets, asso, et en même temps, du coup, j'imagine en tant que grand public, c'est dur de s'en emparer. Et il y a des dames, enfin il y a une dame qui est venue me voir en en me disant "oui mais là, voyez, dans les bâtiments qui ont été détruits, en fait, il y avait mon magasin de fleurs. Qu'est-ce que je fais ? Où est-ce que je vais ?". Et ils voulaient des réponses. Nous on était incapable de leur donner parce qu'on était pas au courant. Et c'est pas le but de la microtopie non plus de faire de la pub pour les projets urbains. C'est juste on est là pour poser des questions. En fait ce qui est intéressant c'est pas ce qu'on fait avec, c'est où elle est. C'est pas un outil de promotion. C'est un outil de sensibilisation¹⁷¹. »

La question centrale devient alors celle de la coordination et de la mise en cohérence des interventions.

¹⁷⁰ Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.

¹⁷¹ *Ibid.*

3.2.2. Dans les QPV, des freins économiques et sociaux à la redynamisation urbaine.

Sans une structuration claire et lisible, la mobilisation des habitants risque de demeurer fragmentée, au détriment d'un véritable processus collectif d'appropriation des projets de territoire. Cette multiplicité d'acteurs génère également une forme de compétition financière :

« Notamment dans les trois quartiers pilotes de QPV, de microtopie, chaque acteur de ces quartiers prioritaires de la ville-là ont une enveloppe de ce qu'on appelle le contrat de ville. On a une enveloppe d'un budget prévisionnel à N-1. Et donc après, avec cette enveloppe prévisionnelle et cette donation de l'État, ce financement de ça, on crée le projet. Sauf que de plus en plus, cette aide est essouffée par l'État. C'est-à-dire qu'il y a X milliers d'euros qui sont attribués sur un quartier QPV et qui se grignotent entre tous les acteurs de ce quartier. Et donc c'est de plus en plus compliqué d'avoir un accès, on va dire, décent économiquement pour des projets. Donc, il y a une sorte de compétition dans les QPV qui est bien présente¹⁷². »

La répartition des financements dans les QPV crée une concurrence entre acteurs locaux, chacun cherchant à capter une part d'une enveloppe budgétaire déjà limitée. Cette logique fragilise la coopération et détourne parfois les projets des besoins des habitants au profit de contraintes financières. Pour permettre une meilleure coordination entre les différents acteurs des QPV, Lara Häger propose de mettre en place une stratégie de veille territoriale, afin de

« proposer aux acteurs, aux actrices, de faire une veille du territoire, en fait aller à la rencontre de chaque partie potentiellement prenante de l'action Microtopies, de se dire; un peut voir quel est leur calendrier d'action à l'année ou au trimestre qui nous intéresse, voir si oui ou non ça peut le faire en termes de timing, de s'insérer dans le projet Microtopies¹⁷³ ».

Ce travail de régulation fait par le WAAO fait en sorte de mettre en avant dans le travail de médiation pédagogique non pas un calendrier prédéfini et inflexible, mais au contraire une méthode de travail qui consiste à composer avec les besoins et les limites des habitants du quartier. Lara Häger propose notamment de passer d'une logique descendante à une logique ascendante, en faisant des habitants les acteurs majeurs et centraux du quartier :

« Il faut absolument faire une démarche citoyenne, c'est-à-dire qu'il faut avoir un [...] conseil ou des personnes des personnes référentes des projets des quartiers, des projets des quartiers, qui sont des citoyens habitant [dans le quartier], à qui on propose ce genre de projet [en fonction de] leurs attentes [...]. Elles sont là, on y va, et si elles sont pas là, on n'y va pas¹⁷⁴. »

Les habitants doivent être intégrés dans les actions, en ne servant pas uniquement de bénéficiaires — ce qui permet, à terme, de se placer dans une dimension moins descendante. La

¹⁷² Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

¹⁷³ *Ibid*, p. 3.

¹⁷⁴ *Ibid*.

surmobilisation des habitants, couplée aux impératifs d'un calendrier entrant parfois en contradiction avec celui des microtopies peuvent limiter fortement la portée d'action des collectifs à mettre en place des ateliers et des chantiers vivants près de leur cabane. Cette difficulté a notamment été rencontrée par l'équipe de la microtopie *Osons, tissons dans le jardin !* présentée à Marquette-Les-Lille lors de l'édition 2024 de Microtopies. La commune a expliqué le manque de participation des habitants de la commune aux ateliers par la difficulté de coordonner les différents acteurs socio-culturels du territoire :

« Les participants ont regretté le manque de participation des associations et des habitant.e.s du quartier dans lequel la Microtopie a été installée. Cela s'explique par le timing très court, les associations et les habitant.e.s étant déjà fortement mobilisé.e.s sur d'autres événements en fin d'année scolaire. Bien que des ateliers de tressage d'osier aient été organisés, la participation du public est restée limitée. Les participant.e.s ont exprimé leur frustration de ne pas avoir pu faire vivre l'œuvre comme ils l'auraient souhaité, en organisant notamment des animations avec le syndicat d'initiative et la confrérie locale¹⁷⁵. »

Cette lacune est expliquée par Lara Häger par le manque de moyens humains au sein des associations et centres sociaux : « il faudrait avoir une personne référente sur chaque typologie de projet, jeunesse, seniors, personnes fragilisées, déjà trois personnes¹⁷⁶ ». Cette ressource humaine est impossible à tenir, ce qui peut entraîner de la déception lorsque les attentes des ateliers ou des chantiers ne sont pas remplies. Mais malgré la constatation de ces contraintes, le modèle de la microarchitecture telle qu'envisagée par le festival Microtopies est largement compatible avec les volontés et attentes du contrat de ville, comme le dit Lara Häger :

« il fallait choisir une typologie publique parce qu'il faut savoir, dans les contrats de ville, il y a quatre enjeux du contrat de ville principal. Il y a l'éducation, transition écologique, accès à l'éducation et... (ne sais plus). Et donc, nous, on remplit à la fois transition écologique et éducation. Donc, on peut viser sur deux axes du contrat de ville. Et donc, dans l'éducation, c'est surtout l'accès aux jeunes. Donc l'insertion des jeunes¹⁷⁷. »

Cette articulation entre contraintes locales et objectifs institutionnels montre que les microtopies ne sont pas de simples expérimentations isolées, mais qu'elles s'inscrivent dans une logique plus large de politiques publiques. Malgré le manque de moyens humains pour assurer un suivi adapté à chaque typologie de public, leur souplesse permet de répondre à plusieurs priorités du contrat de ville. Elles offrent ainsi un terrain pertinent pour travailler à la fois sur la transition écologique et sur l'insertion des jeunes, deux axes importants du contrat de ville.

En ce sens, la microarchitecture déployée par le festival Microtopies apparaît comme un outil de médiation capable de relier les ambitions institutionnelles aux pratiques quotidiennes des habitants. Elle constitue un levier d'action adaptable — car se situant toujours du côté de

¹⁷⁵ Metroforum, WAAO, (2024) *op. cit.*, p. 108.

¹⁷⁶ Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

¹⁷⁷ *Ibid.*

l'expérimentation — , qui compense en partie les fragilités structurelles du tissu associatif et permet de maintenir un lien concret entre projet urbain et usagers.

3.3. Quel bilan pour les microarchitectures ? Évaluation de leur impact sur l'espace public.

3.3.1. Retombées sociales et territoriales des microtopies.

Au sein de l'espace public, les microarchitectures du festival Microtopies 2024 et 2025 ont permis de dynamiser les lieux d'implantation par les nombreuses initiatives sociales et éducatives mises en place. Parmi celles-ci, on retrouve par exemple les ateliers de tressage d'osier réalisés par le collectif Urcuna à Marquette-Les-Lille. Cet atelier a permis de mettre en place une transmission de compétences du collectif lauréat vers les habitants participant à l'atelier. À Loos, la microtopie *En forme !* — dont le projet éducatif et social a déjà été explicité plus haut — a permis aux centres sociaux Mosaïque et Jacques Prévert, déjà ancrés dans le quartier, de participer aux ateliers pédagogiques mis en place. Leur connaissance fine de la commune et des habitants a rendu possible la mobilisation de 60 habitants au cours des trois sessions d'ateliers mis en place¹⁷⁸. Le document bilan réalisé par le WAAO fait état d'une participation de 43 femmes et 17 hommes — pour la plupart, de moins de 12 ans — avec une forte implication de la part des parents, qui participaient aux ateliers tout en encadrant leurs enfants. Le partenariat établi avec La Fabrique de l'emploi de Loos a également permis la réalisation d'une balade théâtrale au sein du quartier des Oliveaux : « Dans le cadre d'une action menée par l'association La Fabrique de l'emploi, un groupe d'habitante-s curieu-ses s'est réuni-es ce mardi pour explorer l'histoire du quartier guidé par le récit de Laurent Petit, fondateur de l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine¹⁷⁹ » (figure 39).



Figure 39 : balade guidée dans le quartier des Oliveaux.
© Éléa Clancier, Loos, 2025.

¹⁷⁸ « Dossier bilan QPV » (2025). Document technique du WAAO, p. 12.

¹⁷⁹ *Ibid*, p. 13.

Grâce à ces ateliers, l'appropriation de ces espaces par les participants ne se limite pas aux actions organisées : les microtopies deviennent des repères, des points de rendez-vous ou des lieux d'observation et de pause, contribuant à redéfinir l'usage quotidien de l'espace public. L'impact se mesure donc autant dans la participation active aux ateliers que dans l'évolution des pratiques et des perceptions des habitants, qui s'approprient progressivement les lieux.

De fait, les microarchitectures du festival Microtopies fonctionnent comme des leviers de médiation sociale et culturelle : elles relient les initiatives éducatives, artistiques et citoyennes à l'aménagement concret de l'espace urbain, tout en favorisant une mobilisation volontaire ou initiée par les associations locales des habitants. Cette dynamique démontre que, lorsqu'elles sont conçues et accompagnées de manière réfléchie, les microtopies dépassent le simple objet architectural pour devenir de véritables outils de transformation sociale et urbaine. Lara Häger souligne cette implication habitante, remarquée notamment lors des chantiers publics des microarchitectures (figure 40) :

« dans la mobilisation du public, il y avait cette volonté vraiment d'inclusivité. Donc forcément, on a eu des jeunes [de] trois à seize ans. Ensuite, après, on a eu des publics de seize, vingt-cinq ans. On a eu des publics adultes, des typologies aussi familiales. On a eu des personnes âgées, notamment sur la Microtopie à Ronchin. Il y a eu une dynamique de cinq seniors qui ont préconstruit la cabane avec les lauréats¹⁸⁰. »

En rendant visibles des dynamiques locales déjà existantes — associations, centres sociaux — les microtopies favorisent une mise en réseau des acteurs et une meilleure inscription des habitants dans leur environnement. Elles participent donc à renforcer le sentiment d'appartenance et à consolider les liens sociaux à l'échelle du quartier.



Figure 40 : chantier public de la microtopie La Cabane vivante à Ronchin : l'équipe lauréate (Ambroise Carle, Benjamin Cuvelier, Camille Viala) a été aidée de cinq habitants du quartier, démontrant la dimension intergénérationnelle de leur projet. © Julien Lelièvre 2025.

¹⁸⁰ Entretien avec Lara Häger, chargée de médiation et de mobilisation des publics au WAAO, 27 août 2025, Lille.

3.3.2. Redécouverte et/ou activation d'espaces délaissés.

Au-delà de leur rôle social et éducatif, les microarchitectures du festival microtopies contribuent également à révéler des lieux souvent ignorés ou perçus comme peu attrayants au sein de l'espace urbain. En investissant espaces publics relevant des interstices, souvent en marge des usages quotidiens, elles transforment temporairement ces espaces en supports d'expérimentation à la fois architecturale et citoyenne. Cette occupation éphémère — bien que parfois pérennisée par les communes — permet de réinscrire ces sites dans l'imaginaire collectif, en leur redonnant une visibilité et une valeur d'usage. Les habitants redécouvrent ainsi leur quartier à travers des lieux auxquels ils n'accordaient plus d'attention, ou dont l'accès semblait limité. À Roubaix par exemple, la microtopie *Tuyolo* (figure 41) a permis de poser un regard différent sur une place peu aménagée et proche de la route — boulevard des Nations Unies — perçue comme un espace de passage. L'installation a transformé cet espace public peu pratiqué en un espace de convivialité et d'ouverture sur l'imaginaire. Ce projet permet de s'extirper de la logique de *no man's land* abordée par Faustine Horgnies lors de son entretien. De la même manière, la microtopie *Hauts Puits* a permis d'activer l'espace public dans lequel elle était implantée, tout en complétant les usages déjà existant : « la microtopie [...] était proche de la mairie afin de valoriser les travaux engagés sur le parvis et d'essayer de fédérer les habitant.e.s autour du "centre du village" ». Elle se situe également à côté du parc pour enfants, ce qui amène de fait un public ciblé¹⁸¹ ».



Figure 41 : la microtopie Tuyolo à Roubaix a permis de mettre en valeur un espace public peu utilisé de Roubaix. © Julien Lelièvre, Roubaix, 2024.

¹⁸¹ Métroforum, WAAO, (2024), *op. cit.*, p. 107.

Faustine Horgnies souligne l'activation de cet espace public amorcé par la construction de la microarchitecture. D'après elle,

« il y a des endroits où on se dit que c'est un peu plus lambda, [par exemple] à Lallaing, où c'était derrière la mairie, parce qu'en fait, ils avaient requalifié tout le parc, [...] finalement, c'était à côté des jeux pour enfants. Du coup ça a créé toute une dynamique aussi différente de l'arrière de la mairie qui était sous-exploitée ou qui commençait à être réaménagée. Et ça l'a activée comme ça¹⁸². »

La microarchitecture met en évidence une logique de requalification douce : sans bouleversement lourd ni investissement pérenne, sa présence agit comme un déclencheur, une *amorce d'usage*¹⁸³ qui vient réinscrire le lieu dans les pratiques quotidiennes. En suscitant de nouveaux parcours (parents et enfants circulant entre le parc, la microtopie et la mairie), la cabane réactive des flux et rend visible un espace qui risquait de rester en marge malgré les efforts de réaménagement. Cette activation ne se limite pas à l'usage immédiat. Elle nourrit l'imaginaire collectif autour de l'espace : l'arrière de la mairie, auparavant perçu comme une zone de transition — voire de relégation — devient un point d'ancrage social et symbolique. Les microtopies opèrent donc comme des instruments de médiation entre les temporalités de l'urbanisme — long terme des réaménagements, temps court des événements éphémères — et les pratiques habitantes, toujours en mouvement. L'expérience de Lallaing illustre l'idée plus générale selon laquelle les espaces délaissés ou en transformation ne doivent pas être vus uniquement comme des « vides » urbains, mais comme des ressources à investir, et au sein desquels il est possible d'expérimenter de nouvelles formes architecturales. Les microtopies, en s'y implantant, démontrent qu'une activation ciblée peut suffire à initier une dynamique sociale et spatiale nouvelle, qui dépasse largement la temporalité du festival.

3.3.3. Reprise et activation de la microarchitecture par les communes et acteurs locaux.

Sur certains espaces publics, les microarchitectures ont permis une activation de leur espace public après la mise en place des chantiers de construction. Les communes, qui ont décidé de s'emparer de la microarchitecture en la pérennisant, l'utilisent ensuite comme moyen d'activer l'espace public et de continuer le dynamisme insufflé par les ateliers des équipes lauréates. Faustine Horgnies explique notamment que la microarchitecture de Lallaing a trouvé d'autres usages après le chantier participatif « pour inviter tout le monde à entretenir cette bouturothèque, notamment en utilisant l'usage admis par la citerne. Des activités avec le centre de loisirs de Lallaing sont prévues pendant l'été des enfants sur site pour leur faire pratiquer ces geste là¹⁸⁴. » Cette dynamique a persisté après la pérennisation et la cession d'œuvre de la microtopie à la commune : « après [le festival] la mairie s'est engagée à faire d'autres ateliers sur la végétalisation

¹⁸² Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.

¹⁸³ Je souligne.

¹⁸⁴ WAAO, *Métroforum*, (2024), *op. cit.*, p. 107.

de ces endroits. [La microarchitecture] permet d'impulser plein de choses et de mettre un point repère¹⁸⁵ » ; Arnaud Delvit, membre des lauréats de la microarchitecture Haut-Puits explique que « la commune est très enthousiasmée par le projet et aimerait la garder plus longtemps... Si ça se passe bien. [...] Le maire s'est déplacé plusieurs fois, et plusieurs autres élus de Lallaing qui étaient très enthousiastes et porteur dans le projet¹⁸⁶. »

À Péronne-en-Mélantois, l'école primaire et maternelle Jean de la Fontaine a manifesté leur volonté de se rendre à nouveau près de la microtopie avec les classes des années suivantes. Les tuiles peintes par les enfants pourront être remplacées par de nouvelles peintures si la commune le souhaite, répondant au souhait des enfants n'ayant pas pu participer au projet lors de l'édition 2024. La microarchitecture est réinvestie par les acteurs éducatifs et sociaux de la commune. À la Madeleine, la microtopie *Le Palais d'été* (figure 42) a permis d'augmenter les interactions existant avec la guinguette située à proximité :

« La Madeleine l'a vendu comme une cabane donc j'ai retenu ça. En tout cas pour les enfants c'est super ! [...] C'est une plus value pour la guinguette et même pour l'espace, moi je vis juste derrière donc j'ai vu l'espace se transformer. Ce projet ça va dans le sens de la bonification de l'espace, ça coupe vraiment avec l'effet terrain vague d'avant¹⁸⁷. »



Figure 42 : la microtopie Palais d'été. © Julien Lelièvre, Lille, 2024.

¹⁸⁵ Entretien avec Faustine Horgnies, architecte et responsable des activités pédagogiques au WAAO, 28 août 2025, Lille.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ *Ibid.*

Dans *Microtopies, chantiers ouverts au public*, il est observé que

« la microarchitecture, en tant qu'espace de vie dans le cadre du festival, se révèle être plus qu'une simple structure : elle devient un lieu d'échanges et de rencontres au sein de la commune. Les usages qui émergent varient selon les besoins locaux, allant de l'accueil d'activités collectives à la création d'espaces de détente et d'interaction. Dans certains quartiers, on observe même l'apparition de « concierges de cabanes » : des habitants qui veillent au bon fonctionnement de ces espaces, qui vient interroger la question de l'autogouvernance¹⁸⁸. »

Cet ancrage dans le territoire se poursuit par la réappropriation de ces espaces par les acteurs du territoire. À Loos par exemple, la question de confier la microtopie à la Fabrique de l'emploi se pose, afin que cet acteur très présent au sein du territoire loossois puisse utiliser la microarchitecture comme lieu supplémentaire — par exemple pour mettre le marché qu'ils ont l'habitude de faire une fois par semaine. La microarchitecture, par cette appropriation, peut devenir un levier efficace et pérenne de valorisation des espaces publics. En préparation du festival Microtopies 2026, le WAAO note déjà une approche faite par les associations impliquées dans le territoire du Nord, qui viennent demander l'installation d'une microtopie au sein d'espaces qu'elles occupent et qu'elles jugent délaissés — preuve de l'intérêt que cette forme d'architecture peut susciter en tant qu'outil de dynamisation territoriale.

3.3.4 Quel avenir pour la microarchitecture ?

Pouvant être considérée comme un outil de valorisation territoriale, la question de l'avenir de la microarchitecture au sein des projets urbains se pose. Pour certains collectifs d'architectes, la microarchitecture assume une posture davantage ancrée dans une logique d'urbanisme de gestion transitoire. C'est par exemple le cas du *Bruit du frigo*, dont certains projets consistent à la mise en place de microarchitectures décrites comme des « espaces publics portatifs¹⁸⁹ », réversibles car conçus dans des espaces en transition (figure 43). Ces microarchitectures ont pour rôle d'agir comme des « outils de préfiguration et d'activation urbaine », et d'accompagner le réaménagement de nouveaux projets urbains, à l'instar de celui du réaménagement de la Rive droite du Rhône à Lyon. On y retrouve la dimension à la fois artistique et sociale portée par le festival Microtopies, même si ces microarchitectures remplissent davantage le rôle de commande destinée à accompagner les travaux urbains réalisés, puisque leur commanditaire n'est autre que la Métropole du Grand Lyon :

« Les Jumelles, les Bancs emmêlés, le Rubanc, La Vague, Les Bancs perchés ou encore Le Fil d'ariane, des noms évocateurs désignant ces micros-aménagements mobiles conçus pour se déplacer au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Ils sont installés au niveau du Pont Wilson et du Pont Lafayette, ainsi qu'au niveau de l'embarcadère de la place Antonin Poncet ; et ont été inaugurés et activés par des artistes

¹⁸⁸ WAAO, Métroforum, (2024), *op. cit.*, p. 106.

¹⁸⁹ Site du collectif *Bruit du frigo* : <https://bruitdufrigo.com/projets/fiche/les-espaces-publics-portatifs/>

lors du Festival Entre Rhône et Saône les 29 et 30 juin 2024. Ces aménagements transitoires amorcent de nouvelles appropriations des quais et des ponts, et accompagnent le changement d'image et de vocation des lieux. Ils sont destinés à la contemplation et la détente et annoncent les grandes figures spatiales du projet de réaménagement de la rive droite du Rhône : les «grandes terrasses», les «ponts esplanades», les «voies lyonnaises», les «Rhonoramas».... Ces Espaces Publics Portatifs, au design original, ont la particularité d'être construits sur des berces-plateaux destinées au transport routier et détournés ici en mobilier urbain. Ils sont ainsi facilement et rapidement déplaçables¹⁹⁰. »



Figure 43 : les « espaces publics portatifs » conçus par le collectif Bruit du frigo permettent d'activer des espaces publics qui sont en pleine requalification. © Bruit du frigo, Lyon, 2024.

La microarchitecture apparaît comme un outil de transformation urbaine progressive, permettant d'anticiper les usages, de tester des dispositifs et de révéler des potentiels d'appropriation. Elle devient par là un support expérimental associant à la fois les habitants, les architectes, les artistes ainsi que les institutions. Cette approche soulève la question de la pérennité de ces interventions, qui font de la microarchitecture une étape uniquement transitoire et éphémère des projets d'aménagement, sans la considérer comme une échelle de projet à part entière dans la mise en place de projets urbains. Les inscrire dans une temporalité longue permet une réelle appropriation de la part des habitants, et donne toute leur valeur à ces architectures en ne les considérant pas uniquement comme des gadgets servant à la bonne mise en place de plus grands projets d'aménagement.

¹⁹⁰ *Ibid.*

Conclusion

Quel avenir pour nos villes, et pour les liens humains qu'elle contient ? C'est cette question qui est posée en substance par les microtopies. Cette recherche a mis en avant la microarchitecture en tant que levier capable de créer du lien dans les territoires. La micro-intervention architecturale intervient dans un contexte au sein duquel l'espace public contemporain se trouve fragilisé par la standardisation de son aménagement, mais également par sa privatisation ainsi que par une omniprésence de la voiture et une sécurisation excessive. Ces facteurs tendent à lui faire perdre sa capacité à accueillir une diversité d'usages et de publics. Les enfants en particulier apparaissent comme les premiers exclus d'espaces urbains de plus en plus normés et contraints. Pourtant, l'espace public conserve une dimension essentielle dans la vie collective, en tant qu'il peut agir comme lieu de sociabilité et de construction du lien social.

Dans ce contexte, la microarchitecture constitue un outil d'expérimentation capable de réactiver des lieux délaissés et de tester de nouveaux usages. Elle permet de remettre les habitants au cœur de la fabrique de la ville, en transformant l'urbanisme en un processus plus souple et inclusif. L'étude des microarchitectures implantées dans les quartiers prioritaires souligne l'intérêt de ces démarches dans des contextes de forte mutation urbaine. En introduisant des temporalités intermédiaires entre la temporalité longue des projets institutionnels et les besoins immédiats des habitants d'ancrage et de repère dans leur territoire, elles créent des espaces de partage et d'appropriation. Ces interventions contribuent ainsi à renforcer l'ancrage territorial, à accompagner les transitions urbaines et à redonner une centralité symbolique et sociale à des quartiers souvent perçus comme périphériques ou en marge.

Toutefois, si la microarchitecture est porteuse de potentialités, elle ne peut se substituer aux grandes politiques urbaines ni au manque d'aménagement de certains espaces publics. Sa pérennité dépend de la continuité de l'implication des habitants, ainsi que de l'accompagnement institutionnel et de la capacité des acteurs du territoire à inscrire ces démarches dans une stratégie urbaine plus globale. Son rôle est donc moins de résoudre à elle seule les problématiques urbaines que de les mettre en lumière, d'ouvrir des possibles et d'expérimenter des formes alternatives d'habiter la ville.

La microarchitecture, bien que modeste par sa taille, met en avant la capacité des projets architecturaux à — lorsqu'ils sont couplés à des projets sociaux — créer du lien et activer des espaces publics. Son indépendance vis-à-vis des grands projets d'aménagement et des politiques urbaines structurantes lui permet de mettre en place des micro-interventions innovantes, tant par leur forme que par leurs usages. La microarchitecture apparaît moins comme une réponse définitive que comme une manière d'ouvrir des possibles, de redonner une épaisseur sociale et symbolique aux espaces publics fragilisés. Pour reprendre les mots de Marielle Macé, « faire des cabanes : imaginer des façons de vivre dans un monde abîmé. (...) Pas pour se retirer du monde (...) Mais pour leur faire face autrement, à ce monde-ci et à ce présent-là, avec leurs saccages,

leurs rebuts, mais aussi leurs possibilités d'échappées¹⁹¹ ». En somme, faire des microarchitectures pour participer d'un geste à la fois critique et créatif : celui de réinventer, par petites touches, des manières d'habiter la ville et de faire société.

¹⁹¹ Macé, M. (2019), *Nos cabanes*, *op. cit.*, p. 27.

Bibliographie

Ouvrages

Aubin, F. (2014). « Entre espace(s) public(s) et sphère(s) publique(s) : bilan des travaux francophones sur une notion », in *Canadian Journal of Communication*, Vol 39 (1)

Certeau, M. de. (1990). *L'invention du quotidien*. Paris : Gallimard.

Dewey, J. (2010). *Le public et ses problèmes*. Paris : Folio.

Friedman, Y. (2020). *L'architecture mobile vers une cité conçue par ses habitants (1958-2020). L'éclat/poche*.

Habermas, J. (2009). *L'espace public*. Paris : La Découverte.

Jacobs, J. (1961). *The death and life of great American cities*. New York, NY : Random House.

Kanigel, R. (2017). *Eyes on the street: The life of Jane Jacobs*. New York, NY : Alfred A. Knopf.

Labbé, M. (2019). *Reprendre place. Contre l'architecture du mépris*. Paris : Payot.

Lefebvre, H. (1970). *Du rural à l'urbain*. Paris : Anthropos.

Lefebvre, H. (1970). *La Révolution urbaine*. Paris : Gallimard.

Macé, M. (2019). *Nos cabanes*. Paris : Verdier.

Metroforum, WAAO. (2024) *Chantiers ouverts au public*. Éditions WAAO.

Mitchell, D. (2003). *The right to the city: Social justice and the fight for public space*. New York, NY : Guilford Press.

Mitrashinović, M. & Mehta, V. (2021). *The Public Space Reader*. Routledge.

Park, R. E. (1990). *La ville comme laboratoire social*. In Y. Graphpheyer & I. Joseph (Eds.), *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*. Paris : Aubier.

Paquot, T. (2009). *L'espace public*. Paris : La Découverte.

Rancière J. (1995). *La Mésentente*, Galilée, Paris.

Sitte, C. (1889/1996). *L'art de bâtir les villes*. Paris : Seuil.

Tsoukala K., (2007). *Les territoires urbains de l'enfant*, Paris, L'Harmattan

Rivière, C. (2021). *Leurs enfants dans la ville. Enquête auprès de parents à Paris et à Milan*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon.

Ward C, (1978). *L'Enfant dans la ville*, Paris, Eterotopia France.

Articles

Alamel, A. (2022). Les contours d'un processus de studentification dans un quartier de Lille. *Urbanités*, (16).

Boukala, M., & Monnet, N. (2018). Postures et trajectoires urbaines : La place des enfants et adolescents dans la fabrique de la ville. *Érudit*, (30). <https://www.erudit.org/fr/revues/efg/2018-n30-efg04503/1058680ar/>

Bråten, L. N. (2024). Temporary temporariness? The (mis)use of tactical urbanism from the 'open city' framework. *ResearchGate*. <https://www.researchgate.net/publication/383310794>

Burger, C., Gagnol, L., & Mortelette, C. (2022). L'urbanisme tactique : Outil d'émancipation ou de neutralisation des pratiques habitantes dans les espaces urbains ? *L'Espace Politique*. <https://journals.openedition.org/espacepolitique/9483>

Casso, R. (2025). Sortons sans modération. *Urbanisme*, hors-série (81). <https://www.urbanisme.fr/dossier/espaces-publics-en-debats/>

Chapel, E. (2012). Urbanités inattendues - Petites fabriques de l'espace public. *Espace Public*, (111). <https://id.erudit.org/iderudit/66645ac>

Crawford, M. (2008). "Blurring the Boundaries: Public Space and Private Life," in Chase, J., Crawford, M., and Kaliski, J. (eds.), *Everyday Urbanism*. New York: Monacelli Press.

Dessouroux, C. (2003). La diversité des processus de privatisation de l'espace public dans les villes européennes. *Belgeo*, (1). <https://doi.org/10.4000/belgeo.15293>

Diguet, C. (2020). Fabrique urbaine et réappropriation citoyenne : L'urbanisme transitoire comme ruse ? *Revue Sur-mesure*. <https://www.revuesurmesure.fr/contributions/fabrique-urbaine-et-reappropriation-citoyenne-lurbanisme-transitoire-comme-ruse>

Douay, N., & Prévot, M. (2016). Circulation d'un modèle urbain « alternatif » ? Le cas de l'urbanisme tactique et de sa réception à Paris. *Échogéo*.

Escobar, L. F. G. (2019). Medellín, le pari de l'urbanisme social. *Métamorphoses, Cahiers de l'Institut Paris Region*, (176). https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_2058/C176-Medellin.pdf

Garnier J-P. (2012). « Un espace indéfendable. L'aménagement urbain à l'heure sécuritaire », article en ligne : <http://actes.cites.free.fr/images/ESPACE%20SECURITAIRE.pdf>

Krohne, J. Jr. (1996). Beyond playgrounds. *Illinois Issues*, (19).

Lydon, M., & Garcia, A. (2015). Tactical urbanism: Short-term action for long-term change. *ResearchGate*. <https://www.researchgate.net/publication/303728799>

Lydon, M., et al. (2012). *Tactical urbanism*. Street Plans Collaborative.

Nicolas-Le Strat, P. (2015). Arts de faire micropolitiques. *Inter*, (120).

Paquot T. (octobre 2020). Entretien « L'urbanisme moderne prive les enfants de ce fabuleux terrain de jeux qu'est la rue », CQFD n°191, article en ligne : <https://cqfd-journal.org/L-urbanisme-moderne-prive-les>

Rivière, C. (2023). Qu'est-ce qu'une « ville à hauteur d'enfant » ? Interroger la domination adulte. *Mouvements*, (3), 139-148. <https://doi.org/10.3917/mouv.115.0139>

Sack O. (2024). « A symbol with what architecture means as such and should accomplish » in *ARENA Journal of Architectural Research*, 9(1): 4, DOI: <https://doi.org/10.55588/ajar.395> p. 8.

Tomas, F. (2001). L'espace public, un concept moribond ou en expansion ? *Géocarrefour*, 76(1), 81-90.

Lille Métropole. (2025). « Découverte des jardins solidaires des Oliveaux à Loos ». <https://www.lillemetropole.fr/actualites/decouverte-des-jardins-solidaires-des-oliveaux-loos>

Récréations Urbaines. (2023). « Du jeu dehors – Pieds d'immeuble ». <https://www.recreationsurbaines.coop/du-jeu-dehors/pieds-d-immeuble/>

Ville de Loos. (2024). « Plus de nature dans nos cours d'école ». <https://www.loos.fr/fr/actualites/plus-de-nature-dans-nos-cours-decole>

Ville de Loos. (2025). « La tour Kennedy est foudroyée : Retour sur l'opération ». <https://www.loos.fr/fr/actualites/la-tour-kennedy-est-foudroyee-retour-sur-loperation>

Documents techniques :

ADEME, & Institut Paris Region. (2024). Approche tactique – Pour aménager les espaces publics autrement. Paris : ADEME.

ADEME (2024). Guide d'aménagement des espaces publics. Document technique en ligne : https://www.fnau.org/wp-content/uploads/2022/02/gaep_volet_2_web.pdf

ADULM, (février 2025) « L'Université Catholique de Lille et son territoire – Impacts et contributions » étude en ligne : <https://www.adu-lille-metropole.org/productions/luniversite-catholique-de-lille-et-son-territoire-impact-et-contributions/>

ANCT, « Quartiers prioritaires - Réduire les écarts de développement entre les territoires » rapport en ligne : <https://anct.gouv.fr/quartiers-prioritaires>

ANCT, SIG Ville « Les quartiers prioritaires : leur cartographie et leurs données - Loos » <https://sig.ville.gouv.fr/territoire/QN05975M>

ANCT, (sans date). « Les quartiers prioritaires : leur cartographie et leurs données - Wattignies » : <https://sig.ville.gouv.fr/territoire/QN05987M?>

Atelier Fracasse (2024). Dossier de candidature de la microtopie *Dessine-moi une cabane*.

Bigo-Balland T., Ducancelle L., (2025). Dossier de candidature de la microtopie *L'Agora c'est le site* au festival Microtopies 2025.

Collectif Tuyolo. (2024). Dossier de candidature de la microtopie *Tuyolo* au festival Microtopies 2024.

Communauté Urbaine de Lyon, Service Espace Public, (sans date, 1995 ?) *Le vocabulaire des espaces publics Les références du Grand Lyon*, Lyon.

Ministère de la Cohésion des territoires. (sans date). « Cartographie des quartiers prioritaires de la ville ». <https://sig.ville.gouv.fr/Cartographie/QP059077>

Performascope (2021). « Cartographie sensible », Lexique interdisciplinaire des performances et de la recherche-crédation, Grenoble : Université Grenoble Alpes, [en ligne] : <http://performascope.univ-grenoble-alpes.fr/fr/detail/177603>

Université Catholique de Lille. (2025). La place du village : Fédérer 150 ans d'histoire. *Cahier des charges*.

WAAO. (2025). « Dossier bilan QPV ». Document technique du WAAO.